

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 29 SEPTEMBRE 2016

TOME III

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Conventionnement Centre social de la Maison pour tous Michel COLUCCI

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ville de Montpellier souhaite renforcer l'action sociale sur les quartiers. Dans ce cadre, le conseil municipal a précisé le fonctionnement des Maisons pour Tous par délibération du 29.5.2015 qui renforce la possibilité d'accueil d'activités de proximité ouvertes à tous les publics.

Dans les quartiers prioritaires, cette volonté doit être accentuée par des actions visant à réduire les inégalités et à accompagner les habitants par des dispositifs en direction des enfants, des jeunes et des familles.

Le quartier du Pas du Loup est le premier territoire choisi pour expérimenter cette nouvelle politique sociale de proximité.

La Maison pour Tous Michel Colucci a présenté un projet spécifique précisant la stratégie et les moyens pour répondre aux orientations nécessaires à l'obtention d'un agrément Centre Social délivré par la Caisse d'Allocations Familiales.

Ce projet a reçu un avis favorable et doit désormais faire l'objet de la signature d'une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation pour le faire, à signer tout document relatif au conventionnement de la Maison pour Tous Michel Colucci avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, **Clare HART**, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

2 postes d'Adjoints administratifs de 1^{ère} classe, 2 postes de Technicien principal de 2^{ème} classe et 15 postes d'Adjoints techniques de 1^{ère} classe sont créés pour tenir compte des besoins de la collectivité.

Il est proposé de nommer sur ces postes des lauréats de ces concours.

Les grades correspondant aux grades d'origine des lauréats seront supprimés à leur nomination sur leur nouveau grade, après avis du Comité technique.

I – Créations de postes :

Filière administrative :

Adjoint administratif 1^{ère} classe : création de 2 postes

x

Filière technique :

Technicien principal de 2^{ème} classe : création de 2 postes

Adjoint technique 1^{ère} classe : création de 15 postes

II – Suppressions de postes : conformément à l'avis du Comité Technique en date du 21 juillet 2016 :

Filière administrative :

Directeur territorial : suppression d'un poste

Adjoint administratif de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Filière sportive :

Educateur des Activités Physiques Sportives : Suppression d'un poste

Filière technique :

Adjoint technique de 2^{ème} classe : Suppression de onze postes

III – Ouverture de postes à des agents non titulaires :

Un poste de Vétérinaire à temps complet est vacant à compter du 1^{er} novembre 2016 sur des fonctions de Responsable animalier au Zoo du Lunaret. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des Biologistes-Vétérinaires-Pharmaciens Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IM 363 à 821.

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 1^{er} novembre 2016 sur des fonctions de contrôleur de gestion interne. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 -2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IM 349 à 798 .

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ces modifications au tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Extension de l'"astreinte cadres" hebdomadaire de la Ville de Montpellier au cadre d'emploi des attachés territoriaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération du 25 juin 2007, modifiée par les délibérations du 25 novembre 2013 et du 17 décembre 2015, a instauré un dispositif d'astreinte de la Ville effectuée par les agents du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Il est aujourd'hui proposé d'élargir cette astreinte aux agents relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Le Cadre d'Astreinte de la Ville de Montpellier :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'appellation « Ingénieur d'Astreinte » est remplacée par « Cadre d'Astreinte ». Cette évolution fait suite :

- aux transferts de moyens et compétences, mais aussi d'harmonisation, entre la ville centre et sa métropole ;
- à la décision d'élargir, sur appel à la candidature, aux cadres de la filière administrative (catégorie A - Attaché) dans un objectif de « pool » commun et pluridisciplinaire.

La position, le rôle et les missions du Cadre d'Astreinte, ainsi que son articulation avec le dispositif municipal, sont actuellement décrits dans le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Ville de Montpellier (Cf. feuille annexe). De manière générale, le Cadre d'Astreinte :

- assure l'alerte de l'autorité supérieure, la continuité de service indispensable et les premières actions de sécurité et/ou de sauvegarde (personnes, biens et environnement) en dehors des heures ouvrées de l'administration. Il est également, avec l'Elu d'Astreinte, le premier maillon de la réponse communale de sécurité civile ;
- dispose des outils d'aide à la décision du PCS (procédures format papier, tablette d'astreinte, espace partagé type SharePoint ...) et matériels (véhicule d'astreinte dédié avec remisage à domicile, équipements de protection, ...).

Les agents bénéficieront, en tant qu'astreinte d'exploitation, d'indemnités afférentes précisées par la délibération n° 2015/592 du 17 décembre 2015 relative aux astreintes (conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation) et fixées par décret.

Dans cette finalité, il est proposé que :

- les cadres des filières technique et administrative de la collectivité intègrent le pool « Cadre d'Astreinte » hors cas particuliers : femmes enceintes, pères ou mères d'enfant âgé de moins de 1 an, agents concernés par une exemption médicale, astreinte métier objet d'une délibération ou autre exception validée par la direction générale des services sur demande argumentée ;
- l'astreinte soit réalisée du lundi au lundi suivant : soit de 12h00 à 13h30 et de 17h30 à 8h30 en semaine travaillée ; 24h/24 le week-end, jour férié et/ou jour de permanence mairie ;
- pendant sa période d'astreinte, le Cadre d'Astreinte est joignable et mobilisable à tout moment. A cet effet, il doit être en capacité d'intervenir sur le territoire communal dans un délai d'une heure ;
- avant d'assurer leurs semaines d'astreintes, les agents concernés devront réaliser une formation initiale et continue obligatoire conjointement avec le service sécurité civile de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique et le service formation de la Direction des Ressources Humaines ;
- pendant leurs semaines d'astreinte, les agents concernés devront suivre un briefing le lundi matin à 11h00 (transmission des outils et équipements, informations et consignes particulières) et un débriefing le lundi matin suivant à 09h30 (remise des outils et équipements, ...) ;
- le Cadre d'Astreinte complète une main courante dématérialisée après chaque mobilisation/appel sur l'espace partagé mis à disposition (en précisant : l'origine, heure, adresse, objet, actions réalisées au cours du temps, observations et difficultés rencontrées...).

La Direction Générale des Services conserve la gestion administrative et fonctionnelle du Cadre d'Astreinte. Tout cadre d'astreinte éprouvant une difficulté d'organisation de service pourra prendre contact avec celle-ci.

La Direction Réglementation et Tranquillité Publique, par le biais du service sécurité civile, conserve la gestion opérationnelle du Cadre d'Astreinte, et ce en lien avec l'élaboration et l'animation du Plan Communal de Sauvegarde.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter l'extension au cadre d'emplois des attachés territoriaux de l'astreinte d'exploitation de la Ville dans les conditions exposées ci-dessus,
- d'inscrire au budget du personnel les dépenses correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Marché 4D0057 - Acquisition d'un système d'information des ressources humaines et maintenance associée par groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le CCAS Avenant n°2

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le marché n° 4D0057 d'acquisition d'un système d'information des ressources humaines et maintenance associée a été attribué à la Société BERGER LEVRAULT pour un montant de 284 782,50 € HT pour les prestations à prix global et forfaitaire par décision en date du 5 août 2015.

La passation de ce marché a été réalisée dans le cadre du groupement de commande relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier et le CCAS du 5 septembre 2012.

Le marché prévoyait la fourniture par le prestataire de 3 licences Oracle dont le coût s'élève à 8.250 € HT et 1.350 € HT pour la prestation de maintenance annuelle.

La Ville de Montpellier et le CCAS disposant déjà des licences Oracle requises, il est proposé de requalifier la fourniture de ces licences en prestations de mise en œuvre.

La répartition du financement entre le CCAS et la Ville de Montpellier (85% pour la Ville et 15% pour le CCAS) ayant été établie par avenant suite à délibération adoptée le 28/01/2016, il est proposé de préciser que dans le cadre des prestations à prix global et forfaitaire, les prestations spécifiques à chaque collectivité ne sont pas concernées par cette répartition et sont payées en intégralité par la collectivité concernée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications ci-dessus au marché d'acquisition et de maintenance d'un système d'information des ressources humaines ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

PROJET D'AVENANT N° 2

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

BERGER LEVRAULT
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ACQUISITION D'UN SYSTEME D'INFORMATION DES RESSOURCES HUMAINES ET MAINTENANCE
ASSOCIEE
GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE ET LE CCAS
Gestion de la paie, des carrières, maladies, postes, absences et frais de déplacements

N° du marché :
4D0057A

Notifié le :
25 août 2015

Montant initial du marché : 284 782,50 Euros pour les prestations à prix global et forfaitaire

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet : la requalification de la fourniture de Licences Oracle en prestation de mise en oeuvre et de préciser le paiement des prestations spécifiques à la Ville et au CCAS.

Le marché n° 4D0057 d'acquisition d'un système d'information des ressources humaines et maintenance associée a été attribué à la Société BERGER LEVRAULT pour un montant de 284 782,50 € HT pour les prestations à prix global et forfaitaire par décision en date du 5 août 2015.

La passation de ce marché a été réalisée dans le cadre du groupement de commande relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier et le CCAS du 5 septembre 2012.

Le marché prévoyait la fourniture par le prestataire de 3 licences Oracle dont le coût s'élève à 8.250 € HT et 1.350 € HT pour la prestation de maintenance annuelle.

La Ville de Montpellier et le CCAS disposant déjà des licences Oracle requises, il est proposé de requalifier la fourniture de ces licences en prestations de mise en oeuvre.

La répartition du financement entre le CCAS et la Ville de Montpellier (85% pour la Ville et 15% pour le CCAS) ayant été établie par avenant suite à délibération adoptée le 28/01/2016, il est proposé de préciser que dans le cadre des prestations à prix global et forfaitaire, les prestations spécifiques à chaque collectivité ne sont pas concernées par cette répartition et sont payées en intégralité par la collectivité concernée.

ARTICLE 2

Le présent avenant propose de ne plus acquérir les 3 licences Oracle, de réaffecter le montant initialement prévu à des prestations de mise en oeuvre, de préciser que les prestations spécifiques à chaque collectivité sont payées en intégralité par la collectivité concernée.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A le

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Le Conseiller Municipal Délégué

Abdi EL KANDOUSSI

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

ANNEXE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2016

Octroi de la protection fonctionnelle aux personnes suivantes :

- Djamel BOUMAAZ, élu municipal, usurpation d'identité, le 17 mai 2016 ;
- Nicolas CASSAR, agent municipal (DRTP), violence le 6 juillet 2016 ;
- Benjamin CARON, agent municipal (DRTP), violence le 6 juillet 2016 ;
- Sébastien BANCAREL, agent municipal (espaces verts), menaces le 17 juin 2016 ;
- Eric DI VANNI, agent municipal (DRTP), outrage le 9 juin 2016 ;
- Alexandre CORBINEAU, agent municipal (DRTP), outrage et violence le 21 juillet 2016 ;
- Christophe VIDORI, agent municipal (DRTP), violence le 17 juin 2016 ;
- Eric DI VANNI, agent municipal (DRTP), outrage le 3 août 2016 ;
- Chantal MADRID, agent municipal (DRTP), outrage le 3 août 2016 ;
- Willy PINARD, agent municipal (DRTP), outrage le 3 août 2016 ;
- Romain ARNAL, agent municipal (DRTP), violence le 10 août 2016 ;
- Mickaël MULERO, agent municipal (DRTP), violence le 24 août 2016 ;
- Frédéric ROCHAS, agent municipal (DRTP), outrage le 12 août 2016 ;
- Patrick BUFORN, agent municipal (DRTP), outrage le 12 août 2016.

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes du Languedoc Roussillon sur la gestion de l'OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes a transmis à la Ville de Montpellier son rapport d'observations définitives concernant l'Association OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER.

En application de l'article L.243-5 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et donner lieu à un débat.

Conformément à la loi, le rapport, retraçant les observations et les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 29 septembre 2016 et est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de l'Association OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Publiée le : 30 septembre 2016



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

**Rapport d'observations définitives
n° GRM/16/1312 du 22/07/2016**

ASSOCIATION OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER

Exercices 2009 à 2014

S O M M A I R E

1. Procédure	5
2. Présentation de l'OONM	5
2.1. Les statuts.....	5
2.2. Le label « opéra national en région ».....	6
2.3. L'évolution statutaire	6
2.4. Un financement qui repose à 90 % sur des fonds publics.....	7
2.5. Les audits.....	7
3. La vie associative.....	8
3.1. L'assemblée générale et le conseil d'administration	8
3.2. Le président du conseil d'administration.....	9
3.3. Le bureau.....	9
3.4. Une vie associative qui manque de formalisme.....	9
4. La direction de l'association	10
4.1. Des statuts en inadéquation avec l'organisation actuelle.....	10
4.2. L'absence de délégation.....	11
4.3. Des conditions d'emploi et de départ des dirigeants très couteuses	12
4.3.1. Le départ à la retraite du surintendant de la musique René Koering	12
4.3.2. La situation de M. Jean-Paul Scarpitta.....	14
4.3.3. La situation du secrétaire général	16
4.3.4. Le licenciement du directeur musical	17
4.3.5. L'évolution de carrière de l'administratrice générale.....	18
5. La situation financière	18
5.1. Une variation importante du résultat net.....	18
5.2. Une baisse des produits depuis 2012.....	19
5.2.1. La forte dépendance de l'OONM aux subventions des collectivités publiques ...	20
5.2.2. Les recettes propres	21
5.2.3. Le mécénat.....	22
5.3. Des charges de structure trop élevées	22
5.3.1. Les locations.....	23
5.3.2. Les dépenses liées aux rémunérations d'intermédiaires et aux honoraires des avocats	26
5.3.3. Les déplacements, missions et réceptions.....	26

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

5.4.	Le bilan	27
5.4.1.	L'année 2015 et les suivantes.....	27
6.	L'activité de l'association	29
6.1.	La programmation	29
6.2.	La fréquentation	30
6.3.	Les ventes de spectacle.....	31
6.3.1.	Les concerts donnés en région Languedoc-Roussillon	31
6.3.2.	Les tournées	31
6.4.	Le festival de Radio France et Montpellier Danse.....	32
6.4.1.	Le festival de Radio France	32
6.4.2.	Montpellier Danse	33
7.	Les ressources humaines	33
7.1.	L'organigramme	33
7.2.	Un effectif vieillissant.....	34
7.3.	Des accords d'entreprise avantageux.....	36
7.4.	Une rémunération des musiciens attractive pour un temps de travail très réduit	38
7.4.1.	La rémunération des musiciens	38
7.4.2.	Le sous-emploi des musiciens	39
7.4.3.	Les activités extérieures des musiciens	41
7.5.	Un « rattrapage d'heures supplémentaires » en 2012	41
7.6.	Le plan de réduction des dépenses de personnel	43
	ANNEXES.....	45
	GLOSSAIRE	63

SYNTHÈSE

L'association Opéra et orchestre national de Montpellier (OONM) est née en 2002 de la fusion de l'association Orchestre national de Montpellier et de l'association de gestion des opéras de Montpellier. Le budget de l'association s'élève à 22,76 M€ au 31 décembre 2014, en repli de 10,9 % par rapport à 2009. Il repose à 90 % sur des subventions publiques, ses recettes propres étant extrêmement faibles. Entre 2009 et 2014, les subventions ont baissé de près de 10 % en raison essentiellement de la réduction de 5 M€ de la subvention du conseil régional à partir de 2013. Avec une subvention de 13,2 M€ en 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier est le principal financeur de l'OONM.

Dans son précédent rapport, la chambre avait formulé des recommandations visant à l'amélioration du fonctionnement institutionnel de l'association et à la mise en cohérence des statuts. Ces recommandations n'ont pas été suivies d'effet : la vie associative continue de manquer de formalisme, les statuts sont en inadéquation avec le fonctionnement réel de l'association, les délégations ne sont pas formalisées et le conseil d'administration reste trop souvent une chambre d'enregistrement. Ainsi, les modalités de recrutement, de licenciement ou de mise à la retraite, pourtant particulièrement coûteuses des cadres dirigeants, n'ont pas fait l'objet d'une information précise et préalable du conseil d'administration. Or, entre 2009 et 2014, les départs à la retraite et les licenciements ont représenté un coût total chargé de 1,7 M€.

Devant un tel manque de formalisme du fonctionnement administratif de l'association, la chambre a renoncé à formuler des recommandations dans l'attente d'une remise en ordre de sa gestion administrative.

L'association OONM a appauvri sa programmation pour faire face aux versements de ces indemnités très importantes et à la baisse des subventions. Celles-ci servent aujourd'hui principalement à financer les dépenses de personnel ainsi que le loyer des salles de spectacle dont la faiblesse du taux de remplissage est pourtant inquiétante, le taux moyen de fréquentation des représentations ne dépassant pas 73 % en 2014. L'OONM ne remplit plus véritablement son objet social qui est de promouvoir l'opéra et l'orchestre de Montpellier, notamment par la création et la production de toutes activités lyriques, chorégraphiques, symphoniques.

L'effectif de l'association est surdimensionné par rapport à son activité. Le sous-emploi des musiciens l'illustre, les heures effectuées sur la dernière saison dépassant à peine 50 % du temps de travail, ce qui leur laisse une grande latitude pour réaliser des prestations extérieures rémunérées.

Un plan de réduction des effectifs a été décidé qui est en partie financé par le processus d'activité partielle accordé par la DIRECCTE du 1^{er} mars au 31 juillet 2015 et qui a été reconduit jusqu'en décembre 2015. Ce financement par la DIRECCTE de l'activité partielle constitue une aide significative de l'État.

Un plan de redressement sur 2016-2018 avec des projections ambitieuses a été approuvé par le conseil d'administration. Il repose sur le postulat d'une reconduction des subventions des collectivités publiques et sur un plan de départs volontaires d'agents sur trois ans. L'objectif d'un budget artistique proche de celui de 2009 (6,5 M€) ne devrait pas être atteint avant 2018.

RECOMMANDATIONS

Le fonctionnement de l'association non conforme à ses statuts a conduit la chambre à ne pas formuler, exceptionnellement, de recommandations.

Aux termes de l'article L. 211-8 du code des juridictions financières « l'examen de la gestion porte sur la régularité des actes de gestion, sur l'économie des moyens mis en œuvre et sur l'évaluation des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant. L'opportunité de ces objectifs ne peut faire l'objet d'observations ».

La chambre régionale des comptes a examiné la gestion de l'association Opéra et orchestre national de Montpellier pour les exercices 2009 à 2014.

1. PROCÉDURE

L'examen de la gestion de l'association Opéra et orchestre national de Montpellier (OONM) a été inscrit au programme 2014 de la chambre régionale des comptes.

Suite au courrier du président de la chambre en date du 18 septembre 2014, et conformément aux dispositions de l'article R. 211-2 du code des juridictions financières², le ministère public a rendu le 17 septembre 2014 un avis favorable sur la compétence de la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon pour examiner la gestion de cette association³.

La lettre d'ouverture du contrôle a été adressée le 18 septembre 2014 à M. Didier Deschamps, président de l'association. MM Constantin, Serrou et Ramette, anciens présidents, ont également été informés de l'ouverture du contrôle.

Les entretiens préalables facultatifs prévus par l'article L. 243-2 du code des juridictions financières ont eu lieu le 9 juin 2015 (M. Deschamps) à la chambre et le 29 octobre 2015 par téléphone avec les présidents antérieurs (MM Constantin, Serrou et Ramette).

Lors de sa séance du 25 novembre 2015, la chambre a arrêté des observations provisoires qui ont été transmises à M. Didier Deschamps. MM Constantin, Serrou et Ramette, en qualité de présidents précédents, en ont également été destinataire pour la partie afférente à leur gestion. Des extraits les concernant ont été adressés aux tiers concernés.

Après avoir examiné les réponses reçues et entendu les personnes qui avaient sollicité une audition, la chambre, dans sa séance du 14 avril 2016, a arrêté les observations définitives présentées ci-après.

2. PRÉSENTATION DE L'OONM

2.1. Les statuts

L'association OONM est née en 2002 de la fusion de l'association Orchestre national de Montpellier et de l'association de gestion des opéras de Montpellier. Cette association a pour objet la « promotion de l'opéra de Montpellier et de l'orchestre national de Montpellier par la

² Article R. 211-2 du code des juridictions financières : « Le président de la chambre régionale des comptes notifie, après avis du ministère public, la décision d'engager la vérification des comptes et l'examen de la gestion au représentant légal de l'établissement, de la société, du groupement, de l'organisme ou de la filiale, conformément au programme annuel des travaux prévu à l'article R. 212-7 ».

³ Avis n° 2014-06.

création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion, et la formation à Montpellier et sa région, en France et à l'étranger, de toutes activités lyriques, chorégraphiques, symphoniques, phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audiovisuelles et toutes autres activités conformes à son objet ».

Les statuts initiaux en date du 17 décembre 2001 ont été modifiés les 17 juin 2008 et 17 juin 2013 afin de prendre en compte les changements de composition du conseil d'administration (article 5 des statuts cf. *infra* § 3.1).

Fin 2013 (effet rétroactif le 1^{er} octobre 2013), l'OONM a absorbé l'association Opéra junior⁴. Cette fusion-absorption a été validée par l'assemblée générale extraordinaire.

2.2. Le label « opéra national en région »

La politique conduite par l'État en faveur des orchestres permanents a été mise en place à la fin des années 60. Notamment en région, elle vise à permettre l'existence et le développement sur l'ensemble du territoire national, de formations symphoniques professionnelles de haut niveau disposant de masses artistiques permanentes et ayant pour mission principale de permettre, pour le plus grand nombre, l'accès à la connaissance des œuvres musicales, tant classiques que contemporaines. La plupart de ces formations assurent également des missions lyriques en lien avec les maisons d'opéras des villes sièges.

L'OONM a obtenu le statut d'opéra national en région depuis 2002⁵. Ce label oblige au respect d'un cahier des charges défini dans un contrat passé entre l'État et les collectivités territoriales qui subventionnent l'association. Les objectifs de ce contrat reflètent la politique culturelle de l'État et sont d'ordre artistique (qualité et programmation couvrant toutes les époques, y compris contemporaine) ; professionnel (consolidation de l'orchestre et du chœur, insertion de jeunes artistes) ; territorial (diffusion élargie dans les départements de la région Languedoc-Roussillon et à l'étranger) ; social (sensibilisation de nouveaux publics : jeune public, public universitaire, populations suburbaines ou rurales).

La première convention a été signée le 21 février 2002 pour la période 2002-2007 et la seconde le 17 mars 2008 pour la période 2008-2012. À ce jour, la convention n'a toujours pas été renouvelée, l'État subventionne donc l'association sans base conventionnelle alors qu'elle bénéficie du label d'opéra national. De plus, le bilan artistique et financier des actions liées à l'exécution de la convention prévu contractuellement n'a pas été réalisé.

L'ordonnateur a précisé en réponse qu'il se rapprochait de la DRAC pour la signature de la nouvelle convention.

2.3. L'évolution statutaire

Dès 2007, plusieurs études ont préconisé le passage en établissement public de coopération culturelle (EPCC). Cette préconisation a été relayée par la chambre dans son précédent rapport. Cette évolution statutaire devait être effective au 1^{er} octobre 2014. Constatant que la modification du mode de gestion actuel de l'association OONM s'imposait afin de moderniser la gouvernance de celle-ci et réduire les risques inhérents à la gestion associative, le

⁴ Le déficit comptable de l'association absorbée s'élève à - 26 025 €.

⁵ Il existe cinq opéras nationaux en région : Opéra national de Lyon, Opéra national du Rhin à Strasbourg, Colmar, Opéra national de Bordeaux, Opéra national de Montpellier, Opéra national de Lorraine à Nancy.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

conseil régional a ainsi approuvé, par délibération du 18 octobre 2013, les statuts de l'EPCC tout comme la communauté d'agglomération, par délibération du 29 octobre 2013. Toutefois, l'établissement n'a finalement pas été créé.

Le contexte de crise financière, artistique et sociale de l'association dont les contours sont examinés dans le présent rapport, a compromis la transformation de l'OONM en EPCC. L'évolution de la carte territoriale liée à la fusion des régions et aux décisions de la future grande région relatives au financement de l'OONM remet également en cause cette évolution statutaire.

Enfin, comme l'a rappelé le préfet de région dans un courrier du 1^{er} juillet 2014 « ... L'article 16 des statuts actuels de l'association prévoit une solidarité de l'État en cas de liquidation. Si une telle solidarité est naturelle pour un EPCC dont l'État est membre, elle ne l'est pas dans le cadre d'une association de droit privé. Je vous demande donc de bien vouloir convoquer dans les meilleurs délais une assemblée générale extraordinaire au cours de laquelle sera proposée la modification de cet article, supprimant ainsi cette clause de solidarité... ».

2.4. Un financement qui repose à 90 % sur des fonds publics

L'OONM est fortement dépendante des subventions publiques. Celles-ci représentaient près de 90 % de ses produits d'exploitation en 2014 et couvraient 95 % de ses dépenses de même nature.

<i>En milliers d'euros (à partir d'informations communiquées par l'OONM)</i>	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total subventions publiques HT*	22 274	22 231	22 084	22 397	21 038	19 965
Produits d'exploitation	25 442	24 445	24 419	25 475	23 528	22 345
Part subventions dans produits exploitation	87,55 %	90,94 %	90,44 %	87,92 %	89,42 %	89,35 %

**Hors subventions à l'Opéra junior*

Les observations de ce rapport prennent ainsi une acuité particulière, le financement des dépenses de l'association reposant presque exclusivement sur des fonds publics.

2.5. Les audits

L'OONM a fait l'objet de plusieurs audits dont la chambre a pris connaissance :

- un rapport de l'inspection générale des affaires culturelles du ministère de la culture et de la communication en 2011 ;
- un rapport du 14 octobre 2013 réalisé par la mission d'expertise économique et financière de la DRFIP du Languedoc-Roussillon portant plus spécifiquement sur l'analyse des modalités du passage en EPCC ;
- un rapport d'audit d'octobre 2014 diligenté par l'agglomération de Montpellier.

3. LA VIE ASSOCIATIVE

3.1. L'assemblée générale et le conseil d'administration

Selon l'article 5 des statuts, l'association compte 5 membres de droit : l'État (2 représentants), la métropole de Montpellier (9 représentants), le conseil régional de Languedoc-Roussillon (4 représentants), le conseil départemental de l'Hérault et la ville de Montpellier (respectivement 1 représentant). Ces 17 représentants composent le conseil d'administration (art. 6 des statuts⁶). La configuration identique du conseil d'administration et de l'assemblée générale avait déjà été regrettée par la chambre dans son précédent rapport. Cette particularité des instances délibérantes demeure. Elle ne favorise pas un fonctionnement démocratique de l'association. Classiquement, les statuts associatifs prévoient un conseil d'administration qui présente et propose et une assemblée générale qui statue.

Or, s'agissant des comptes de l'association, le conseil d'administration de l'OONM arrête les comptes annuels qui sont approuvés par l'assemblée générale. Ainsi, l'assemblée générale n'exerce aucun contrôle effectif sur le conseil d'administration.

Entre 2008 et 2013, la répartition des sièges au sein de l'association a évolué pour tenir compte de l'évolution du poids des financements des différentes collectivités publiques. Désormais principal financeur (64 % des subventions en 2014 soit 17,17 M€), la métropole de Montpellier dispose de 53 % des sièges. Bien qu'elle ne possède plus la compétence culturelle depuis 2003 et donc ne verse aucune subvention à l'OONM, la ville de Montpellier possède toujours un siège au conseil d'administration. Il en est de même du conseil départemental de l'Hérault qui a pourtant considérablement réduit son financement (58 000 € en 2014 contre 610 000 € en 2008). Ce point est détaillé au paragraphe sur la situation financière.

membres de droit au CA (en nombre et %) et structure du financement(en %)	juin-08	en %	part de subv.	juin-13	en %	part de subv.
Etat	2	11,76%	4,00%	2	11,76%	15,70%
Région Languedoc Roussillon	4+2	35,29%	33,34%	4	23,53%	20,06%
Montpellier Métropole	3+2	29,41%	49,42%	9	52,94%	63,96%
Département de l'Hérault	1	5,88%	2,68%	1	5,88%	0,28%
Ville de Montpellier	3	17,65%	0,32%	1	5,88%	0,00%
total	17			17		

source : statuts

En cas de dissolution de l'association et en application du dernier alinéa de l'article 16 de ses statuts, les personnes publiques qui en sont membres seraient appelées à combler le passif subsistant à la clôture des opérations de liquidation, au prorata du montant de leur participation au financement de l'OONM, calculé sur la moyenne des trois derniers exercices.

L'article 6-4 précise que le conseil d'administration se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an. L'assemblée générale est convoquée en tant que de besoin par le président (article 10-2 des statuts). Si elle est assez réduite entre 2009 et 2012, la vie associative s'est améliorée depuis 2013. Elle a été particulièrement dense en 2013 et 2014 en raison du projet de transformation en EPCC (sept réunions du CA, une AGO et trois AGE) et de la crise à laquelle l'association a été confrontée.

⁶ Article 6-1 des statuts « le conseil d'administration est composé de l'ensemble des représentants des membres de droit ».

L'article 6-5 des statuts indique que « le conseil d'administration, sur proposition du président, nomme le surintendant de la musique. Le conseil d'administration examine toutes les grandes orientations, les activités de l'association et sa politique artistique présentée par le surintendant de la musique. Il statue sur toute question qui lui est soumise par le président. Il arrête les programmes annuels et pluriannuels, les budgets prévisionnels, les comptes annuels de l'association et le rapport de gestion, qui sont présentés à l'assemblée générale ».

Or, jusqu'en 2014, la lecture des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration révèle que celui-ci fait souvent office de chambre d'enregistrement des décisions prises en amont par le président et/ou par le directeur général dont la désignation dépend, en réalité, du principal financeur (soit le conseil régional jusqu'en 2013, et depuis la métropole de Montpellier). En particulier, le conseil d'administration n'a pas participé aux décisions, pourtant très coûteuses, relatives aux conditions d'emploi et de départ des dirigeants de l'association. Il en a simplement été informé *a posteriori*.

En réponse l'ordonnateur reconnaît que les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ne détaillent que peu ou pas ces décisions. Il fait valoir que c'est par souci de discrétion sur les personnes, ce qui n'est pas recevable par la chambre.

3.2. Le président du conseil d'administration

Quatre présidents se sont succédé à la tête de l'OONM depuis 2012, cette instabilité de la gouvernance n'a pas favorisé la gestion de l'association. Les pouvoirs statutaires du président sont étendus (article 7) : il « assure le fonctionnement de l'association conformément aux statuts. Il a tous les pouvoirs pour représenter l'association dans les actes de la vie civile et pour ester en justice au nom de l'association. Il assure l'exécution des décisions prises par le conseil d'administration ».

3.3. Le bureau

Le conseil d'administration désigne en son sein les membres du bureau. Le dernier bureau élu lors du conseil d'administration du 13 juin 2014 est composé du président de l'OONM, de trois vice-présidents dont le précédent président (M. Bernard Serrou), une secrétaire et un trésorier. L'article 7-2-4 des statuts précise le rôle que doit remplir le bureau et indique que « les décisions du bureau, au même titre que celles du conseil d'administration, font l'objet de procès-verbaux ». Les réunions du bureau n'y ont donné lieu qu'à partir de 2013.

3.4. Une vie associative qui manque de formalisme

Au cours du précédent contrôle, la chambre avait relevé l'absence de règlement intérieur de l'association qui n'avait produit que celui de l'orchestre datant de 1993 et celui de l'opéra datant de 1997. L'ordonnateur avait alors indiqué qu'un règlement intérieur était en cours d'élaboration. L'OONM n'avait toujours pas établi ce document. Or, selon l'article 15 des statuts, il revient au règlement intérieur de « fixer les conditions de travail des personnels ainsi que les engagements des personnels de l'association ». Une bonne partie de la gestion des personnels de l'association ne repose donc sur aucune base juridique. En effet, même si l'ordonnateur soutient que les règlements des anciennes associations sont toujours en vigueur, ils ne sont plus opposables dès lors que les organismes qui les ont édictés n'existent plus. La chambre acte l'engagement renouvelé de l'association d'élaborer un document unique.

4. LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION

4.1. Des statuts en inadéquation avec l'organisation actuelle

Dans son précédent rapport, la chambre relevait la généralité de la définition des fonctions du surintendant et de ses conditions de nomination. Les articles 8 et 9 des statuts sont restés inchangés depuis 2008. Ils précisent d'une part que « le surintendant élabore et propose au conseil d'administration la politique générale et artistique de l'association, ainsi que les programmations à mettre en œuvre par les directeurs délégués » (art. 8) et, d'autre part, que « les administrateurs mettent en œuvre selon les directives du surintendant de la musique, la réalisation des programmations artistiques » (art. 9).

Ces dispositions statutaires ne sont pas en concordance avec l'organigramme actuel de la direction de l'association. Le titre de surintendant de la musique n'est plus utilisé, une directrice générale en occupe désormais le poste. De même, les directeurs délégués n'existent plus depuis 2008 et il ne reste qu'une seule administratrice qui a pris le titre d'administratrice générale.

Initialement, sous l'autorité du surintendant de la musique, deux directeurs délégués géraient respectivement l'opéra et l'orchestre, assistés d'une administratrice générale et d'une administratrice.

En 2008, suite au départ en retraite de l'administratrice générale, un nouvel organigramme a été adopté. Celui-ci a conduit à la modification des postes de l'administration à l'opéra et à la suppression des postes de directeurs délégués à l'orchestre et à l'opéra en 2006. Le poste de directeur délégué n'existant plus, ne subsistaient alors que deux administrateurs (dont l'un a été remercié depuis lors).

Aujourd'hui, la directrice générale est secondée par un directeur musical qui gère les artistes musiciens et les chœurs, d'un directeur artistique du département Opéra junior assisté de quatre agents et d'une administratrice générale.

Le trésorier, dont le rôle est pourtant prévu statutairement, n'intervient pas dans la gestion financière et comptable de l'association. Il ne vise pas les délégations de signature sur les comptes bancaires (exemple celle du 5 septembre 2014 accordée par M. Deschamps à M. Serrou vice-président, sans limite de montant). Ce n'est pas le trésorier qui présente un rapport, permettant, après avis des commissaires aux comptes, au conseil d'administration d'arrêter les comptes (cf. article 12) mais l'administratrice générale.

Selon l'ordonnateur une version corrigée des statuts devait être présentée à la réunion de bureau du 7 mars dernier.

4.2. L'absence de délégation

Dans son précédent rapport, la chambre avait recommandé à l'association, conformément aux souhaits du conseil d'administration (réunion du conseil d'administration du 4 février 2002), de formaliser un système complet de délégations. L'OONM n'a pas suivi cette recommandation.

Certes, les alinéas 4 et 5 de l'article 7 des statuts (version 2013) précisent qu'« après consultation du conseil d'administration et du surintendant de la musique, le président nomme les directeurs délégués à l'opéra et à l'orchestre de Montpellier et leur donne délégation » et que « tout vote du conseil d'administration arrêtant formellement le projet de programme et de budget de l'association emporte de plein droit délégation de pouvoir aux directeurs délégués pour la mise en œuvre desdits programme et budget ». Ces dispositions statutaires sont inopérantes, les directeurs délégués n'existant plus depuis 2008.

Seules ont été transmises à la chambre :

- une délégation de signature en date du 10 septembre 2014 à l'administratrice générale, limitée aux seuls actes et opérations de commande ;
- une délégation de signature accordée le 1^{er} octobre 2014 par la directrice générale au coordinateur artistique portant sur la signature des contrats d'engagement des musiciens supplémentaires, techniciens d'orchestre son et vidéo, engagés en CDD pour une durée inférieure à 15 jours ;
- une délégation de signature accordée le 23 octobre 2014 par la directrice générale à la directrice de production pour signer en son nom les contrats en CDD relatifs aux productions lyriques de l'opéra et de l'opéra junior.

Dans les faits, l'administratrice générale engage l'association dans tous les actes financiers de l'association. De même, les dépenses sont engagées et certifiées par les chefs de service sans aucune délégation. En effet, la procédure d'engagement de la dépense prévoit qu'un budget annuel est remis à chacun des services⁷. Dans la limite des budgets alloués, chacun des chefs de service établit un prévisionnel des dépenses. Les dépenses font l'objet d'un bon de commande transmis au service comptable. La vérification du service fait est réalisée par le service demandeur et se matérialise par un accord de « bon à payer » sur la facture. Tous les règlements sont visés par l'administratrice générale, le service fait étant certifié par le chef de service.

Par exemple, une part importante des dépenses est engagée par le directeur technique, qui passe directement commande auprès des fournisseurs sans mise en concurrence et sans aucun contrôle préalable de l'administratrice générale sur les modalités des achats envisagés, notamment des achats de fournitures d'entretien pour 25 897 €, des achats de linge et vêtements de travail pour 9 487 €, ainsi que des dépenses d'entretien et réparations pour un total de 57 508 €, dont les contrats d'entretien-maintenance pour 37 860 € et l'entretien-réparation des véhicules pour 5 640 €.

Les dispositions de l'ordonnance 2005-649 du 6 juin 2005 s'imposent à l'association et requièrent qu'elle satisfasse aux principes généraux de la commande publique (liberté d'accès, égalité de traitement, transparence) selon des modalités qu'il lui appartient de définir en dessous des seuils des procédures d'appels d'offres. Il n'existe cependant aucun guide des procédures au sein de la structure.

⁷ Direction technique avec les sous-services maintenance et magasin, régie de l'orchestre, service son, direction administrative, direction artistique chœur et orchestre, service communication, Opéra junior.

En réponse l'ordonnateur a indiqué qu'un projet de délégation formalisé devait être proposé au bureau du 8 mars dernier et s'est engagé à proposer à son conseil d'administration les modalités de la mise en œuvre de l'ordonnance de 2005 dans l'association.

4.3. Des conditions d'emploi et de départ des dirigeants très coûteuses

Les modalités de recrutement, de licenciement ou de mise à la retraite, pourtant particulièrement coûteuses, des cadres dirigeants ne font pas l'objet d'une information précise et préalable du conseil d'administration. Entre 2009 et 2014, le président de l'association a ainsi engagé financièrement l'association sans accord explicite du conseil d'administration pour des sommes très importantes.

Plutôt que de veiller à la réduction de ses charges de personnel, l'association a fait le choix de réduire sa programmation artistique et corrélativement son activité. Contrairement à ce qu'elle allègue, ce n'était pas la seule variable d'ajustement possible. Ainsi a-t-elle bénéficié d'une aide de l'État pour la mise en œuvre à partir de 2015 d'un plan de redressement avec réduction d'effectifs (voir ci-dessous).

Les subventions publiques ont permis de financer des emplois de dirigeants dans des conditions très avantageuses et des départs avec des rattrapages d'ancienneté et des versements d'indemnités substantielles.

Entre 2009 et 2014, les départs à la retraite et les licenciements représentent un coût total chargé de 1 698 867 € (détail en annexe 2). Les plus importants sont :

- en 2010 : le départ à la retraite du surintendant de la musique (M. René Koering) pour 665 275 € ;
- en 2012 : la résiliation anticipée du contrat du directeur musical pour 80 000 € ;
- en 2013 : le licenciement du directeur (M. Jean-Paul Scarpitta) pour 285 884 € ;
- en 2014 : le licenciement du secrétaire général pour 113 280 €.

La pratique du recours aux transactions est très fréquente dans l'association. Ces transactions financières n'ont été ni décidées ni délibérées en conseil d'administration.

4.3.1. Le départ à la retraite du surintendant de la musique René Koering

Le poste de directeur général a été occupé, sous le titre de « surintendant de la musique », par M. René Koering à partir du 1^{er} janvier 2001 dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée non exclusif⁸. Le précédent rapport de la chambre avait mis en exergue son « niveau inhabituel de la rémunération ... en 2009, son salaire s'établissait à 22 925 € ». Sa rémunération couvrait toutefois deux activités : celle de l'opéra national et celle de l'orchestre national, ce qui était alors rare en France. Il constatait également que « l'indemnité de départ à la retraite fixée à 12 mois dans son contrat est bien supérieure à celle qui lui serait versée par application de la convention collective (19 ans de contrat dont une partie à temps partiel soit 3 mois et demi de salaire) ; le versement d'une indemnité fixée à 12 mois de rémunération brute se traduira donc par un coût financier non négligeable pour l'association, de l'ordre de 276 000 € ».

⁸ En 2010, il a perçu un salaire brut mensuel de 23 153,46 €.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

En effet, les articles 1 et 5 de son contrat de travail en date du 21 juin 2003 prévoient des conditions de calcul de l'ancienneté en cas de départ à la retraite et des modalités de rupture de contrat particulièrement avantageuses pour l'intéressé et très onéreuse pour l'association :

Article 1 :

« Monsieur René Koering est confirmé dans ses fonctions de surintendant de la musique depuis le 1^{er} janvier 2001 et ce dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée, non exclusif.

Il est néanmoins rappelé que pour le calcul des droits liés à l'ancienneté, cette dernière est décomptée à partir de sa date d'entrée au sein de l'orchestre philharmonique de Montpellier Languedoc-Roussillon, à savoir le 1^{er} janvier 1990. »

Article 5 :

« En cas de rupture du présent contrat par l'association, pour quelque motif que ce soit à l'exception de la faute grave, Monsieur René Koering bénéficiera d'un préavis de 6 mois et d'une indemnité de rupture, et ce indépendamment de la réparation d'un éventuel préjudice, calculée selon les modalités suivantes :

- pour les 1^{ère} et 2^{ème} années d'ancienneté : 2 mois de salaire par année de présence au sein de l'association,
- pour les 3^{ème} et 4^{ème} années d'ancienneté : 1 mois de salaire par année de présence au sein de l'association,
- pour les années au-delà de la 4^{ème} année d'ancienneté : ½ mois de salaire par année de présence au sein de l'association.

L'ancienneté prise en compte est celle retenue à l'article 1 du présent contrat étant précisé que l'assiette de calcul est constituée par la moyenne des rémunérations brutes versées au cours des 12 derniers mois précédant la rupture (reconstitué en cas de maladie), ou les trois derniers mois si le calcul s'avère plus favorable au salarié.

Cette indemnité est fixée forfaitairement à 12 mois de rémunération brute en cas de mise à la retraite par l'association (sur la base du salaire du dernier mois, éventuellement reconstitué en cas de maladie). »

Dans le CDI du 1^{er} septembre 2009 qui engage M. Scarpitta comme directeur désigné, il est précisé que le conseil d'administration lui a proposé de rejoindre l'équipe de direction à compter du 1^{er} septembre 2009, en vue de devenir directeur de l'association à compter du départ à la retraite de M. Koering le 1^{er} janvier 2012, voire ultérieurement si ce départ n'intervenait pas à cette date. Lors de son audition M. Koering a indiqué qu'il avait envisagé un départ en 2015.

M. René Koering, a atteint l'âge légal de la retraite le 27 mai 2010 (70 ans) et, par lettre recommandée du 24 décembre 2010, le président de l'association lui a notifié sa mise à la retraite⁹ à partir du 31 décembre 2010 pour un coût de 665 275 € (charges patronales comprises) incluant une indemnité de mise en retraite avec rupture de contrat (280 619,88 € bruts), la contribution URSSAF de mise en retraite (140 309,94 €), les indemnités de préavis (142 709,94 € bruts) et les congés payés (26 jours + congés payés préavis soit 39 719,93 € bruts).

⁹ L'article L. 237-5 du code du travail permet à l'employeur de mettre à la retraite d'office tout salarié ayant atteint l'âge de 70 ans. La mise à la retraite d'un salarié lui ouvre droit à une indemnité de mise à la retraite au moins égale à l'indemnité légale de licenciement prévue à l'article L. 1234-9 du code du travail (art. L. 1237-6 du code du travail). Cette indemnité ne peut être inférieure à un cinquième de mois de salaire par année d'ancienneté, auquel s'ajoutent deux quinzièmes de mois par année au-delà de dix ans d'ancienneté (art. R. 1234-2 du code du travail).

Cette lettre¹⁰ précise que cette décision a été prise par le conseil d'administration lors de sa réunion du 21 décembre 2010 au cours de laquelle il aurait été également acté que l'intéressé était dispensé d'activité pendant son préavis de six mois.

L'ordonnateur alors en fonctions soutient que M. Koering aurait demandé sa mise en retraite pour ne pas être soumis au régime fiscal d'imposition des indemnités contractuelles de licenciement applicable dès l'année 2011. Si tel était le cas, l'OONM aurait alors fait le choix de payer ces indemnités plutôt que d'attendre le départ volontaire de l'intéressé qui l'en aurait exonéré. En effet elles n'étaient dues, aux termes du contrat, que si l'association avait l'initiative de la rupture.

Le règlement de ces indemnités a eu une incidence forte sur les finances de l'association. Le procès-verbal de la réunion du 21 décembre 2010 a fait référence à l'importance du coût de ce départ et constate la situation comptable alarmante de l'association avec un déficit prévisionnel de 983 000€ : « ... Ce déficit provient à hauteur de 70 % d'un manque de recettes (- 684 000 €) et à hauteur de 30 % d'une hausse des dépenses prévisionnelles (+ 298 000 €). ... : malgré d'importantes économies réalisées sur les dépenses artistiques, nous avons dû faire face à une dépense exceptionnelle non prévisible et non budgétée sur cet exercice. Il s'agit de la mise en œuvre du départ en retraite de Monsieur René Koering ... ».

Par ailleurs, les procès-verbaux de réunion du conseil d'administration, et particulièrement celui du 21 décembre 2010, révèlent que cette instance n'a pris aucune décision relative à la mise à la retraite de M. Koering mais en a simplement été informée.

4.3.2. La situation de M. Jean-Paul Scarpitta

M. Jean-Paul Scarpitta a été recruté en mai 2006 en contrat à durée déterminée de trois ans en qualité d'artiste en résidence au salaire brut mensuel de 3 640 €.

Par avenant du 28 avril 2009 son contrat a été prolongé jusqu'au 31 août 2009 aux mêmes conditions d'emploi que le contrat initial, son salaire a cependant plus que doublé, passant, sans motivation, à 7 500 € au 1^{er} juillet 2009.

Le point 5 du procès-verbal du conseil d'administration du 28 mai 2009 mentionne le renouvellement du contrat de l'intéressé et précise qu'un contrat lui sera proposé et que « ce point fera l'objet d'une réunion de bureau prochainement ». Le conseil d'administration et le bureau n'ont toutefois pas été informés de la forte augmentation de salaire de l'intéressé.

¹⁰ « Monsieur, en application des dispositions de l'article L. 1237-5 du code du travail¹⁰, le conseil d'administration de l'association, lors de sa réunion du 21 décembre 2010, a pris la décision de procéder à votre mise à la retraite au 31 décembre 2010, puisque vous avez dépassé l'âge de soixante-dix ans. Conformément aux stipulations de votre contrat de travail vous bénéficiez d'un préavis d'une durée de 6 mois à compter de la présentation de la présente lettre. Néanmoins, suite à nos discussions et à la décision prise lors du conseil d'administration du 21 décembre 2010, nous vous confirmons notre accord pour vous dispenser d'activité durant ce délai de préavis et vous verser l'indemnité compensatrice correspondante de façon globale à titre d'acompte dès le point de départ du préavis et non aux échéances normales de paye. De la même manière, nous vous remettrons l'ensemble de vos documents de fin de contrat à cette date. Vous cessez en conséquence de faire partie du personnel de l'association le 30 juin 2011. »

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Par contrat du 1^{er} septembre 2009 M. Scarpitta a été engagé comme « directeur désigné » avec prise d'effet à cette même date (article 1). À ce titre et en contrepartie d'un salaire mensuel brut forfaitaire de 7 500 €, il :

- élabore la programmation artistique de la saison 2011-2012 et propose les engagements nécessaires à sa réalisation ;
- assure une mise en scène lyrique par saison et éventuellement une reprise pendant la période du 1^{er} septembre 2009 au 31 décembre 2011 ;
- participe à la mise en place d'ateliers de mise en scène et conception de décors ;
- contribue activement à la recherche de mécènes.

Le contrat stipule par ailleurs qu'au départ de M. Koering, M. Scarpitta exercera les fonctions de directeur général de l'association pour un salaire mensuel brut forfaitaire de 12 000 €.

À cette époque, M. Koering assurait les fonctions de directeur de l'association et l'ordonnateur justifie cet emploi entre septembre 2009 et décembre 2010 par la nécessité de préparer les saisons artistiques en amont. Cet emploi n'est cependant pas prévu par les statuts et sa création n'a pas été entérinée par le conseil d'administration.

À ce salaire s'ajoutait la rémunération au titre de son activité de metteur en scène, de ses droits d'auteur et pour la conception de décors et costumes qui font l'objet de contrats négociés séparés par spectacle (en 2010, l'intéressé a perçu un salaire annuel brut de 90 000 € et 5 000 € au titre de metteur en scène du 3 mai au 9 juin 2010). M. Scarpitta résidant à Paris, l'OONM a également remboursé ses frais de déplacement entre Paris et Montpellier et les frais d'hébergement à Montpellier pour un forfait de 1 000 € par mois.

Suite au départ à la retraite de M. Koering, M. Scarpitta a été nommé directeur général à partir du 1^{er} janvier 2011. Un avenant au contrat de 2009, signé le 24 janvier 2011, précise, en son article IV, « qu'en rémunération de ses services, Monsieur Jean-Paul Scarpitta percevra chaque mois un salaire forfaitaire brut de 14 000 €, primes et accessoires de salaire inclus ». Là encore, le conseil d'administration n'a pas été informé et n'a pas entériné cette augmentation de salaire (en 2012, l'intéressé a perçu un salaire annuel brut de 168 840 €).

Un autre avenant du 1^{er} septembre 2011 a octroyé à l'intéressé une ancienneté acquise au 1^{er} mai 2006 et modifié favorablement les clauses de rupture de son contrat (préavis de six mois et indemnité de licenciement visée à l'article 11.3 de l'accord d'entreprise de mai 1993¹¹).

La chambre relève que :

- la reprise de l'ancienneté est contractuelle, sauf cas prévu à l'article L. 1224-1 du code du travail qui prévoit la poursuite des contrats de travail en cas de continuation de l'activité économique par une nouvelle entité juridique ;
- le préavis de six mois en cas de licenciement est plus favorable que ce que prévoit la convention collective (cinq mois) ;
- l'indemnité de licenciement est en effet celle prévue par l'accord d'entreprise, dont il est dit, plus loin dans le rapport, qu'il est particulièrement avantageux.

¹¹ Cette indemnité est calculée sur la moyenne de la rémunération brute versée au cours des 12 derniers mois précédant la rupture (reconstituée en cas de maladie) ou les 3 derniers mois si ce calcul est plus favorable au contractant. Aucune indemnité contractuelle de rupture à l'initiative de l'employeur n'est prévue.

Le licenciement de M. Scarpitta ne lui a été notifié que le 25 juin 2013 avec effet au 27 décembre 2013 compte tenu de son préavis de six mois. Un protocole d'accord transactionnel a été signé le 17 juillet 2013 entre l'intéressé et le président de l'OONM (M. Bernard Serrou).

En plus de l'indemnité de licenciement prévue par son contrat de travail (avenant de 2011 précité) d'un montant brut de 107 917 €, l'OONM a versé à M. Scarpitta une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 114 273 € (dont 70 000 € versés en juillet 2013), soit un total de 222 190 €. L'article 4 du protocole précise : « Sans reconnaître le bien-fondé des contestations de Monsieur Jean-Paul Scarpitta et ne modifiant pas sa position quant au bien-fondé et à la régularité du licenciement intervenu, mais afin de mettre un terme à tout litige lié à la conclusion, l'exécution et/ou à la rupture de son contrat de travail, et en réparation de l'intégralité des préjudices de quelque nature que ce soit que le salarié estime avoir subi au titre de la conclusion, de l'exécution et de la rupture de son contrat de travail, l'association OONM verse à Monsieur Jean-Paul Scarpitta, à titre de dommages et intérêts, une indemnité transactionnelle globale, forfaitaire et définitive d'un montant brut de 114 273 € ».

M. Scarpitta a quitté ainsi son poste de directeur général le 27 décembre 2013 mais est resté salarié de l'association jusqu'au 31 juillet 2014 en qualité de directeur artistique pour assurer la continuité de la saison conformément à l'article 2 du protocole d'accord. Un contrat d'une durée de sept mois, conclu le même jour que le protocole d'accord, a fixé ainsi la rémunération de M. Scarpitta à 14 070 € mensuels bruts et a prévu le versement d'une prime de précarité de 9 942,80 € correspondant à 10 % des sept mois de salaires bruts perçus et en sus du protocole transactionnel.

4.3.3. La situation du secrétaire général

M. X... a été recruté par l'association en qualité de secrétaire général le 16 novembre 2009 jusqu'à sa démission au 31 décembre 2010 pour un salaire mensuel brut de 8 700 €. Le conseil d'administration a juste été informé *a posteriori* de ce recrutement, et sans aucune précision sur la rémunération et la justification de cet emploi. Le point 7 du procès-verbal du CA du 16 mai 2012 indique seulement que M. Scarpitta annonce le recrutement d'un secrétaire général qui « sera placé sous l'autorité du directeur général en collaboration avec Mme Z... pour les négociations et la mise en place du nouveau statut de l'association ».

M. X... a démissionné le 31 décembre 2010 mais retrouvé son poste de secrétaire général à l'été 2012 (27 août 2012). Son CDI, signé le 28 juin 2012, prévoit une rémunération annuelle brute et forfaitaire de 110 000 € (9 166,70 € par mois). L'article III du contrat précise que l'intéressé « prendra part à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'OONM et veillera à son application opérationnelle. Il exercera une fonction de conseil auprès du directeur général. D'autre part, il sera, en propre, responsable des domaines suivants : ressources humaines et dialogue social, communication interne et externe, représentation de l'association, affaires juridiques, mise en place du transfert des activités de l'association à un EPCC. ». En outre, l'article 8 du contrat prévoit que « l'ancienneté du cocontractant est reprise pour la période couverte du 16 novembre 2009 au 31 décembre 2010 ».

La justification de recrutement de ce secrétaire général n'a pas été apportée, l'administratrice générale disposant des mêmes attributions.

L'article 8 du contrat de travail retient la date d'ancienneté la plus favorable à l'intéressé et l'article 13 précise qu'il pourra être mis fin au contrat de travail « par chacune des parties, sous réserve de respecter les règles fixées à cet effet par la loi et la CCNEAC ». Pour des raisons qui n'ont pas été clairement exposées et étant précisé que M. X... était en congé maladie

depuis début janvier 2014, un protocole de rupture conventionnelle a été signé le 26 mars 2014 entre le président de l'association (M. Bernard Serrou) et l'intéressé.

L'indemnité conventionnelle de licenciement calculée était de 12 788 € bruts (cf. page 3 du protocole), l'indemnité de rupture versée à M. X... a été de 30 000 € bruts.

Après la signature du protocole transactionnel, M. X..., par lettre recommandée avec avis de réception du 15 mai 2014, a annoncé à l'association son intention de saisir le conseil des prud'hommes pour faire constater que, selon lui, son départ était directement lié à ses mauvaises conditions de travail, aux déclarations qui auraient été faites à son encontre et au stress que cela a engendré. Il précise qu'il ne remet pas en cause la rupture conventionnelle de son contrat, mais qu'il entend obtenir des dommages et intérêts pour les préjudices subis. Néanmoins, il indique qu'il ne souhaite « cependant pas partir dans une bataille longue et compliquée pour tous, je vous indique que je reste ouvert à toute proposition amiable raisonnable ». Un nouveau protocole d'accord transactionnel est signé le 27 mai 2014 qui aboutit au versement supplémentaire de 84 000 € bruts à M. X....

Curieusement, les comptes de l'association indiquent qu'une somme de 77 280 € figurait déjà dans les charges exceptionnelles au 10 avril 2014 sous l'intitulé « CH 9876 CARPA P.C. » alors que le courrier de l'intéressé date du 15 mai 2014.

Ce chèque, n° 1069876, à l'ordre de la CARPA (caisse autonome de règlement pécuniaire des avocats), a été émis le 10 avril en comptabilité et débité sur le compte de l'association le 30 mai 2014. Le 10 avril 2014, l'association semblait donc savoir que M. X... menacerait de saisir le conseil des prud'hommes le 15 mai et qu'elle accorderait une indemnité complémentaire de l'ordre de 80 000 € le 27 mai 2014. Il faut encore préciser que l'intéressé exerçait à l'époque les fonctions de conseiller prud'homal.

Après 16 mois de présence effective sur un poste de secrétaire général dont la justification n'a pas réellement été établie, M. X... a ainsi quitté l'OONM avec une indemnité de 114 000 €.

4.3.4. Le licenciement du directeur musical

M. Y... a été recruté sur CDI du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2013 en qualité de directeur musical. L'article 6 de son contrat fixe un montant annuel d'honoraires de 60 000 € pour sa première mission en qualité de directeur musical, et une rémunération au cachet pour sa seconde mission en qualité de directeur d'un nombre de concerts précis.

M. Y... aurait souhaité anticiper la date d'expiration de son contrat au 30 juin 2012. Toutefois, ce départ anticipé a été organisé comme une résiliation de contrat à l'initiative de l'association. En effet, l'OONM a résilié le contrat du directeur musical par lettre recommandée avec accusé de réception du 21 avril 2011 et un protocole d'accord transactionnel du 30 juin 2011 a décidé du versement à l'intéressé d'une indemnité forfaitaire, transactionnelle et définitive de 80 000 €.

Si M. Y... a émis le souhait de quitter l'association, rien dans son contrat ne prévoyait le versement d'indemnités, d'autant que ce dernier dénonce le terme du contrat plus d'un an avant son départ anticipé. L'article 3 du protocole d'accord transactionnel est assez incohérent eu égard à la situation : « compte tenu du préjudice que M. Y... indique subir du fait de la résiliation anticipée du contrat d'engagement, l'association ... versera le 30 juin 2012 à M. Y..., qui accepte, une indemnité forfaitaire, transactionnelle et définitive de 80 000 € ».

4.3.5. L'évolution de carrière de l'administratrice générale

Mme Z..., qui exerçait auparavant les fonctions de comptable à l'orchestre, a été recrutée le 3 novembre 1998 par contrat à durée indéterminée avec une rémunération brute mensuelle de 2 723 €. Elle a ensuite été nommée administratrice au 1^{er} janvier 2004 (avenant du 20 janvier 2004) avec un salaire de 3 734 € bruts mensuels (4 700 € en 2009) puis administratrice générale au 1^{er} janvier 2011 (avenant du 24 janvier 2011) avec un salaire brut mensuel de 7 800 €. De 2004 à 2011, son salaire brut mensuel a ainsi augmenté en moyenne de 13,61 % par an et de 66 % entre 2009 et 2011 (+ 3 100 €). En 2014, elle a perçu un salaire brut annuel de 99 973,82 € (8 331,15 € bruts mensuels).

L'ordonnateur fait valoir que l'augmentation de salaire dont a bénéficié Mme Z... doit être mise au regard des responsabilités exercées.

5. LA SITUATION FINANCIÈRE

L'analyse de la situation financière de l'OONM concerne les comptes de la période 2009 à 2014 et intègre quelques éléments du budget 2015. Un plan de redressement est en cours, il porte principalement sur les ressources humaines.

Conformément à l'article L. 612-4 du code de commerce, l'association fait appel à un commissaire aux comptes pour la certification de ses comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe). Le commissaire aux comptes a certifié lesdits comptes sans réserves sur toute la période de contrôle. Il rend également chaque année un rapport spécial sur les conventions réglementées.

La période est marquée par la fermeture de l'Opéra Comédie entre août 2010 et juillet 2012 pour travaux de rénovation concernant l'espace scénique et la mise en conformité des lieux. La saison 2010-2011 s'est donc intégralement déroulée au Corum. Globalement, la situation financière n'a pas pâti de cette fermeture. La diminution des charges de fonctionnement liée à la fermeture de l'opéra ayant largement compensé la petite baisse de recettes de billetterie et de ventes de spectacles sur cette période.

5.1. Une variation importante du résultat net

Le budget de l'OONM s'élevait à 22,76 M€ au 31 décembre 2014, en repli de 10,9 % par rapport à 2009.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Résultat net (en €)	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits d'exploitation	25 441 729	24 445 440	24 418 972	25 474 789	23 527 770	22 344 921
Charges d'exploitation	25 478 843	25 037 098	24 015 515	24 951 082	23 822 418	21 763 844
Résultat d'exploitation	-37 114	-591 658	403 457	523 707	-294 648	581 077
Produits financiers	7 816	1 935	22 356	40 909	310	2 207
Charges financières	5 256	6 012	3 240	75	4 262	4 112
Résultat financier	2 560	-4 077	19 116	40 834	-3 952	-1 905
Résultat courant avt impôts	-34 554	-595 735	422 573	564 541	-298 600	579 172
Produits exceptionnels	100 559	36 126	120 650	158 788	137 720	410 717
Charges exceptionnelles	100 209	122 274	183 896	529 290	404 824	266 344
Résultat exceptionnel	350	-86 148	-63 246	-370 502	-267 104	144 373
Résultat net	-34 204	-681 883	359 327	194 039	-565 704	723 544

Source : OONM

Entre 2009 et 2014, le résultat net a connu une évolution erratique. Après deux premières années déficitaires, l'opéra a affiché un résultat net positif en 2011 et 2012. En 2011, l'excédent s'explique essentiellement par la diminution des charges de personnel liée à la fermeture de l'opéra (diminution d'engagements d'artistes invités et intermittents). En 2012, il est lié à l'augmentation des subventions d'exploitation (+ 307 k€) et des produits des ventes de spectacle (+ 387 k€).

En 2013, le résultat était de nouveau déficitaire en raison principalement d'une forte diminution des produits d'exploitation (- 2 M€ par rapport à 2012), la diminution corrélative des charges étant moins importante. L'ordonnateur précise que la baisse, en cours d'exercice, et sans signe annonciateur, des subventions versées par les collectivités ne pouvait être que partiellement répercutée sur les charges puisque les saisons artistiques sont engagées entre 12 et 24 mois à l'avance.

En 2014, le résultat net était positif (723 514 €) par l'effet conjugué d'une diminution des charges d'exploitation liée à la baisse d'activité et de l'encaissement d'une recette exceptionnelle de 410 k€ HT initialement prévue au budget 2013 pour la vente d'un violon à la communauté d'agglomération de Montpellier qu'elle a remis à disposition gratuitement à l'association. Cette recette exceptionnelle s'apparente ainsi à une subvention d'autant que l'association, ainsi que l'a précisé M. Koering lors de son audition, disposait déjà du violon acquis grâce à des dons.

5.2. Une baisse des produits depuis 2012

Entre 2009 et 2014, le total des produits a enregistré une baisse de près de 11 %. Leur hausse de 4,53 % en 2012 n'a été qu'une petite pause dans leur diminution continue qui s'est d'ailleurs accélérée en 2013. En 2014, les produits d'exploitation représentaient 98,2 % (99,6 % en 2009) des produits totaux. Sur la période, les produits financiers et les produits exceptionnels sont restés assez marginaux sauf en 2014, année de la vente du violon.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

PRODUITS D'EXPLOITATION OONMLR	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits d'exploitation	25 441 729	24 445 440	24 418 972	25 474 789	23 527 770	22 344 921
Production vendue de services	2 715 276	1 862 213	2 005 756	2 392 257	2 169 618	1 887 061
Subventions d'exploitation	22 325 292	22 228 767	22 088 133	22 395 345	21 106 342	20 182 408
	87,75%	90,93%	90,45%	87,91%	89,71%	90,32%
Reprises sur amortis, dépréciations, provisions et transferts de charges	158 875	306 295	293 649	168 997	215 811	239 738
Autres produits	242 285	48 165	31 434	518 189	35 999	35 714
Produits financiers	7 816	1 935	22 356	40 909	310	2 207
Produits exceptionnels	100 559	36 126	120 650	158 788	137 720	400 167
Total des produits	25 550 104	24 483 501	24 561 978	25 674 486	23 665 800	22 747 295
variation des produits (en €)		-1 066 603	78 477	1 112 508	-2 008 686	-918 505
variation des produits (en%)		-4,17%	0,32%	4,53%	-7,82%	-3,88%

Source : OONM

En euros

5.2.1. La forte dépendance de l'OONM aux subventions des collectivités publiques

Sur la période, les subventions ont représenté entre 88 % et 91 % du montant des produits d'exploitation, soit une part beaucoup plus importante que celle de la moyenne nationale (en 2013, la ROF¹² précise que les subventions représentent 81 % du montant des produits hors Opéra national de Paris).

subventions	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat	3 192 124	3 192 684	3 191 724	3 190 820	3 180 244	3 233 244
Région Languedoc Roussillon	7 600 000	9 400 000	9 315 000	9 250 000	4 000 000	4 130 000
Département de l'Hérault	610 000	0	0	0	500 000	58 000
Métropole de Montpellier	11 266 000	10 050 000	10 000 000	10 396 667	13 800 000	13 171 470
Ville de Montpellier	73 550	55 000	40 960	30 000	0	0
autres	54 897		6280,6			
total	22 796 571	22 697 684	22 553 965	22 867 487	21 480 244	20 592 714

source : balance générale OONM

en euros

En 2014, les subventions s'élevaient à 20 592 714 € (hors subventions accordées à l'Opéra junior). Elles ont diminué de 9,7 % sur la période en raison principalement de la baisse de plus de 5 M€ en 2013 de la subvention allouée par le conseil régional (4,13 M€ en 2014 contre 9,25 M€ en 2012).

L'agglomération de Montpellier, financeur principal de l'OONM, a compensé en partie cette baisse par une augmentation de sa subvention qui est passée de 11,2 M€ en 2009 à 13,2 M€ en 2014.

¹² Réunion des opéras de France.

En revanche, la participation de l'État a été constante, de l'ordre de 3,2 M€ par an et représente environ 15 % du montant total des subventions perçues par l'OONM.

Pour sa part, le conseil départemental de l'Hérault n'a versé aucune subvention à l'OONM entre 2010 et 2012 mais a effectué un versement exceptionnel en 2013 de 500 k€, puis 53 k€ en 2014. Enfin, après une réduction régulière de sa subvention depuis 2009 (de 73 500 € en 2009 à 30 000 € en 2012), la ville de Montpellier a cessé toute participation depuis 2013, en raison du transfert de la compétence culturelle à la communauté d'agglomération de Montpellier.

5.2.2. Les recettes propres

(en €)	2011	2012	2013	2014
Produits d'exploitation	24 418 972	25 474 789	23 527 770	22 344 921
<i>dont</i>				
<i>billetterie</i>	1 396 925	1 694 798	1 686 575	1 254 894
<i>vente spectacles</i>	423 259	415 074	331 955	379 074
<i>coréalisation</i>	45 032	120 791		
<i>recettes phonographiques</i>	20 526	6 617	0	0
<i>prestations de services</i>	68 409	77 748	131 226	114 216
	1 954 151	2 315 028	2 149 756	1 748 184
% des recettes propres/produits d'exploitation	8 %	9,09 %	9,14 %	7,82 %

Source : synthèse financière détaillée OONM

En 2014, les recettes propres représentaient à peine 8 % des produits d'exploitation. L'enquête annuelle de la ROF constate qu'en 2012, hors Opéra de Paris, les recettes propres et autres produits représentaient 19 % des produits globaux. L'OONM est très nettement en dessous de cette moyenne (9,09 % pour cette année). En 2015, les recettes propres seraient en nette amélioration selon l'association, mais elle ne fournit pas d'éléments à l'appui alors qu'elles ne devaient représenter que 6,5 % du total des recettes¹³.

Les recettes de billetterie ont ainsi baissé d'environ 26 % de 2012 à 2014. En 2012, elles correspondaient à 65 % du montant des recettes propres contre 72 % pour la moyenne des opéras nationaux (source : ROF). Le dossier d'information transmis au comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) le 1^{er} avril 2015 précise ainsi que « ce très faible niveau de billetterie s'explique par une programmation peu attractive en nombre et qualité de spectacles liée à la baisse des budgets artistiques et par une volonté des tutelles qui ont toujours soutenu une politique tarifaire faible afin de donner un accès le plus large possible au public et tenir compte du bassin de la population locale ». En 2015, la faiblesse de la programmation n'a pas permis d'envisager une augmentation tarifaire.

Parallèlement, les ventes de spectacles et les coréalisation se raréfient. Comptabilisées dans le même compte depuis 2013, elles ne représentaient plus qu'une recette de 379 k€ en 2014 contre 536 k€ en 2012. En 2015, elles ne devaient s'élever qu'à 135 k€.

Il en est de même des recettes phonographiques qui sont devenues pratiquement inexistantes. En 2013, seuls 46 CD édités sous le label Universal Music ont été vendus

¹³ Dossier d'information-consultation du CHSCT - avril 2015.

représentant une recette de 5 435 € contre 20 526 € en 2011. Considérant ce manque de succès, le producteur Universal Music a supprimé la commercialisation de 19 de ces CD.

5.2.3. Le mécénat

Sous la direction de M. Koering, le mécénat a été concentré sur le festival de Radio France. Les recettes liées au mécénat n'ont jamais été très conséquentes et avec la baisse de la programmation, elles sont désormais limitées au partenariat avec la Société Nicollin (25 000 € par an depuis 2012) et avec la CCI (4 114 € en 2014).

En 2014, la fondation de la Société Générale a versé la somme de 15 000 € pour les actions menées par l'Opéra junior. Ce partenariat ne sera pas reconduit en 2015.

Par convention du 2 mai 2012, la fondation Aria présidée par M. Scarpitta, qui était à cette période directeur de l'OONM, s'était engagée à verser à l'association une contribution de 380 000 € pour la réalisation des spectacles présentés au cours de l'année 2012, qu'elle n'a jamais payée. Trois représentations de Don Giovanni prévues à Versailles les 23, 25 et 27 juin 2013 ont été annulées, faute de mécénat. Un dédit de 40 240 € a dû être versé aux artistes pour annulation de ces représentations.

Conformément à l'article 7, la résiliation était de plein droit en cas d'inexécution par l'une de parties mais contrairement aux stipulations contractuelles, aucune mise en demeure n'a été adressée à la fondation.

Lors de sa réunion du 27 mai 2015, l'OONM a pris la décision de renoncer définitivement à toutes poursuites contre la fondation Aria en faisant valoir que la relance d'une action serait non seulement vouée à un échec certain, mais aussi contre-productive dans la mesure où elle engagerait des frais importants et aurait, en outre, un effet dissuasif sur de potentiels nouveaux mécènes.

En réponse, l'ordonnateur justifie la faiblesse du mécénat par :

- une image de la structure peu porteuse dans les médias ces dernières années et donc peu incitative pour les mécènes ;
- l'impact de la crise économique ;
- la structuration du tissu économique local qui ne permet pas une politique de mécénat classique.
- l'instabilité institutionnelle.

5.3. Des charges de structure trop élevées

Entre 2009 à 2014, les charges ont enregistré une baisse de 16 % essentiellement en raison de la baisse des dépenses de la programmation artistique.

En 2014, les charges fixes (personnel + location) s'élevaient à 18,7 M€. Elles représentaient 85,9 % des dépenses d'exploitation et absorbaient 90,7 % des subventions.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

CHARGES D'EXPLOITATION OONMLR	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Charges d'exploitation	25 478 843	25 037 098	24 015 515	24 951 082	23 822 418	21 763 846
achats de matières premières et autres approvisionnements	603 492	265 128	348 704	682 808	280 192	145 504
autres achats et charges externes	7 115 152	6 914 527	6 682 787	6 400 465	6 270 518	5 531 453
Impôts et taxes	293 960	287 059	272 126	292 051	247 084	236 800
Salaires et traitements	11 998 630	12 208 832	11 744 205	12 143 406	11 920 756	11 170 130
charges sociales	4 640 670	4 788 884	4 495 092	4 791 145	4 482 592	4 170 894
Dotations amort. Sur immos	190 612	188 093	170 245	206 438	219 146	208 437
dotations aux dépréciations sur actif circulant				7 597	16 515	
dotations aux provisions pour risques et charges	238 488	55 021	13 335	0		55 920
Autres charges	397 838	329 555	281 423	434 770	385 615	244 708
Charges financières	5 256	6 012	3 240	75	4 262	4 112
Charges exceptionnelles	100 209	122 274	183 896	529 290	404 824	266 344
Total des charges	25 584 308	25 165 384	24 202 651	25 480 447	24 231 504	22 034 302
variation des charges en €		-418 924	-962 733	1 277 796	-1 248 943	-2 197 202
variation des charges en %		-1,64%	-3,83%	5,28%	-4,90%	-9,07%

source : comptes de résultat

en euros

Les dépenses de personnel, charges sociales comprises, représentaient 70,5 % des charges d'exploitation en 2014 contre 65,3 % en 2009. D'un montant de 15,34 M€ en 2014, elles ont diminué de 8,5 % sur la période, soit une baisse beaucoup moins importante que les autres charges. Ces dépenses font l'objet d'un examen détaillé au chapitre 7 du présent rapport.

Entre 2009 et 2014, les dépenses de programmation ont diminué de 52,4 %, elles ne représentent plus que 13,5 % des charges d'exploitation contre 25,7 % en 2009. Ces dépenses font l'objet d'un examen détaillé au chapitre 6 du présent rapport.

Les autres achats et charges externes représentent le quart des dépenses. Elles sont passées de 7,1 M€ en 2009 à 5,5 M€, soit une diminution de 22,26 %. Elles englobent notamment les dépenses liées aux locations, les rémunérations d'intermédiaires et les honoraires d'avocats.

5.3.1. Les locations

Les locations constituent le poste de dépense le plus important après les dépenses de personnel. Elles s'élevaient à 3,35 M€ en 2014 contre 4 M€ en 2009. Elles comprennent la location des salles de spectacles, des bureaux et des entrepôts pour les décors.

En €	2009	2010	2011	2012	2013	2014
LOCATIONS	4 059 191	4 053 401	4 159 387	3 231 046	3 412 115	3 349 354

Source : OONM

5.3.1.1. L'opéra Comédie

Entre 2003 et 2012, la communauté d'agglomération de Montpellier a mis gratuitement l'Opéra Comédie à la disposition de l'association. Dans son précédent rapport, la chambre avait indiqué qu'en application des articles L. 215-1 et L. 222-7 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), la gratuité ne semblait pas possible. Une convention d'occupation à titre onéreux a donc été signée le 7 octobre 2012 et fixe le montant de la redevance annuelle à 245 000 € indexé sur l'indice du coût de la construction. Or, le loyer est resté à 245 000 € alors que l'indexation était favorable à l'association. En effet, le montant du loyer 2013 aurait dû s'élever à 242 058,82 € (loyer 2012 x 1 646 / 1 666) et celui de 2014 à 238 382 € (240 735 x 1 621 / 1 637)¹⁴.

5.3.1.2. Le Corum

La société Enjoy, qui assure l'exploitation du Corum, a conclu avec l'OONM une première convention d'occupation en date du 15 mai 2009 pour une durée de quatre ans prenant effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2009. La convention porte sur l'occupation annuelle de bureaux d'une surface approximative de 1 009 m² (449 m² + 560 m²) et de locaux à usage artistique d'une surface approximative de 1 968 m². Elle porte également sur l'occupation déterminée des auditoriums à la journée :

- Einstein : 30 jours dont 1 jour de répétition,
- Pasteur : 50 jours dont 12 jours de répétition,
- Berlioz : 170 jours dont 96 jours de répétition.

Cette convention précise que « l'association pourra accueillir sur le compte de ses réservations toute association ou autre acteur culturel ou artistique contribuant à la politique définie par les statuts de l'association ». Le loyer annuel, d'un montant de 3 600 000 € HT, est indexé annuellement par référence aux indices Syntex et Ebiq, le coefficient le plus élevé (0,72) étant appliqué à l'indice Syntex qui évolue le plus vite. Sans considération de l'article L. 112-2 du code monétaire et financier (modifié par l'article 63 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011)¹⁵, les indices Syntex et Ebiq¹⁶ n'apparaissent pas être en relation directe avec l'objet de la convention et sont défavorables à l'OONM.

Suite à une modification de la délégation de service public conclue entre la société Enjoy et la communauté d'agglomération visant à identifier les utilisations respectives du Corum par les trois entités culturelles (OONM, Montpellier Danse et le festival de Radio France), une nouvelle convention d'occupation a été consentie à l'OONM pour une période de quatre ans prenant effet au 1^{er} janvier 2012. Le loyer 2012 est fixé à 2 732 152 € HT, la superficie des bureaux occupés passant à 449 m² et les jours d'occupation étant fortement réduits (auditoriums à la journée, Einstein 0 jour, Pasteur 21 jours, Berlioz 123 jours).

¹⁴ La valeur de l'indice du coût de la construction (ICC) servant d'indice de référence (ICC0) est celui du deuxième trimestre 2012 (valeur publiée au JO le 7 octobre 2012). Les valeurs de l'ICC communiquées par l'INSEE pour les trimestres concernés sont les suivantes : ICC0 = 1 666 ; ICC1 = 1 637 (2^{ème} trimestre 2013) ; ICC2 = 1 621 (2^{ème} trimestre 2014).

¹⁵ Article L. 112-2 du code monétaire et financier (modifié par l'article 63 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011) : « Dans les dispositions statutaires ou conventionnelles est interdite toute clause d'indexations fondées sur le salaire minimum de croissance, sur le niveau général des prix ou des salaires ou sur les prix des biens, produits ou services n'ayant pas de relation directe avec l'objet du statut ou de la convention ou avec l'activité de l'une des parties ».

¹⁶ L'indice Syntex est un indice des coûts en ingénierie, services informatiques, études, conseil, recrutement et formation professionnelle qui est en constante augmentation. L'indice a accéléré en 2011 pour se stabiliser à 0,6 % au premier trimestre 2012. L'indice Ebiq, indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français est établi en base 100 en 2010. Son évolution est beaucoup moins accentuée que le précédent.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

L'OONM peut mettre à disposition des associations « Montpellier Danse » et « Festival de Radio France », les locaux à usage artistique en organisant les plannings de réservation.

Un avenant, signé le 18 janvier 2013, a matérialisé l'intégration d'Opéra junior dans l'association par la mise à disposition complémentaire du niveau 3 des loges Berlioz (soit 106 m²) pour un loyer annuel de 16 252 € HT. Cet avenant a pris effet au 1^{er} janvier 2013 pour une durée de trois ans.

Le loyer indexé s'élève 2 801 908 € HT en 2013 et à 2 878 423 € HT en 2014 (2 823 878 € HT compte tenu d'un avoir de 54 545 € par la société Events suite à un sinistre).

Même s'il a été fortement réduit, le loyer demeure très élevé pour des locaux qui semblent surdimensionnés au regard de l'activité.

Avec le loyer de 245 000 € versé à la métropole de Montpellier pour l'occupation de l'Opéra Comédie, le loyer payé par l'OONM en 2014 s'élevait à 3 123 423 €. Or, les recettes générées par la billetterie (1 254 894 €) ne parviennent à couvrir que 40,2 % de cette charge. Le dossier d'information / consultation du CHSCT d'avril 2015 annonce un loyer réévalué à 3 511 997 € pour 2015.

À titre comparatif, le tableau ci-dessous retrace les montants des loyers versés (ou estimés) par quatre orchestres opéras nationaux comparables en terme d'effectif musical.

	OONM	orchestre national Pays de Loire	Opéra de Lyon	Opéra National de Lorraine	Orchestre National du Rhin
loyer	en 2012 : Corum 2 732 152 € HT opéra Comédie 245 000 €	Cité des Congrès : pris en charge aux 2/3 par la ville sous forme de subvention et estimé à une valeur totale de 798 083 € en 2007	loué par la ville 980 k€ annuel 2006-2011 (subvention adaptée au loyer)	loué par la ville de Nancy 752 k€ par an (2006 à 2012)	mise à disposition par la ville estimé à 500 k€ par la CRC (rapport 2013)
capacité d'accueil	Berlioz 2 000 places, Pasteur 740 places, opéra Comédie 1 000 places, salle Molière 360 places	2 000 places, 800 places et 450 places	1 200 places et 200 places scène de 670 m ²	opéra 1014 places	environ 21 300 m ² au total opéra de Strasbourg : 1 142 places
nombre de musiciens orchestre	94	106	61	70	110
nombre d'artistes des chœurs	32	31	34	30	40
effectif total	entre 200 et 400		entre 400 et 500		
chiffre d'affaire	entre 20 et 30 M€		30 à 40 M€		

source : rapports CRC et ROF

La convention d'accueil de l'OONM au Corum conclue avec Montpellier Events arrive à échéance le 31 décembre 2017.

L'ordonnateur exclut toute possibilité de renégociation avant le terme de la convention d'occupation, il en va de même de la métropole qui, elle, n'en envisage la possibilité qu'à l'issue de la DSP qui la lie à Montpellier Events jusqu'au 31 décembre 2018.

La renégociation du contrat devrait donc être l'occasion d'une révision à la baisse du loyer compte-tenu de la sous-occupation des locaux. Une réflexion sur une optimisation de l'occupation des salles de spectacle pourrait être également conduite, notamment en privilégiant la sous-location.

Le président de l'association précise également que pourraient être revues les journées d'occupation de Berlioz en fonction de la programmation réelle de l'OONM dès lors qu'une majoration est prévue si l'on dépasse les 123 jours d'occupation.

5.3.2. Les dépenses liées aux rémunérations d'intermédiaires et aux honoraires des avocats

Compte de résultat (en €)	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunérations intermédiaires honoraires	344 667	636 161	501 451	519 145	423 226	294 998

Source : OONM

D'un montant de 636 k€ en 2010, elles sont passées à 295 k€ en 2014. Parmi elles, les honoraires d'avocats sont en forte augmentation en raison d'un nombre important de contentieux relatifs au personnel. Ils culminaient à 93 000 € en 2013, année où a été réalisé un audit « SECAFI » (33 067 €).

Plusieurs contentieux sociaux sont toujours en cours (contestations des motifs de licenciement, rupture de promesse d'embauche, revendication de droits d'auteur...). La plupart des salariés ont été déboutés de leur demande d'indemnisation en premier ressort et cinq instances sont désormais pendantes en appel. Le total de demandes d'indemnisation est de l'ordre de 764 000 €. Aucune provision n'a été constituée pour ces litiges, ce que l'ordonnateur justifie par le fait que les salariés ont été déboutés en première instance et eu égard à la teneur des conclusions des dossiers. Il n'en est pas moins tenu de respecter les principes comptables de prudence régissant les provisions. En 2014, l'OONM a toutefois été condamnée à verser 52 950 € à une salariée contestant son motif de licenciement en 2011. Une provision de 60 000 € antérieurement constituée a été reprise sur l'exercice. L'association a également été condamnée à verser 18 000 € pour litige relatif à la contestation d'un engagement par un metteur en scène. Elle a fait appel de cette décision et une provision a été constituée.

5.3.3. Les déplacements, missions et réceptions

Ils représentent environ 10 % du montant total des charges externes sur les deux dernières années.

En €	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Déplacements missions et réceptions	907 014	656 848	545 981	808 804	585 134	555 178
Voyages et missions c/62522-23	287 030	196 483	212 866	227 710	214 098	175 115
Réception bar restaurants c/62570	59 900	54 571	27 035	37 679	45 256	32 763
Réception hôtels c/62571	163 339	113 575	66 042	187 481	92 285	67 231
Journalistes c/62572	9 465	7 683	9 763	21 864	11 760	10 071

Source : OONM

Bien qu'en baisse tendancielle, les frais de missions et de réceptions restent conséquents. Les frais de voyages et de missions ont fluctué entre 907 k€ en 2009 et 555 k€ en 2014. L'agence BOS Voyages est le prestataire de service principal de l'OONM.

La forte augmentation des frais de restauration en 2012 par rapport à 2011 s'explique notamment par la fréquentation des restaurants des frères Pourcel. De même, les frais d'hôtel triplent en 2012 par rapport à l'année précédente.

L'ordonnateur fait valoir en réponse que les frais d'hôtel comme les frais de mission dépendent de la programmation artistique puisque l'hébergement des artistes invités est contractuellement à la charge de l'association. Il n'en demeure pas moins qu'elle a le choix des hôtels et restaurants proposés.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

5.4. Le bilan

Le bilan de l'association est caractéristique des organismes culturels de ce type, sans dettes réelles ni capitaux propres.

En €	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Fonds de roulement	-1 108 798	-1 713 612	-1 253 031	-1 426 031	-2 131 916	-1 274 407
Créances	1 464 990	3 974 940	1 514 022	1 535 738	913 823	1 506 060
Dettes	4 042 562	5 872 696	3 548 937	4 482 120	4 181 243	4 130 121
Besoin en fonds de roulement	-2 577 572	-1 897 756	-2 034 915	-2 946 382	-3 267 420	-2 624 061
Trésorerie	1 468 774	184 144	781 884	1 520 351	1 135 504	1 349 654

Source : OONM

Entre 2009 et 2014, le fonds de roulement de l'OONM a été négatif en raison du niveau peu important de passif lié aux faiblesses des résultats repris dans le report à nouveau.

en € retraitement à partir données OONM	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Trésorerie (A)	1 468 774	184 144	781 884	1 520 351	1 135 504	1 348 652
total des charges réelles d'exploitation (B)*	25 049 743	24 793 984	23 824 338	24 744 644	23 603 272	21 555 407
couverture en nombre de jours (C=A/B*360)	21,1	2,7	11,8	22,1	17,3	22,5
couverture en nombre de mois (C/30)	0,7	0,1	0,4	0,7	0,6	0,8

*déduction des dotations aux amortissements et aux provisions

Rapportée aux charges réelles d'exploitation, la trésorerie a permis de couvrir en 2014 au mieux 0,8 mois de charges, ce qui est assez faible et peut conduire, en cas de retard dans le paiement des subventions d'exploitation, à créer de fortes tensions de trésorerie pour l'association. Ce scénario a été vécu par l'OONM suite à un retard de versement de la région qui souhaitait la transformation de l'association en EPCC. Une procédure d'alerte a ainsi été lancée par le commissaire aux comptes en septembre 2014, qui a pris fin le mois suivant par le vote du conseil régional de la subvention attendue.

5.4.1. L'année 2015 et les suivantes

Le budget 2015, voté avec retard en conseil d'administration du 26 février 2015, a été augmenté de 0,12 % (21,73 M€) par décision modificative validée par le conseil d'administration du 27 mai 2015.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Budget 2015+DM1 (en €)	Pour mémoire compte de résultat 2014	Budget 2015	DM1
Total des produits	22 747 297	21 710 134	21 736 255
<i>dont</i>			
Recettes propres	1 748 184	1 416 800	1 614 321
Subventions	20 182 408	20 043 334	19 871 933
Total des charges	22 034 302	21 710 134	21 736 255
<i>dont</i>			
Personnels	15 341 024	13 543 569	13 003 569
location des locaux	3 349 354	3 225 567	3 225 567
Dépenses artistiques	2 939 842	3 110 998	3 397 119

(source OONM)

En application de la mise en œuvre de l'activité partielle acceptée par la DIRECCTE¹⁷ (cf. *infra* § 7.6), l'OONM a prévu en 2015 une diminution des charges de personnel de 15 % afin d'augmenter ses dépenses artistiques (+ 15,5 % par rapport au réalisé de 2014). Au total, les charges ne sont réduites que de 1,35 % par rapport aux dépenses réalisées en 2014 alors que les produits baissent de 4,4 %. En effet, si l'OONM a prévu une légère augmentation de ses recettes de billetterie, ses recettes propres totales sont plus faibles qu'en 2014 (- 7,7 %). Les subventions prévues sont, en outre, en léger retrait (- 1,5 % par rapport au compte de résultat 2014).

Un plan de redressement avec des projections sur 2016-2018 a été approuvé par le conseil d'administration du 27 mai 2015. Ces projections sont plutôt ambitieuses. Elles s'appuient sur le postulat d'une reconduction des subventions des collectivités publiques, sur un plan de départs volontaires qui s'étaleraient sur trois ans de 2015 à 2017 et la renégociation à la baisse du loyer des auditoriums du Corum. L'objectif d'un budget artistique proche de celui de 2009 (6,5 M€) ne pourra être atteint qu'en 2018.

La réforme territoriale pose la question du maintien de deux opéras au sein de la grande région. La mutualisation des productions lyriques pourrait être envisagée. La région Midi-Pyrénées versait environ 609 000 € par an à l'Orchestre national de Toulouse (budget de 34 M€) alors que la contribution de la région de Languedoc-Roussillon à l'OONM s'élevait à 4 M€.

M. Ramette fait valoir que la nouvelle organisation territoriale et les changements intervenus tant à la métropole qu'à la ville doivent être une occasion pour faire évoluer la structure. Selon lui, il paraît difficile, dans un environnement national marqué par un argent public plus rare, de continuer à faire vivre une association qui dépense chaque année 25 M€ financés à hauteur de 92 % par des subventions de l'État et des collectivités territoriales.

¹⁷ Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

6. L'ACTIVITÉ DE L'ASSOCIATION

6.1. La programmation

Les dépenses de programmation sont passées de 6,55 M€ en 2009 à 2,940 M€ en 2014 et ne représentent plus que 13,51 % des dépenses d'exploitation.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Charges d'exploitation en k€	25 479	25 037	24 016	24 951	23 822	21 764
<i>Dépenses de programmation en k€</i>	6 552	5 214	5 031	6 173	4 907	2 940
<i>Ratio programmation/charges</i>	25,72 %	20,83 %	20,95 %	24,74 %	20,60 %	13,51 %

Source : OONM

L'OONM a réduit sa programmation pour faire face à la baisse des subventions et aux versements d'indemnités de départ à la retraite ou de licenciement de ses dirigeants. La hausse enregistrée en 2012 s'explique par la décision de mettre l'accent sur les nouvelles productions au détriment des co-productions et locations de spectacles ayant un coût plus faible.

Le budget annuel de la programmation (année civile) permet d'appréhender les contours de l'activité artistique de l'OONM.

coût annuel de la programmation	2009	2010	2011	2012	2013	2014
frais de productions	6 552 460	5 213 939	5 031 242	6 172 904	4 907 283	2 939 842
<i>lyrique</i>	4 205 482	3 703 044	3 366 314	4 212 725	3 314 099	1 464 908
<i>symphonique et amadeus</i>	672 521	679 622	641 009	875 369	832 151	596 256
<i>jazz</i>	26 487	17 445	12 063			
<i>opéra junior</i>	152 500	136 195	144 697	168 460	155 444	219 816
<i>danse</i>	174 326	177 988	85 000	87 850	94 303	93 173
<i>actions pédagogiques</i>	100 912	109 181	122 918	97 741	104 121	101 065
<i>productions phonographiques</i>	20 825	17 894	30 070	13 573		
<i>décentralisation et tournées</i>	1 059 654	300 271	569 171	687 186	407 165	464 623
<i>résidence</i>	139 753	72 299	60 000	30 000		

À l'exception de l'Opéra junior et les actions pédagogiques, tous les autres secteurs d'activité de l'association ont régressé. Secteur le plus onéreux, le budget consacré au lyrique est aussi le plus touché avec une baisse de 66,2 % passant de 4,2 M€ en 2009 (soit 65 % du coût de la programmation) à 1,5 M€ en 2014. Sa part dans le coût annuel de la programmation est également en repli passant de 65 % à 51 % sur la période.

L'ordonnateur précise que l'année 2009 est une année exceptionnelle pour les déplacements des artistes avec trois représentations de la Flûte Enchantée au Châtelet et la mise à disposition des chœurs à Monaco pour la production de Turandot et de Bordeaux.

Bien que d'un poids financier moindre, il faut également souligner la forte régression sur la période de l'activité danse (- 44,6 %) ainsi que des tournées et spectacles décentralisés (- 56,15 %).

Un extrait des données analytiques pour tous les opéras et concerts présentés sur la saison 2014-2015 précisant le coût de chaque production est joint en annexe 3.

6.2. La fréquentation

Pour les concerts symphoniques et les concerts Amadeus, le taux moyen d'occupation en 2014 était de 74 % (contre 79 % en 2013). C'est un concert gratuit qui a connu le taux de remplissage le plus faible (29,7 % concert de musique contemporaine donné à la salle Berlioz le 8 février 2014). De même, sur les sept concerts baroques (réintroduits en octobre 2014) un seul a une fréquentation supérieure à 50 % (52,7 %).

Les concerts doublés réintroduits dans la programmation sur la saison 2012-2013, n'ayant pas permis d'augmenter le niveau de la fréquentation, ont été abandonnés pour la saison 2014-2015.

taux de fréquentation concerts doublés		taux de remplissage	nombre de places vendues
2013/2014			0
taux de fréquentation Corum	jauge 1 859 places, soit 3 718 pour la série)		0
	1er ccl	61%	1 130
	2ème ccl	55%	1 018
	total places vendues		2 148
2012/2013			
taux de fréquentation Corum	jauge 1 859 places, soit 3 718 pour la série)		
	1er ccl	69%	1 283
	2ème ccl	69%	1 276
	total places vendues		2 559
taux de fréquentation Comédie	jauge 1 050 places, soit 2 100 pour la série)		
	1er ccl	67%	705
	2ème ccl	59%	617
	total places vendues		1 322
2011/2012	suppression des concerts doublés		
2010/2011			
taux de fréquentation Corum	jauge 1 917 places, soit 3 834 pour la série)		
	1er ccl	53%	985
	2ème ccl	35%	651
	total places vendues		1 636

source : synthèse financière OONM

Pour le lyrique, le taux moyen de remplissage était de 72 % en 2014 contre 83 % en 2013. Il faut noter l'annulation pour cause de grève de la 1^{ère} représentation de La Traviata (perte de recette d'environ 30 k€). L'ordonnateur fait toutefois valoir que la qualité de la politique culturelle ne peut se mesurer à la seule aune de la fréquentation, *a fortiori* pour un établissement national soumis à un cahier des charges contraignant en termes de programmation.

L'association calcule le taux de remplissage en y intégrant les invitations et les autres exonérations (partenariat, musiciens, autres...) qui représentent environ 9 % des places éditées. Selon l'ordonnateur, pour la saison 2014-2015, le nombre d'invitations s'est élevé à 3,3 % des places éditées.

Pour les spectacles lyriques, le taux moyen d'occupation « payant » comme calculé dans l'avant dernière colonne du tableau ci-après, est de 68,6 % pour la saison 2013-2014. Il était de 83,2 % pour la saison lyrique 2011-2012.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Spectacles Lyriques	Nombre de Représentations	dates	Places Editées	Dont Invitations	Autres exo (partenariat, musiciens, autre...)	Dont Abos	Jauge	Taux d'occup.OONM	Taux occup.payant	Recettes TTC en euros
RUSSALKA	3	octobre 2011	3 631	156	35	2 380	5 577	65,1%	61,7%	93 730
L'ARBORE DI DIANA	3	novembre 2011	4 045	145	203	2 527	5 499	73,6%	67,2%	94 996
LA BELLE HELENE	3	déc et janvier 2012	5 474	169	26	2 063	5 513	99,3%	95,4%	194 306
RECITAL NATHALIE CESSAY	1	février 2012	1 936	68	0	0	1 951	99,2%	95,7%	84 780
ELEKTRA	2	mars 2012	3 554	101	27	2 239	3 734	95,2%	91,8%	91 932
EINSTEIN OF THE BEACH	3	mars 2012	5 392	355	110	0	5 697	94,6%	82,5%	172 474
LE NOZZE DI FIGARO	5 prévues mais 4 effectuées car grève pour celle du 28 juin	juin 2012	4 014	207	28	1 626	4 400	91,2%	84,1%	134 332
saison 2011-2012	19		28 046	1 302	429	10 841	32 371	88,3%	82,2%	866 554
ORFEO	ANNULE									
LAKME	5	oct-nov 2012	4 849	244	18	2 139	5 250	92,4%	87,4%	189 293
JETZT WHATNEXT ?	2	nov-déc 2012	2 781	176	259	1 746	3 495	81,7%	68,9%	68 756
LA BOHEME	6	déc-12	5 865	236	26	2 178	6 300	93,1%	88,9%	244 459
L'ENLEVEMENT AU SERAIL	5	fév-13	5 083	245	36	2 051	5 250	96,8%	91,5%	185 241
LE ROI DYS	1	mars-13	1 023	51	202	0	1 059	55,0%	41,4%	25 690
POPPEA E HERONE	3	mar-13	4 350	225	602	2 044	5 682	76,7%	62,2%	111 662
DON GIOVANNI	6	jun-13	6 019	261	39	1 706	6 300	95,5%	89,6%	238 493
saison 2012-2013	28		29 979	1 438	1 182	11 864	34 047	84,5%	75,9%	1 063 796
ORFEO ET EURIDICE	4	sept-oct 2013	3 343	162	87	1 388	4 200	79,6%	73,7%	66 423
ELENA	4	nov-13	3 050	166	33	1 489	4 200	72,6%	67,4%	106 610
OPERA DE CONCERT	1	déc-13	1 162	22	363	367	1 891	61,4%	41,1%	28 208
COSI' FAI TUTTE	6	déc-janv 2014	5 829	297	110	1 575	6 300	92,5%	86,1%	232 261
EUGENE ONEGUINE	3	janv-14	4 464	248	111	1 799	6 496	81,2%	74,6%	154 170
OPERA DE CONCERT	1	fév-14	1 571	43	356	624	1 917	82,0%	61,1%	41 653
LA TRAVIATA	6	jun-14	5 068	216	68	1 561	6 300	80,4%	75,9%	153 926
saison 2013-2014	25		24 407	1 174	1 128	8 823	30 307	78,5%	68,6%	800 378

Source : données OONM

Par ailleurs, les abonnements lyriques 2013-2014 ont enregistré une baisse de 315 abonnés par représentation (2 041 places en moins) soit - 25,6 % par rapport à la saison 2012-2013. L'ordonnateur explique cette baisse par l'évolution des pratiques culturelles des spectateurs avec le développement de la vente sur internet au coup par coup.

6.3. Les ventes de spectacle

6.3.1. Les concerts donnés en région Languedoc-Roussillon

Des concerts sont donnés par les musiciens et choristes de l'OONM dans la région. Le prix de vente de ces prestations varie de 200 à 10 000 €. En 2014, ils représentaient une recette de 114 254 € contre 187 152 € en 2013. Leur coût en 2014 était de 248 350 € contre 237 957 € en 2013.

Les productions lyriques en région ne sont plus organisées en raison du coût qu'elles représentent. En effet, en septembre 2012, trois représentations lyriques des Noces de Figaro ont été données au théâtre de l'Archipel de Perpignan et au théâtre municipal de Nîmes. Le prix de vente de ces prestations a été de 109 000 € au total. Or, elles ont coûté 276 326 € à l'OONM, soit un reste à charge de 167 326 € bien que le taux de remplissage ait avoisiné les 100 %.

6.3.2. Les tournées

En 2014, les tournées ont dégagé un différentiel positif de 8 195 € (224 468 € de recettes pour 216 273 € de dépenses). En 2013, ce gain était de 38 772 € (211 330 € de recettes et 172 558 € de dépenses).

Par ailleurs, l'OONM a signé une convention en avril 2014 avec les Chorégies d'Orange pour interpréter l'opéra Nabucco les 9 et 12 juillet à Orange. À cette occasion, l'OONM a

mis à disposition 84 musiciens, 29 choristes, un chef de chœur et 5 accompagnateurs régie, soit un total de 119 personnes.

Les choristes, le chef et l'accompagnateur se sont déplacés à Orange du 27 juin au 13 juillet 2014 ; les 84 musiciens et 4 accompagnateurs du 4 au 13 juillet.

Le budget prévisionnel, estimé à 166 887,36 € HT, a été pris en charge par les Chorégies. Toutefois, un surcoût de 34 666 € a été supporté par l'OONM correspondant dans sa presque totalité aux primes concédées au personnel de l'OONM et non incluses dans la convention collective dont :

- prime menus frais orchestre : 13 690 € ;
- prime tournée régie orchestre : 3 449 € ;
- demi-heures supplémentaires orchestre : 2 660 € ;
- prime menus frais chœurs : 10 414 € ;
- transferts Montpellier-Orange : 4 453 €.

6.4. Le festival de Radio France et Montpellier Danse

6.4.1. Le festival de Radio France

Créé en 1985 à l'initiative de Radio France et de la ville de Montpellier sous la direction de M. René Koering (depuis le 1^{er} septembre 2014, M. Jean-Pierre Rousseau), le festival de Radio France est un festival annuel qui se déroule en juillet, organisé principalement avec le concours de la ville de Montpellier et de la communauté d'agglomération.

Chaque année, l'OONM met ses musiciens et ses chœurs gratuitement à disposition du festival de Radio France¹⁸. Seuls les frais supplémentaires engagés sont refacturés. En 2013, le festival a ainsi occupé l'Opéra Comédie pour la production de quatre concerts, trois œuvres et un spectacle en coréalisation. L'OONM n'a refacturé au festival que 8 824 € HT pour frais divers (nettoyages, heures de nuit, sécurité) et 26 923 € HT pour les frais liés à l'engagement de musiciens supplémentaires. De même, l'occupation de l'Opéra Comédie par le festival a concerné un concert et deux œuvres qui n'ont donné lieu au remboursement que de 3 605 € HT pour frais divers et de 13 052 € HT pour suppléments d'emploi.

Depuis le 25 juillet 2014, une convention spécifique de mise à disposition des artistes et techniciens de l'OONM a été signée entre l'OONM et le Festival de Radio France. Ce dernier prend en charge les droits de retransmission pour le chœur qui s'élèvent à 1 750 € bruts (62,50 € x 28 choristes) ainsi que tous les frais annexes liés aux déplacements éventuels et tous les frais liés à l'exécution des œuvres programmées (musiciens ou choristes supplémentaires, suppléments d'emplois, dépassements horaires...) dus en application des accords collectifs en vigueur au sein de l'OONM. Toutefois, l'orchestre est toujours mis à disposition à titre gracieux.

Le coût pour l'OONM de cette mise à disposition gracieuse, qui, selon le directeur de Radio-France est pratiquée pour tous les orchestres français et étrangers, est évalué à 469 833 € au titre de 2013 et 271 178 € en 2014.

¹⁸ La rémunération du chef d'orchestre est prise en charge par Radio-France.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Festival de Radio France

Valorisation de la mise à disposition de Orchestre, Chœurs et techniciens

Année 2013	Œuvres	Chœur		Orchestre		Techniciens		Total
		Nb de jours	Valorisation *	Nb de jours	Valorisation	Nb d'heures	Valorisation	
	Mass - Bernstein	-		5	118 285			118 285
	Madame Sans Gêne - Giordano	11	58 520	7	165 599			224 119
	La Vivandière - Godard	-		5	118 285			118 285
	Accueils Opéra Comédie					381	9 144	9 144
								469 833
Année 2014	Œuvres	Nb de jours	Valorisation *	Nb de jours	Valorisation	Nb de jours	Valorisation	
	Catarina Cornaro - Donizetti	6	31 920	6	141 942			173 862
	La fête du Violon			4	94 628			94 628
	Accueils Opéra Comédie					112	2 688	2 688
								271 178

* sur l'hypothèse d'un salaire journalier moyen

6.4.2. Montpellier Danse

Un contrat de coréalisation est signé chaque saison avec l'association Montpellier Danse. L'OONM met à disposition de Montpellier Danse l'Opéra Comédie et l'Opéra Berlioz ainsi que le personnel d'accueil et les techniciens, et intègre le festival dans sa plaquette. Il verse aussi une participation financière de 85 000 € HT (86 785 € TTC).

En contrepartie, un partage de recettes est effectué à raison de 5 % au bénéfice de l'OONM, après déduction des droits d'auteurs, soit un versement de 7 228,61 € TTC sur la saison 2012-2013 et de 11 096,87 € TTC sur la saison 2013-2014.

7. LES RESSOURCES HUMAINES

7.1. L'organigramme

Entre le 1^{er} janvier 2009 et le 1^{er} janvier 2015, l'effectif théorique de l'OONM est stable et compte 237 employés permanents (97 musiciens, 34 choristes, 74 personnels administratifs et 32 techniciens dont 19 détachés de Montpellier Méditerranée Métropole)¹⁹. La fusion des structures orchestre et opéra s'étant effectuée sans aucune mutualisation des services, les personnels administratifs représentent 31 % des effectifs et sont particulièrement nombreux.

¹⁹ Ce nombre comprend les postes artistiques gelés et non pourvus, soit pour 2015 : 6 postes non pourvus et 2 gelés pour les musiciens ; 2 postes gelés, 1 poste non pourvu et 1 congé sans solde pour les choristes ; 1 poste gelé au service comptable. Par ailleurs l'absorption en 2013 de l'association Opéra junior a entraîné le transfert de 6 salariés permanents (3,92 ETP).

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

évolution du personnel OONM	en nombre	en ETP
au 1er janvier 2009		
<i>personnel administratif</i>	74	71,2
<i>musiciens</i>	97	96,5
<i>choristes</i>	34	34
<i>techniciens</i>	32	32
total	237	233,7
au 1er janvier 2012		
<i>personnel administratif</i>	75	72,3
<i>musiciens</i>	97	96,5
<i>choristes</i>	34	34
<i>techniciens</i>	32	32
total	238	234,8
au 1er janvier 2015		
<i>personnel administratif</i>	74	70,52
<i>musiciens</i>	97	96,5
<i>choristes</i>	34	34
<i>techniciens</i>	32	32
total	237	233,02

source : réponse OONM 23/12/2014 questionnaire 2 point 17

L'administration de l'association est organisée autour de quatre pôles animés chacun par un directeur (cf. annexe 4 : organigramme 2014) : le pôle « production artistique » (25 emplois), le pôle « technique et maintenance » (48 emplois), le pôle « finances, ressources humaines et informatique » (10 emplois), le pôle « communication et relations publiques » (15 emplois + une équipe d'hôtesse d'accueil et contrôleurs).

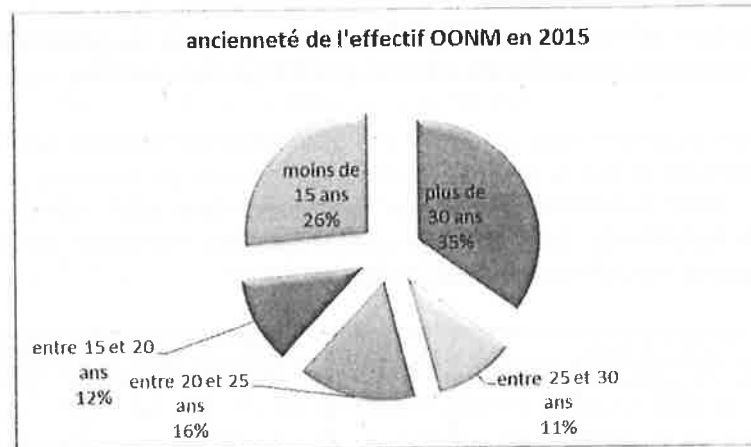
Cet organigramme n'apparaît pas très efficient au regard de l'activité réelle de l'association. Ainsi, la nomination par avenant au 1^{er} septembre 2014 d'une « community manager » pour une rémunération (32 243 € en 2014) dans la « fourchette haute » du métier²⁰ et avec une qualification (BTS tourisme) qui ne correspond pas tout à fait à ce type de poste, ne s'explique pas vraiment.

7.2. Un effectif vieillissant

Le *turn-over* sur la période est très faible (inférieur à 3 % sur la période) toutes catégories de salariés confondues. Cette stabilité des effectifs explique l'ancienneté importante du personnel, 62 % du personnel ayant intégré la structure (initialement l'orchestre ou l'opéra) depuis plus de 20 ans et 35 % depuis plus de 30 ans²¹.

²⁰ Selon un article du magazine Challenges du 19 juin 2014, cette profession passe majoritairement pour 57 % par une école de communication, 38 % par le *marketing* en école de commerce. Ils sont 87 % à avoir une licence (Bac+3) et 53 % à posséder un Master 2 (Bac+5). Le salaire médian du *community manager* est de 30 150 € bruts annuels à Paris. En région, il est de 23 710 € bruts annuels.

²¹ Analyse à partir d'un tableau produit par l'OONM retraçant la liste du personnel en activité, le service et l'âge de chacun au 1^{er} octobre 2014.



Fin 2014, les plus de 50 ans représentaient 65 %²² des salariés de l'OONM contre 40,5 % en 2009. En 2015, 24 salariés ont atteint 65 ans, mais la réglementation leur permet de rester jusqu'à l'âge de 70 ans et il n'y aura aucun départ à l'âge légal avant 2016.

Un accord d'entreprise relatif à l'emploi des séniors a été conclu en 2009 pour une durée indéterminée (avenant du 28 décembre 2011) par lequel la direction de l'association s'engage à maintenir un taux minimum d'emploi des salariés de 55 ans et plus à 15 % des effectifs, sauf départ à l'initiative du salarié, et s'engage à améliorer les conditions de travail et prévenir les situations de pénibilité (de 15,2 % en 2009, ce taux est passé à 39 % en 2014).

Ce vieillissement peut être préjudiciable à l'OONM en fonction de la catégorie de personnel (cf. annexe 6 : la pyramide des âges par catégorie). Ainsi, 74 % des techniciens ont plus de 50 ans (34 des 48 techniciens dont 19 entre 55 et 60 ans et 6 plus de 60 ans). Or, cette catégorie de personnel connaît une certaine pénibilité au travail²³. Le rapport SECAFI rédigé en 2013 et produit par l'association souligne d'ailleurs que la moitié des accidents de travail concerne le personnel technique.

De même, sur les 30 choristes présents, seuls 4 ont moins de 50 ans en 2014. Or, les choristes peuvent rencontrer un certain nombre de problèmes liés à l'âge. Un article d'Art et Culture de février 2012 relatif à « la mue, une transformation naturelle de la voix : ses mécanismes et ses conséquences » explique que « chez les femmes, la tonalité peut s'abaisser sous l'influence des modifications endocriniennes lors des règles ainsi qu'à la ménopause. Le vieillissement vocal se manifeste par une perte de souplesse du tonus musculaire. La voix des hommes monte. La voix des femmes descend mais cette aggravation est contre-balancée par la fonte du muscle vocal : c'est ainsi que beaucoup de femmes âgées ont un filet de voix aiguë ».

Pareillement, sur un effectif réel de 92 musiciens seuls 28 ont moins de 50 ans (27 entre 55 et 60 ans et 9 plus de 60 ans). Là encore, l'âge peut être source de difficultés dans l'exercice de leur art. Ainsi, une étude « Médecine du travail et ergonomie - les troubles de santé des musiciens » de 2003 précise : « Les capacités fonctionnelles sont modulées par la condition physique, l'âge, le stress et des facteurs individuels. Les troubles musculo-squelettiques sont au premier plan, et aucune famille instrumentale n'est épargnée, seules diffèrent leurs localisations. Il faut remarquer tout particulièrement les dystonies de fonction dont la symptomatologie apparaît uniquement lors de la réalisation de certains gestes professionnels très précis. La prévalence des

²² Sur un total de 237 salariés, 64 sont âgés de 50 à 55 ans (30 % de l'effectif) dont un CDD (Opéra junior) et 90 sont âgés de plus de 55 ans (39 % de l'effectif) dont 28 plus de 60 ans et 6 plus de 65 ans.

²³ Préparer le matériel et le câblage son ou lumière, en machinerie, préparer le plateau et l'ensemble du matériel scénique, gérer le montage, mettre en place les appareils de sonorisation ou d'éclairage ou implanter les éléments de machinerie scénique et de décor en fonction des demandes d'exploitation et gérer le démontage, le rangement et le stockage du matériel.

7.4. Une rémunération des musiciens attractive pour un temps de travail très réduit

7.4.1. La rémunération des musiciens

Sur la saison 2013-2014, le coût moyen annuel chargé par musicien est de 61 449 € contre 60 772 € en 2011-2012. En 2013, 81 musiciens ont perçu un salaire brut supérieur à 40 k€ dont 38 musiciens supérieur à 50 k€.

Les accords d'entreprise prévoient notamment le paiement aux musiciens de suppléments d'emplois. Sur les trois dernières années, ils se sont élevés en moyenne 191 379 € et tendent à augmenter alors que l'activité de l'OONM se réduit. Ces suppléments sont octroyés principalement lorsque les musiciens utilisent des instruments spéciaux non prévus dans leur contrat de travail.

Période	SUPPL. EMPLOI 10 %	SUPPL. EMPLOI 50%	SUPPL. EMPLOI 75%	SUPPL. EMPLOI 100%	SUPPL. EMPLOI FORFAIT	SUPPL. FORFAIT SPEC.	MATERNELLES	TOTAL
année 2012	7 633,83	3 648,60	44 232,01	0,00	1 470,51	99 585,66	18 898,92	175 469,53
année 2013	7 083,88	5 163,37	35 905,27	2 623,20	1 731,46	131 387,16	16 495,11	200 389,45
année 2014 (fin novembre)	5 346,70	8 669,83	27 400,75	0,00	1 024,52	125 884,14	13 428,18	181 754,12

source : payesOONM

Les modalités d'application de ces suppléments sont précisées dans les accords de fusion du 17 décembre 2002 : « Les divers suppléments ne sont pas cumulables.

a/ supplément de 75 % par service (trompette en ré, trombone alto, viole d'amour, cor de basset, flûte en sol, contrebasson, trompette basse, hautbois d'amour, petite clarinette en la b aigu, tuben) ;

b/ supplément de 50 % par service (clarinette en ut, quand l'ouvrage le nécessite, et après que la direction aura sollicité l'avis du chef d'orchestre puis donné son accord, clarinette basse ut grave) ;

c/ supplément de 10 % par service (flûte jouant la petite flûte, hautbois jouant le cor anglais, clarinette jouant la clarinette basse, basson jouant du contrebasson, trompette jouant le cornet à piston, contrebasse jouant la contrebasse à 5 cordes, quand un instrumentiste joue deux instruments dans un même service) ».

De plus, un supplément de 100 %, non prévu par les accords d'entreprise, d'un montant de 2 623,20 € bruts a été versé à trois musiciens pour utilisation d'un « sacqueboute », ancêtre du trombone, au cours de la représentation d'Orfeo les 24, 27, 29 septembre et 1^{er} octobre 2013 (cf. annexe 8). Cette représentation a aussi nécessité 41 heures de clarinette en ut (+ 50 %), 78 heures (deux musiciens) de trompette jouant le cornet (+ 10 %) et 94 heures (deux musiciens) de hautbois jouant le cor anglais (+ 10 %).

En réponse l'ordonnateur fait valoir que ces suppléments d'emplois relèvent des accords d'entreprise et qu'il s'agirait d'une pratique nationale.

Par ailleurs, les suppléments d'emploi forfaitaire et forfaitaire spéciaux sont alloués par contrat aux musiciens dès lors qu'ils sont détachés de la formation « orchestre ». L'ordonnateur s'engage à réviser le montant de ces cachets lors de la renégociation des accords d'entreprise.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Sans perdre en qualité, la programmation artistique de l'OONM devrait pouvoir être dimensionnée à sa situation financière et éviter à chaque fois que possible le recours à ces suppléments de traitements octroyés aux musiciens quand ils sont détachés de l'orchestre.

Par ailleurs, les musiciens sont amenés à percevoir des primes de service volontaire dont le versement est prévu à l'article 4-23 de l'accord d'entreprise de mai 1993. Cette prime est attribuée lorsqu'une modification du service est « hors délai »²⁵, c'est-à-dire moins de 5 jours francs avant la date considérée. Ces services « volontaires », s'ils sont acceptés par l'orchestre, « sont pris en compte dans le total mensuel et, en outre, donnent lieu au paiement d'une indemnité égale à 50 % du prix de l'heure par demi-heure indivisible de travail décalé ».

7.4.2. Le sous-emploi des musiciens

Entre la saison 2010-2011 et la saison 2013-2014, la moyenne des heures annuelles par pupitre a baissé globalement de 23,3 %, l'écart le plus important étant constaté sur les pupitres timbales et percussions (- 32,5 %).

moyenne des heures par saison par pupitres	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	baisse des heures saison 2013/saison2010
violons	1 741,5	1 469,5	1 470,0	1 333,0	-23,46%
altos	833,5	656,0	702,5	651,0	-21,90%
violoncelles	793,5	626,0	704,0	596,0	-24,89%
contrebasses	723,0	635,0	649,0	598,0	-17,29%
flûtes	739,5	611,0	654,0	522,0	-29,41%
hautbois	717,0	602,5	595,5	598,0	-16,60%
clarinettes	689,0	613,5	601,5	526,0	-23,66%
bassons	704,5	618,5	623,5	517,0	-26,61%
cors	684,5	580,5	599,5	563,0	-17,75%
trompettes	713,0	650,0	676,0	547,0	-23,28%
trombones	622,0	441,0	606,5	524,0	-15,76%
tubas	729,0	519,5	602,5	542,5	-25,58%
timbales et percussions	915,5	681,5	739,5	618,0	-32,50%
total	10 806,5	8 704,5	9 224,0	8 136,5	-23,29%

source : données produites par l'OONM

L'article XV-2 CCNEAC prévoit que : « la période de référence de l'aménagement du temps de travail s'étend sur 12 mois, en principe du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante, sauf accord d'entreprise spécifique fixant des conditions différentes de l'aménagement dans les limites prévues du présent titre. L'horaire annuel de référence d'un artiste est de 1 224 heures. L'aménagement du temps de travail s'effectue sur un horaire annuel déterminé en tenant compte de la durée collective du travail de chaque formation instrumentale, diminuée des heures de congés légaux et conventionnels octroyés aux artistes (chaque jour étant comptabilisé pour 5 heures). Sous réserve de ce principe, l'horaire effectif annuel des artistes est de 1 076 heures. Il pourra être aménagé différemment dans chaque formation instrumentale par accord d'entreprise.

²⁵ Les musiciens sont convoqués individuellement conformément à un plan de programmation et à un tableau de service. Le plan de programmation indique, pour chaque production, les noms des œuvres et leur durée, l'effectif nécessaire à leur exécution, la date et le lieu du concert, la date prévisible de la générale et celle de la première répétition. Le plan de programmation est affiché pour les trois mois qui suivent. Au début de chaque mois, le tableau de service est affiché pour le mois suivant ; il indique le programme, la nature, la date, la durée et le lieu de chaque service pour le mois considéré.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

l'association n'a autorisé le paiement de ces heures et le conseil d'administration n'en a pas été informé.

L'association a produit un tableau précisant les montants payés par bénéficiaire ainsi que des états individuels de badgeage pour chaque bénéficiaire et des attestations des supérieurs hiérarchiques pour les équipes qui ne le font pas afin de justifier du service fait.

Elle n'a toutefois apporté aucune explication à ce paiement tardif d'heures supplémentaires. En décembre 2012, un courrier signé par le secrétaire général a été envoyé aux intéressés pour leur annoncer le paiement « des reliquats d'heures effectuées les années antérieures à la saison en cours » sur le salaire de décembre 2012.

L'article 3-4 de l'accord collectif prévoit le paiement des heures supplémentaires pour les cadres. Chacun des contrats stipule généralement que la durée du travail correspond à « un horaire hebdomadaire moyen de 35 heures » exception faite de l'avenant du 5 septembre 2013 au contrat du régisseur général, qui précise que l'intéressé ne sera plus soumis au badgeage.

Le principe veut que les heures supplémentaires effectuées par le salarié soient rémunérées dès lors qu'elles sont effectuées à la demande de l'employeur ou qu'elles sont effectuées directement par le salarié, sans que l'employeur ne s'y oppose (accord implicite)²⁶. En cas de litige, la preuve doit être apportée par le demandeur, ce qui ne semble pas avoir été le cas, et l'article L. 3171-4 du code du travail précise que « Si le décompte des heures de travail accomplies par chaque salarié est assuré par un système d'enregistrement automatique, celui-ci doit être fiable et infalsifiable ».

Eu égard au nombre d'heures supplémentaires maximal annuel autorisé par la convention collective, soit 130 heures et exceptionnellement 180 heures, certains dépassements ont été irrégulièrement retenus pour certains salariés :

NOMS,	SALAIRE BASE au 1er 12/2012	Salaire mensuel	Solde des Heures de 09/2007- 1/09/2010	Solde des Heures 2010 / 2011	Solde des Heures 2011/2012	REEL	PAIEMENT	MONTANT BRUT
	2515,75	16,58	214,00	85,00	160,00	459h21	460,00	7626,80
	2845,85	18,76	392,00	44,00	79,00	514h58	515,00	9661,40
	5077,91	33,48	451,00			450h49	451,00	15099,48
	3078,09	20,29	121,00	85,00	187,00	392h03	393,00	7973,97
	2515,75	16,58	0,00	31,00	188,00	221h11	222,00	3680,76
	3706,35	24,43	754,00	378,00	404,00	1535h15	1536,00	37524,48
	1842,66	12,14			185,00	185h39	186,00	2258,04
	2015,57	13,28			687,00	687h08	688,00	9136,64

source : extraction tableau OONM

Des protocoles d'accord ont, en outre, été conclus pour trois salariés, dont la directrice de production et le directeur technique, qui ont respectivement perçu un rappel forfaitaire d'heures supplémentaires de 35 000 € et 60 000 €.

Les protocoles d'accord relatifs à ces deux salariés ne précisent pas le nombre d'heures et indiquent que les intéressés ont engagé courant juin 2012 des pourparlers pour obtenir le paiement d'heures supplémentaires qu'ils estimaient avoir effectué et qui ne leur auraient pas été payées. En préambule les protocoles soulignent que « L'employeur ne contestait pas que

²⁶ L'article L. 3121-22 du code du travail fixe les contreparties aux heures supplémentaires et la jurisprudence précise qu'un salarié n'a droit au paiement que des heures supplémentaires qui ont été accomplies avec l'accord au moins implicite de l'employeur (Soc. 20 mars 1980 : JS UIMM 1980. 412).

certaines heures supplémentaires pouvait être dues, mais sollicitait un délai pour pouvoir étudier le décompte fourni par le salarié, qui lui semblait excessif ».

Les trois protocoles d'accord ne précisent pas le nombre d'heures payées aux intéressés. Les états récapitulatifs de chaque badgeuse retracent un nombre d'heures respectif de 2 396 heures, 1 482 heures et 495 heures. Le nombre d'heures supplémentaires indiqué sur ces états est supérieur à celui qui semble avoir été payé à chaque employé, estimé, sur la base de leur salaire horaire respectif, à 2 056 heures, 1 209 heures et 308 heures. Aucune précision sur le calcul et la négociation du montant des sommes en cause n'a été apportée par l'OONM.

Ces protocoles d'accord ont été signés les 21 septembre et 30 octobre 2012 par le secrétaire général, qui ne détenait pourtant aucune délégation de signature pour engager juridiquement l'OONM. Aucun support de négociation n'a été produit et les protocoles ne mentionnent aucun chiffre relatif au nombre d'heures considérées.

7.6. Le plan de réduction des dépenses de personnel

L'OONM a pris conscience de la nécessité de redimensionner ses effectifs en fonction de son activité. Des réductions de postes sont envisagées par les départs volontaires de 19 salariés (6 musiciens, 10 administratifs et 3 techniciens), la réintégration de 8 salariés (6 techniciens et 2 administratifs) détachés de Montpellier Méditerranée Métropole, proches de la retraite, et la suppression de 7 postes gelés d'agents administratifs non pourvus. Au total, la réduction d'effectif porterait sur 32 postes, étant précisé qu'est prévue la création d'un poste de harpiste.

Six à sept personnes se portent actuellement volontaires, pour un objectif d'une dizaine de départs par an pendant trois ans. Le coût du plan de départs volontaires est évalué à 1,5 M€, en raison du coût élevé des licenciements et des ruptures conventionnelles prévus par les accords d'entreprise, à savoir par exemple de 80 000 à 110 000 € pour un musicien présent depuis la création de l'association.

Les salariés ayant prévu une reconversion ou la création d'une entreprise bénéficieraient du contrat de sécurisation professionnelle pour une durée maximale de 12 mois. Quant aux salariés pouvant prétendre à une retraite à taux plein, ils percevraient une indemnité égale à 150 % de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite, avec un « plancher » de 10 000 € pour ceux dont l'ancienneté est inférieure à 20 ans et de 15 000 € pour ceux dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 20 ans. Par ailleurs, des aides à la formation, à la création d'entreprise et à la mobilité géographique seraient mises en place.

Pour commencer à financer les indemnités des premiers départs et conserver une production lyrique fin 2015, l'association a mis en place un processus d'activité partielle en accord avec la DIRECCTE, du 1^{er} mars au 31 juillet 2015, qui est reconduit jusqu'en décembre 2015.

L'activité partielle est un dispositif qui permet aux entreprises confrontées à une conjoncture économique difficile de réduire temporairement leur activité (ici, il s'agit d'acter de la sous-activité), tout en assurant aux salariés une indemnisation en compensation de la perte de rémunération qui en découle et en garantissant à l'employeur une prise en charge partielle de cette indemnisation par l'État. La structure bénéficie d'une part d'une exonération des charges sur la rémunération versée au titre de l'activité partielle et d'autre part d'un remboursement de la DIRECCTE de 7,74 € de l'heure par salarié.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

La réduction du temps de travail est modulée en fonction des catégories : 10 % pour les techniciens et 20 % pour le personnel administratif pour perte de salaire de 3,4 % au maximum (1,7 % pour les techniciens de scène), 30 % pour les choristes et 40 % pour les musiciens (pour une perte de salaire de 4,5 % maximum).

Le dossier d'information / consultation du CHSCT d'avril 2015 précisait que le recours à l'activité partielle devait permettre de générer, du 1^{er} mars au 31 juillet 2015, une économie de 780 k€ dont 230 k€ d'aide de l'État. L'estimation de l'économie réalisée par l'association annoncée lors du conseil d'administration du 27 mai 2015 n'est plus que de 540 k€. Un certain nombre de salariés protégés ont refusé d'adhérer au dispositif.

Pour la deuxième période d'activité partielle applicable jusqu'en décembre, aucune réduction de salaire n'est opérée. L'accord de la DIRECCTE constitue une aide significative de l'État.

Selon l'OONM, les différents accords d'entreprise devraient, en outre, faire l'objet d'une renégociation, les économies envisagées pourraient s'élever à 500 000 €. Le plan de départ volontaire aurait atteint l'objectif fixé de 24 départs venant s'ajouter à la suppression de neuf postes gelés ou non pourvus, soit un total de 33 postes, cible fixée dans le plan de redressement soumis au conseil d'administration.

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

ANNEXES

Annexe 1

Dossier 034 OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LR
 GRAND LIVRE ANALYTIQUE

Page 1

Version 4.31.1 - Le 17/03/2015 à 12:01

Début d'exercice : 01/01/2014		Période Du : 01/01/2014 au 31/12/2014				Monnaie: Euros				
Critère 4 : DT DIRECTION TECHNIQUE										
Date	Jnl.	Libellé	C/partie	Ecriture	Plèce	Analytique	Débit	Crédit	Solde	P/L
60620000 ACHAT PETIT MATERIEL										
* 01/01/14 A1		RETIF CINTRE + PENDERIE PETIT MOBILIER	FRETIF	81675	140621	DSF CF PM DT	230,85		230,85	
* 14/01/14 T6		CADRES	53100000	78669		DSF CF PM DT	99,97		330,82	
* 21/01/14 A1		FRANKEL SCIERIE ATELIERS	FFRANKEL	79810	140197	DSF CF PM DT	108,40		439,22	
* 24/01/14 A1		ANNAUD BOIS TABLE REUNION DELT EIL	FARNAUD	79637	140105	DSF CF PM DT	76,87		516,09	
* 31/01/14 T6		SACS P/BOUTEILLES VINS	53100000	79451		DSF CF PM DT	28,97		543,06	
* 31/01/14 A1		PMS TABLES REUNION DELTEIL	FPMS	79760	140178	DSF CF PM DT	326,49		869,55	
* 31/01/14 A1		DAGTYL BUREAU PETIT MOBILIER PRE SENTOIR ...	FDACTYLB	79826	140216	DSF CF PM DT	284,04		1 153,59	
* 31/01/14 A1		BUREAU CITY SIEGE	FBURCIT	80139	140288	DSF CF PM DT	112,42		1 266,01	
* 03/02/14 A1		GRAVOLOGIC 2 PLAQUES PVC	FGRAVOLO	80347	140309	DSF CF PM DT	16,90		1 282,91	
* 20/02/14 A1		BOUDARD MULTIMETRE NUMERIQUE	FBOUDARD	80437	140370	DSF CF PM DT	40,08		1 322,99	
* 03/03/14 T6		FOURNITURES PEINTURE	53100000	80572		DSF CF PM DT	207,35		1 530,34	
* 19/03/14 A1		FRANKEL PETIT MOBILIER TABLETTES - SUPPORT LIVRES	FFRANKEL	81189	140506	DSF CF PM DT	329,75		1 860,09	
* 27/03/14 A1		BOITE RYTHMES BAGUETTES	FBOITERY	81421	140533	DAR CP PM DT	249,99		2 110,08	
* 03/04/14 T6		ETUI	53100000	81450		DSF CF PM DT	7,79		2 117,87	
* 12/05/14 A1		S2P PRO APPAREIL TEST CABLE TE MPO	FS2PPRO	82690	140857	DSF CF PM DT	102,20		2 220,16	
* 13/05/14 T6		CLES	53100000	82464		DSF CF PM DT	20,00		2 240,16	
* 13/05/14 T6		CAISSON	53100000	82469		DSF CF PM DT	157,54		2 397,70	
* 13/05/14 T6		MATERIEL	53100000	82469		DSF CF PM DT	80,79		2 478,49	
* 13/05/14 T6		GO SPORT	53100000	82471		DSF CF PM DT	16,64		2 503,13	
* 16/05/14 T6		CADDY DIFFUSION	53100000	82707		DSF CF PM DT	75,00		2 578,13	
* 22/05/14 T6		FOURNITURES	53100000	83339		DSF CF PM DT	55,83		2 633,96	
* 02/06/14 T6		SACS BOUTEILLES	53100000	83343		DSF CF PM DT	59,96		2 693,92	
* 04/06/14 T6		VISSEUSE	53100000	83344		DSF CF PM DT	107,50		2 801,42	
* 05/06/14 T6		CARTONS DEMENAGEMENT	53100000	83345		DSF CF PM DT	33,17		2 834,59	
* 18/06/14 T6		FOURNITURES	53100000	83337		DSF CF PM DT	88,79		2 923,38	
* 27/06/14 T6		THERMOMETRE	53100000	83751		DSF CF PM DT	60,00		2 983,38	
* 30/06/14 A1		BAURES 30 BADGES PM	FBAURES	84001	141112	DSF CF PM DT	221,80		3 204,98	
* 26/06/14 T6		TOILE CIREE	53100000	84893		DSF CF PM DT	12,07		3 217,05	
* 10/09/14 A1		RYTHMES ET SONS/ ACCESSOIRES	FRYTHMES	85597	141393	DAR CP PM DT	568,35		3 785,40	
* 12/09/14 T6		FOURNITURES FOIRE ASSOC	53100000	85212		DSF CF PM DT	169,83		3 946,23	
* 23/09/14 A1		IKEA/ PETIT MATERIEL	FIKEA	85603	141396	DSF CF PM DT	378,06		4 324,29	
* 25/09/14 A1		IKEA/ PETIT MATERIEL	FIKEA	85604	141397	DSF CF PM DT	377,00		4 702,03	
* 26/09/14 A1		IKEA/ ACHAT PETIT MATERIEL	FIKEA	85632	141410	DSF CF PM DT	749,06		5 451,15	
* 29/09/14 A1		LE GALLAIS/ TAMPONS BUDGET SEC URITE	FLEGALL	85856	141423	DSF BAT FS DT	83,00		5 534,15	
* 30/09/14 A1		IKEA/ ETENDOIIR MURAL	FIKEA	85836	141415	DSF CF PM DT	20,83		5 554,98	
* 01/10/14 A1		WURTH/ AGRAPIES	FWURTH	86255	141500	DSF CF PM DT	155,96		5 710,94	
* 01/10/14 A1		KOLBE/HG/ PERCUSSIONS	FCOE	86692	141500	DAR CP PM DT	118,00		5 828,94	
* 20/10/14 T6		CABLES	53100000	86466		DSF CF PM DT	61,96		5 890,90	
* 22/10/14 OD		RETIF COMPLEMENT FACTURE	FRETIF	86409		DSF CF PM DT	16,50		5 907,40	
* 23/10/14 A1		IMAGES PHOTO/ TIRAGES	FIMAGESP	86574	141562	DSF CF PM DT	15,32		5 923,32	
* 31/10/14 A1		ACS/ MATERIEL SON	FACS	86827	141618	DSF BAT PM DT	488,65		6 412,17	
* 08/12/14 A1		RETIF/ CINTRES	FRETIF	89571	142006	DSF CF PM DT	249,81		6 660,98	
SUR LA PERIODE							6 660,98	0,00	6 660,98	
60630000 ACHAT FOURN D'ENTRETIEN										
* 03/01/14 A1		IGUAL PRODUIT ENTRETIEN	FIGUAL	78453	140007	DSF BAT ER DT	195,90		195,90	
* 14/01/14 A1		LERROY MERLIN CLE AMOLETTE-PIN CEAU-PINCE...	FLEROYM	79528	140051	DSF BAT PM DT	132,20		328,10	
* 17/01/14 A1		PROTECS SUR CLEF	FPROTECS	79585	140081	DSF BAT PM DT	24,06		352,24	
* 17/01/14 A1		PROTECS FERME PORTE ENTREE	FPROTECS	79587	140082	DSF BAT PM DT	200,58		552,82	
* 20/01/14 A1		LERROY MERLIN ETAGERES+MECHES+CHEVILLES ...	FLEROYM	79609	140093	DSF BAT PM DT	129,00		681,82	
* 25/01/14 A1		PROTECS SUR 8 CLEFS	FPROTECS	79678	140123	DSF BAT PM DT	32,08		713,90	
* 27/01/14 A1		IGUAL PRODUIT ENTRETIEN	FIGUAL	79680	140127	DSF BAT ER DT	564,20		1 278,10	
* 31/01/14 A1		BOUDARD CABLAGE BUREAUX EQUIPEMENT + PETIT MOBILIER CONVECTEUR + LAMPES	FBOUDARD	79786	140188	DSF BAT PM DT	819,63		2 097,79	
* 31/01/14 A1		ANGLES CIMAISES + CROCHETS	FANGLES	79881	140255	DSF BAT PM DT	53,84		2 151,63	
* 07/02/14 A1		PROTECS SUR CLE ACCES WELCOMED	FPROTECS	79874	140249	DSF BAT PM DT	16,04		2 167,67	
* 07/02/14 A1		PROTECS SUR FOUILLOT + CLE	FPROTECS	79875	140250	DSF BAT PM DT	77,04		2 244,71	
* 11/02/14 A1		LERROY MERLIN REGIE OR COLLETS/SPATULE/CUTTER/GANTS	FLEROYM	80133	140292	DSF BAT PM DT	142,08		2 386,79	
* 17/02/14 A1		LERROY MERLIN WC JEUNE PUBLIC	FLEROYM	80144	140304	DSF BAT PM DT	44,13		2 430,92	
* 19/02/14 A1		VIVCONIS DESINSECTISATION + DERATISATION	FVIVEONI	80705	140428	DSF BAT PM DT	563,00		2 993,92	
* 22/02/14 A1		PROTECS SUR CLEFS JEUNE PUBLIC	FPROTECS	80390	140349	DSF BAT PM DT	8,02		3 001,94	
* 27/02/14 T6		AMPOULES	53100000	80939		DSF BAT PM DT	6,66		3 008,60	
* 28/02/14 A1		PMS CLEF SECU TRAPPE RESERVE EAU	FPMS	80512	140373	DSF BAT PM DT	59,22		3 067,82	
* 28/02/14 A1		ANGLES QUINCAILLERIE CROCHETTESUIL + POMPE MASTIC ...	FANGLES	80706	140429	DSF BAT PM DT	211,09		3 278,91	
* 03/03/14 A1		BOIS D'OC DECOUPE BOIS - CONTREPLAQUE	FBOIS	80518	140381	DSF BAT PM DT	312,49		3 591,40	
* 11/03/14 A1		IGUAL PRODUIT ENTRETIEN	FIGUAL	80959	140455	DSF BAT ER DT	785,12		4 376,52	
* 27/03/14 A1		PROTECS SUR EQUIPEMENT SERRURE	FPROTECS	81495	140553	DSF BAT PM DT	1 453,03		5 829,55	
* 27/03/14 A1		PROTECS SUR CADENAS + CLEF	FPROTECS	81496	140554	DSF BAT PM DT	12,93		5 842,48	
* 31/03/14 A1		ESL EQUIP LOCAL TECHNI	FESL	81500	140563	DSF BAT PM DT	277,93		6 120,41	
* 31/03/14 A1		COTTE-MARTINON REFECTION BANQUETTES	FCOTTEMA	81595	140567	DSF BAT PM DT	120,14		6 240,55	

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Dossier 034 OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LR
 GRAND LIVRE ANALYTIQUE

Page 2

Version 4.31.1 - Le 17/03/2015 à 12:01

Début d'exercice : 01/01/2014 Période Du : 01/01/2014 au 31/12/2014 Monnaie: Euros

Critère 4 : DT DIRECTION TECHNIQUE									
Date	Jnl.	Libellé	C/partie	Ecriture	Plèce	Analytique	Débit	Crédit	Solde
60630000 (Suite...)									P/L
* 31/03/14 A1		BOUDARD BLOCS OPTIQUES	FBOUDARD	81596	140560	DSF BAT PM DT	290,74		6 521,29
* 31/03/14 A1		ANGLES REGIE OR - SECURITE - D ANZAS -	FANGLES	81648	140608	DSF BAT PM DT	145,07		6 666,36
* 03/04/14 T6		MERCERIE	S3100000	81441		DSF BAT PM DT	9,20		6 675,56
* 09/04/14 A1		LEROY MERLIN PORTE JOINTS DIRECTION	FLEROYMER	81710	140645	DSF BAT PM DT	27,30		6 702,86
* 11/04/14 A1		PROTEC SUR CLEFS BILLETTERIE	FPROTECS	82081	140722	DSF BAT PM DT		16,04	6 718,90
* 18/04/14 A1		BOUDARD EQUIPEMENT ELEC OP	FBOUDARD	83055	140909	DSF BAT PM DT		312,08	7 030,98
* 28/04/14 A1		LEROY MERLIN REPARATION BOUCHE S	FLEROYMER	82353	140745	DSF BAT PM DT		27,42	7 058,40
* 28/04/14 A1		COTET REFLECTION RABAT	FCOTET	82391	140784	DSF BAT PM DT		15,74	7 074,14
* 30/04/14 A1		BOUDARD CABLE	FBOUDARD	82373	140759	DSF BAT PM DT		18,90	7 093,04
* 30/04/14 A1		BOUDARD LAMPES OPERA	FBOUDARD	82373	140759	DSF BAT PM DT		217,94	7 310,98
* 30/04/14 A1		BOUDARD ECLAIRAGE OP	FBOUDARD	82373	140759	DSF BAT PM DT		162,51	7 473,49
* 30/04/14 A1		BOUDARD PLATINE COMPLETE	FBOUDARD	82373	140759	DSF BAT PM DT		44,74	7 518,23
* 30/04/14 A1		BOUDARD REGUL MATERIEL	FBOUDARD	82373	140759	DSF BAT PM DT		11,30	7 529,53
* 30/04/14 A1		ESL EQUIPEMENT BUREAU DIRECTION RIDEAUX	FESL	82390	140783	DSF BAT PM DT		159,52	7 689,05
* 30/04/14 A1		HP DIFFUSION PRODUIT ENTRETIEN	FHPDIFFU	82394	140787	DSF BAT ER DT		510,39	8 199,44
* 30/04/14 A1		ANGLES LOGES GD SALLE GROCHET - EQUERRES	FANGLES	82520	140803	DSF BAT PM DT		35,75	8 235,19
* 30/04/14 A1		ANGLES CREMONE-POIGNES COMPTA	FANGLES	82520	140803	DSF BAT PM DT		32,43	8 267,62
* 09/05/14 A1		PROTEC SUR CLE PLATE	FPROTECS	82542	140825	DSF BAT PM DT		8,02	8 275,64
* 13/05/14 T6		VINAIGRE	S3100000	82473		DSF BAT PM DT		3,70	8 279,33
* 13/05/14 A1		IGUAL PRODUIT ENTRETIEN	FIGUAL	82693	140858	DSF BAT ER DT		919,66	9 199,00
* 20/05/14 A1		LEROY MERLIN RIDEAUX DIRECTION TECH - PEINTURE REGIE - COMPTA	FLEROYMER	82824	140876	DSF BAT PM DT		43,09	9 242,09
* 20/05/14 A1		IGUAL PRODUIT ENTRETIEN	FIGUAL	83061	140914	DSF BAT ER DT		11,84	9 254,92
* 30/05/14 A1		PROTEC SUR 3 CLEFS	FPROTECS	83046	140897	DSF BAT PM DT		12,03	9 266,95
* 30/05/14 A1		ESL RIDEAUX BUREAU DIRECTION	FESL	83118	140931	DSF BAT PM DT		42,00	9 308,95
* 31/05/14 A1		ANGLES OUTILLAGE	FANGLES	83131	140946	DSF BAT PM DT		229,89	9 538,74
* 31/05/14 A1		DROUSSOUS&CALMELS PORTE LOGES SCENE	FDRUSSO	83354	140963	DSF BAT PM DT		30,00	9 570,74
* 03/06/14 A1		LEROY MERLIN BUREAU DIRECTION	FLEROYMER	83128	140943	DSF BAT PM DT		110,70	9 681,44
* 11/06/14 A1		IGUAL PRODUIT ENTRETIEN	FIGUAL	83359	140983	DSF BAT ER DT		599,73	10 281,17
* 13/06/14 A1		PROTECS SUR CADENAS	FPROTECS	83510	140999	DSF BAT PM DT		9,17	10 290,34
* 30/06/14 A1		ESL RIDEAUX LOCAL MAINTENANCE	FESL	83955	141061	DSF BAT PM DT		70,49	10 360,83
* 30/06/14 A1		BOUDARD FICHES BANANE + CLES	FBOUDARD	83967	141062	DSF BAT PM DT		63,73	10 424,56
* 30/06/14 A1		ANGLES OUTILLAGE	FANGLES	84153	141155	DSF BAT PM DT		92,79	10 517,35
* 04/07/14 A1		PROTEC SUR CLEFS - GRAVURE - F ERME PORTES ...	FPROTECS	84157	141158	DSF BAT PM DT		133,75	10 651,10
* 07/07/14 A1		LEROY MERLIN PLOMBERIE WC	FLEROYMER	84399	141212	DSF BAT PM DT		110,26	10 761,36
* 31/07/14 A1		BOUDARD MAT + LAMPES REGUL	FBOUDARD	84850	141231	DSF BAT PM DT		1 043,86	11 805,22
* 26/08/14 A1		IGUAL PRODUITS ENTRETIEN	FIGUAL	84928	141278	DSF BAT ER DT		556,01	12 361,23
* 28/08/14 A1		PROTECSUR 7 CLEFS	FPROTECS	84950	141290	DSF BAT PM DT		28,07	12 389,30
* 28/08/14 A1		PROTECSUR 5 PASSES ELECTRICIEN S	FPROTECS	84951	141291	DSF BAT PM DT		20,95	12 410,25
* 28/08/14 A1		PROTEC SUR PLAQUE BILLETTERIE	FPROTECS	84952	141292	DSF BAT PM DT		351,17	12 761,42
* 08/09/14 A1		LEROY MERLIN BUREAU PROD	FLEROYMER	85173	141327	DSF BAT PM DT		79,74	12 841,16
* 09/09/14 A1		VIVEONIS INTERVENTION 01/09/2 14	FVIVEONI	86038	141464	DSF BAT PM DT		563,00	13 404,16
* 12/09/14 A1		PROTEC SUR	FPROTECS	85300	141344	DSF BAT PM DT		16,04	13 420,20
* 12/09/14 A1		PROTECSUR 10 CLEFS	FPROTECS	85301	141343	DSF BAT PM DT		40,10	13 460,30
* 12/09/14 A1		KILOUTOU/SHAMPOING MOQUETTE O PJ	FKILOUTO	85512	141380	DSF BAT PM DT		101,16	13 561,46
* 15/09/14 A1		BLANCOLOR BUREAU PRODUCTION	FDEGOSTO	85243	141347	DSF BAT PM DT		466,52	14 028,00
* 17/09/14 A1		LEROY MERLIN ATELIER COUTURE	FLEROYMER	85483	141366	DSF CF PM DT		39,61	14 067,61
* 19/09/14 A1		IGUAL PRODUITS ENTRETIEN 09	FIGUAL	85517	141383	DSF BAT ER DT		697,71	14 765,32
* 23/09/14 A1		IGUAL/PELLE ET BALAYETTE	FIGUAL	85622	141399	DSF BAT ER DT		1,76	14 767,08
* 30/09/14 A1		COTTE MARTINON/FOURN TECHNIQUE	FCOTTEMA	85852	141421	DSF BAT PM DT		397,01	15 164,09
* 30/09/14 A1		BOUDARD/MAT ELECTRIQUE	FBOUDARD	85859	141426	DSF BAT PM DT		2 026,24	17 190,33
* 30/09/14 A1		POINT P CHANTIER PRODUCTION	FPOINTP	86039	141465	DSF BAT PM DT		217,96	17 408,29
* 01/10/14 A1		LES ANGES/ BUREAU HELAYEL	FANGLES	86110	141478	DSF BAT PM DT		94,75	17 503,04
* 01/10/14 A1		LES ANGES OUTILLAGE PRODUCTION	FANGLES	86110	141478	DSF BAT PM DT		43,20	17 546,24
* 01/10/14 A1		LES ANGES/ FOURN COUTURE/PROD	FANGLES	86110	141478	DSF BAT PM DT		15,12	17 561,36
* 01/10/14 A1		ESL LEATHIERMAN charge abx 18	FESL	86777	141429	DSF CF PM DT		4,50	17 565,86
* 01/10/14 A1		ESL FOURN TECHNIQUE	FESL	86777	141429	DSF BAT PM DT		1 980,02	19 545,88
* 14/10/14 A1		IGUAL/ PROD ENTRETIEN 10	FIGUAL	86267	141507	DSF BAT ER DT		193,52	19 739,40
* 15/10/14 A1		CLEFOR/ CLES DIVERSES CORUM	FCLEFOR	86260	141504	DSF BAT PM DT		357,06	20 096,46
* 24/10/14 T6		PRODUITS ENTRETIEN	S3100000	86641		DSF BAT PM DT		180,31	20 276,77
* 24/10/14 A1		WELCOME OFFICE/ CORBEILLE PAPI ER	FWELOFFI	86500	141566	DSF BAT ER DT		35,41	20 312,18
* 24/10/14 A1		WELCOME OFFICE/ CORBEILLE PAPI ER	FWELOFFI	86581	141567	DSF BAT ER DT		84,50	20 396,68
* 31/10/14 A1		BOUDARD/MULTICONTROLEUR	FBOUDARD	86778	141603	DSF BAT PM DT		270,40	20 667,08
* 31/10/14 A1		BOUDARD/MATERIEL ELECTRIQUE	FBOUDARD	86778	141603	DSF BAT PM DT		201,04	20 868,12
* 31/10/14 A1		BOUDARD/ DISJONCTEUR	FBOUDARD	86778	141603	DSF BAT PM DT		223,95	21 092,07
* 31/10/14 A1		BOUDARD/ comp hors ldx	FBOUDARD	86778	141603	DSF BAT PM DT		275,63	21 367,70
* 31/10/14 A1		COTTE MARTINON/ TISSU	FCOTTEMA	86804	141605	DSF BAT PM DT		301,04	21 668,74
* 31/10/14 A1		BAURES/ BADGES X30	FBAURES	86820	141619	DSF BAT PM DT		44,70	21 713,44
* 31/10/14 A1		BAURES/ AVOIR BADGES	FBAURES	86820	141619	DSF BAT PM DT		180,70	21 894,14
* 31/10/14 A1		LES ANGES/ CIMAISES-BOULETTES	FANGLES	87017	141645	DSF BAT PM DT			21 765,60
* 31/10/14 A1		ESL FACT BDC 14107/ 1401	FESL	87200	141627	DSF CF PM DT		183,45	21 949,05
* 04/11/14 A1		LEROY MERLIN/ BRICOLAGE	FLEROYMER	86841	141624	DSF BAT PM DT		366,34	22 315,39
* 07/11/14 A1		PROTECSUR/ CLEF ET PLAQUE	FPROTECS	87030	141655	DSF BAT PM DT		95,66	22 411,05
								61,52	22 472,57

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Dossier 034 OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LR
 GRAND LIVRE ANALYTIQUE

Page 3

Version 4.31.1 - Le 17/03/2015 à 12:01

Début d'exercice : 01/01/2014 Période Du : 01/01/2014 au 31/12/2014 Monnaie: Euros

Critère 4 : DT DIRECTION TECHNIQUE										
Date	Jnl.	Libellé	C/partie	Ecriture	Plèce	Analytique	Débit	Crédit	Solde	P/L
60630000 (Suite...)										
* 10/11/14 A1	IGUAL/ FOURN ENTRETIEN	FIGUAL	87029	141654	DSF BAT ER DT	785,10			23 237,67	
* 13/11/14 A1	SETON/ COLLECT Gobelets	FSETON	87237	141685	DSF BAT ER DT	131,75			23 359,42	
* 14/11/14 T6	FOURNITURES ENTRETIEN	53100000	87369		DSF BAT PM DT	39,09			23 408,51	
* 21/11/14 A1	PROTECTOR/ CLEFS	FPROTECS	87273	141716	DSF BAT PM DT	20,05			23 428,56	
* 24/11/14 T6	FOURNITURES ENTRETIEN	53100000	87367		DSF BAT PM DT	35,90			23 464,46	
* 28/11/14 A1	ESL FACT DIV BDC 129	FESL	87701	141762	DSF BAT PM DT	161,66			23 626,12	
* 28/11/14 A1	ESL FACT DIV BDC 122	FESL	87701	141762	DSF BAT PM DT	472,64			24 098,76	
* 28/11/14 A1	ESL FACT DIV BDC 1481	FESL	87701	141762	DSF BAT PM DT	331,34			24 430,10	
* 30/11/14 A1	COTTE MARTINON/ TOILE ET FIL	FCOTTEMA	87596	141760	DSF BAT PM DT	99,40			24 529,50	
* 30/11/14 A1	LES ANGLES/ DIVERS FOURNITURES	FANGLES	87788	141022	DSF BAT PM DT	72,43			24 601,93	
* 09/12/14 A1	IGUAL/ FOURN ENTRETIEN	FIGUAL	87908	141046	DSF BAT ER DT	419,93			25 021,86	
* 10/12/14 A1	LEROY MERLIN	FLEROYM	88008	141860	DSF BAT PM DT	106,78			25 128,62	
* 15/12/14 A1	MIRICHAU/ ACHAT CONTACTEUR	FMIRICHA	87995	141869	DSF BAT PM DT	14,50			25 143,12	
* 16/12/14 A1	LEROY MERLIN	FLEROYM	88242	141880	DSF BAT PM DT	31,37			25 174,49	
* 23/12/14 A1	COTET	FCOTET	88286	141921	DSF BAT PM DT	13,00			25 187,49	
* 30/12/14 A1	LES ANGLES/ DIVERS FOURNITURES	FANGLES	88728	141965	DSF BAT PM DT	85,50			25 273,07	
* 31/12/14 A1	BOUDARD FOURNITURES ELEC	FBOUDARD	88520	141941	DSF BAT PM DT	228,12			25 501,19	
* 31/12/14 A1	PMS/ CORNIERES	FPMS	88541	141947	DSF BAT PM DT	30,62			25 531,81	
* 31/12/14 A1	COTTE MARTINON RIDEAUX SERV PR OD	FCOTTEMA	88548	141952	DSF BAT PM DT	32,00			25 563,81	
* 31/12/14 A1	MILELEC MAINTENANCE	FMILELEC	89097	141990	DSF BAT PM DT	395,20			25 959,01	
* 31/12/14 OS	P/REH/ISE FNP COTTE MARTINON	10800000	89504		DSF BAT PM DT		62,08		25 896,93	
SUR LA PERIODE							26 100,71	211,70	25 096,93	
60640000 ACHAT FOURN ADMINISTRAT										
* 31/01/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	79826	140218	DSF CF FB DT	618,72			618,72	
* 31/01/14 A1	PITNEY BOWES CARTOUCHE MACHINE AFF	FSECAP	79827	140219	DSF CF FB DT	289,00			907,72	
* 31/01/14 A1	BURO CITY PAPETERIE	FBUROCIT	80135	140294	DSF CF FB DT	495,47			1 403,19	
* 31/01/14 A1	BURO CITY PAPETERIE	FBUROCIT	80136	140295	DSF CF FB DT	102,14			1 505,33	
* 31/01/14 A1	BURO CITY PAPETERIE	FBUROCIT	80137	140296	DSF CF FB DT	237,00			1 742,33	
* 31/01/14 A1	BURO CITY PAPETERIE	FBUROCIT	80138	140297	DSF CF FB DT	192,35			1 934,68	
* 05/02/14 A1	DACTYL BURO AVOIR POST-IT	FDACTYLB	79864	140239	DSF CF FB DT		43,32		1 991,36	
* 04/03/14 T6	FEUILLES	53100000	80574		DSF CF FB DT	8,00			1 999,36	
* 04/03/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	80708	140431	DSF CF FB DT	954,24			2 853,60	
* 11/03/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	80964	140460	DSF CF FB DT	15,60			2 869,20	
* 18/03/14 T6	STYLOS	53100000	80945		DSF CF FB DT	3,90			2 873,10	
* 19/03/14 A1	DACTYL BUREAU AVOIR PENTEX MIC RO	FDACTYLB	81187	140504	DSF CF FB DT		29,40		2 843,70	
* 01/04/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	82706	140609	DSF CF FB DT	890,36			3 734,06	
* 10/04/14 T6	AGENDAS	53100000	81772		DSF CF FB DT	25,80			3 759,86	
* 16/04/14 A1	SOUJIE ENVELOPPES - POCHETTES - LETTRES - CARTES	FSOUJIE	82037	140691	DSF CF IMP DT	1 630,00			5 389,86	
* 17/04/14 T6	CARTONS INVITATIONS	53100000	81075		DSF CF FB DT	13,75			5 403,41	
* 23/04/14 T6	FOURNITURES BUREAU	53100000	81964		DSF CF FB DT	13,50			5 416,91	
* 30/04/14 A1	DACTYL BURO RAMETTE PAPETERIE	FDACTYLB	82397	140792	DSF CF FB DT	804,94			6 221,85	
* 12/05/14 T6	AGENDAS	53100000	82475		DSF CF FB DT	10,75			6 232,60	
* 19/05/14 T6	AGENDA	53100000	82641		DSF CF FB DT	40,92			6 273,52	
* 31/05/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	83135	140953	DSF CF FB DT	453,26			6 726,78	
* 20/06/14 T6	ELASTIQUES	53100000	83590		DSF CF FB DT	5,20			6 731,98	
* 20/06/14 T6	FOURNITURES BUREAU	53100000	83591		DSF CF FB DT	90,32			6 820,30	
* 24/06/14 A1	AFLPH PAPETERIE	FAFLPH	83874	141064	DSF CF FB DT	695,40			7 525,70	
* 30/06/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	83980	141103	DSF CF FB DT	374,17			7 899,87	
* 30/06/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	83980	141103	DSF CF FB DT	245,59			8 145,46	
* 30/06/14 A1	DACTYL BURO PAPETERIE	FDACTYLB	83980	141103	DSF CF FB DT	63,15			8 208,61	
* 04/07/14 A1	DESIGN FORMES CHAISES PETIT MO BILIER	FDESIGNF	84217	141180	DSF CF FB DT	2 451,57			10 660,18	
* 23/07/14 A1	SOUJIE PORTE BILLETS + CARTES	FSOUJIE	84875	141245	DSF CF IMP DT	1 730,00			12 390,18	
* 31/07/14 A1	DACTYL BUREAU	FDACTYLB	84857	141233	DSF CF FB DT	980,20			13 370,38	
* 28/08/14 T6	BLOCS BILLETTERIE	53100000	85210		DSF CF FB DT	7,47			13 377,85	
* 31/08/14 A1	DACTYL BURO 09 PARTIE 1	FDACTYLB	84980	141297	DSF CF FB DT	485,02			13 862,87	
* 10/09/14 A1	SOUJIE/ ENVELOPPES CARTES TRAC TS	FSOUJIE	85183	141337	DSF CF IMP DT	1 750,00			15 612,87	
* 16/09/14 A1	RUE COMMERCE/ EGAN LOPEZ	FRIEGOM	85249	141352	DSF CF FB DT	158,25			15 771,12	
* 17/09/14 T6	COLLE	53100000	85213		DSF CF FB DT	16,21			15 787,33	
* 30/09/14 A1	DACTYL BURO FOURNITURES 09	FDACTYLB	85949	141445	DSF CF FB DT	411,40			16 198,73	
* 30/09/14 A1	DACTYL BUREAU	FDACTYLB	85982	141458	DSF CF FB DT	1 303,65			17 502,38	
* 02/10/14 A1	DACTYL BURO FOURNITURES 09	FDACTYLB	85961	141457	DSF CF FB DT	33,76			17 536,14	
* 08/10/14 T6	FOURNITURES	53100000	86142		DSF CF FB DT	125,08			17 661,22	
* 14/10/14 T6	FOURNITURES	53100000	86143		DSF CF FB DT	31,75			17 692,97	
* 15/10/14 A1	AGENPA/ RELIURE SPIRALE	FAGENPA	86402	141536	DSF CF FB DT	1 088,18			19 501,15	
* 15/10/14 A1	SECAP - PITNEY BOWES FOURNITUR ES	FSECAP	86499	141539	DSF CF FB DT	320,50			19 901,65	
* 31/10/14 A1	DACTYL BURO/ FOURNITURES 10	FDACTYLB	87000	141637	DSF CF FB DT	339,78			20 241,43	
* 31/10/14 A1	DACTYL BURO/ DIABLE+PAPIER	FDACTYLB	87000	141637	DSF CF FB DT	257,15			20 498,58	
* 31/10/14 A1	DACTYL BURO/ FOURNITURES	FDACTYLB	87000	141637	DSF CF FB DT	180,90			20 679,48	
* 31/10/14 A1	CORPORATE STAPLES PETIT MODIL IER	FCORPORA	87006	141640	DSF CF FB DT	155,14			20 834,62	
* 30/11/14 A1	DACTYL BURO/ FOURN 11	FDACTYLB	87773	141800	DSF CF FB DT	769,20			21 603,82	
* 30/11/14 A1	DACTYL BURO/ TONER	FDACTYLB	87773	141800	DSF CF FB DT	449,07			22 052,89	
* 22/12/14 A1	AGENPA/ AVOIR DECEMBRE	FAGENPA	88277	141913	DSF CF FB DT		1 881,98		20 171,71	
* 31/12/14 A1	DACTYL BURO/ RAMETTES FOURNITU RES	FDACTYLB	88753	141974	DSF CF FB DT	271,45			20 443,16	

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Dossier 034 OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LR
 GRAND LIVRE ANALYTIQUE

Page 4

Version 4.31.1 - Le 17/03/2015 à 12:01

Début d'exercice : 01/01/2014 Période Du : 01/01/2014 au 31/12/2014 Monnaie: Euros

Critère 4 : DT DIRECTION TECHNIQUE

Date	Jnl.	Libellé	C/partie	Ecriture	Plèce	Analytique	Débit	Crédit	Solde	P/L
60640000		(Suite...)								
		SUR LA PERIODE					22 397,06	1 954,70	20 443,16	
60655000		LINGE & VETEM. TRAVAIL								
* 28/01/14 A1		ESCASSUT PARKA NOIR HABILLEMEN	FESCASSU	79754	140169	DSF CF VT DT	79,50		79,50	
* 30/01/14 A1		BAURES AVOIR HABILLEMENT GENOU	FBAURES	79742	140170	DSF CF VT DT		100,00	-100,50	
* 30/01/14 A1		BAURES AVOIR HABILLEMENT PARKA	FBAURES	79743	140169	DSF CF VT DT		153,00	-253,50	
		TIMBERLAND								
* 31/01/14 A1		BAURES PARKA HABILLEMENT	FBAURES	79823	140195	DSF CF VT DT	337,00		83,50	
* 28/02/14 A1		BAURES HABILLEMENT PARKA TIMBE	FBAURES	80701	140425	DSF CF VT DT	184,00		287,50	
		RLAND								
* 18/06/14 A1		ESCASSUT VET 3 COSTUMES PRO	FESCASSU	83528	141016	DSF CF VT DT	1 003,16		1 350,66	
* 18/07/14 A1		ESCASSUT HABILLEMENT	FESCASSU	84323	141192	DSF CF VT DT	370,27		1 726,93	
* 31/07/14 A1		ESCASSUT 7 GANTS TIMBERLAND	FESCASSU	84836	141223	DSF CF VT DT	540,00		2 266,93	
* 27/08/14 A1		ESCASSUT HABILLEMENT VESTE - P	FESCASSU	84912	141270	DSF CF VT DT	1 128,81		3 395,74	
		ANTALON								
* 23/09/14 A1		ESCASSUT VETEMENT TRAVAIL MENA	FESCASSU	85529	141390	DSF CF VT DT	5 770,24		9 171,98	
		GE - SCENE - REGIE								
* 18/10/14 A1		ESCASSUT ACHAT PARKA	FESCASSU	86338	141519	DSF CF VT DT	315,20		9 487,18	
		SUR LA PERIODE					9 820,18	333,00	9 407,18	
60660000		FOURNITURES MEDICALES								
* 05/05/14 T6		PHARMACIE	53100000	82479		DSF CF FD DT	16,19		16,19	
* 25/07/14 T6		PHARMACIE	53100000	84097		DSF CF FD DT	4,04		20,23	
* 01/10/14 A1		PHARMACIE THEATRE FOURNITURES	FPHARMAC	09204	142000	DSF CF FD DT	125,34		145,57	
		MEDICALES								
* 31/12/14 OD		FNP PHARMACIE THEATRE/DIVERS	40000000	09176		DSF CF FD DT	57,85		203,42	
		SUR LA PERIODE					203,42	0,00	203,42	
60681000		ACHATS BUD SCENIQUE								
* 21/01/14 A1		MICRO DIRECT SCENIQUE SAMSUNG	FMICROD	70584	140080	DAR CP SC DT	97,05		97,05	
		A40 + DDUR								
* 22/01/14 A1		MILELEC SCENIQUE 2 CASQUES SAN	FMILELEC	79643	140100	DAR CP SC DT	638,44		735,49	
		S FIL JABRA PRO								
* 22/01/14 A1		MILELEC SCENIQUE 2 CASQUES SAN	40000000	79643	140100	DAR CP SC DT		638,44	97,05	
		S FIL JABRA PRO								
* 22/01/14 A1		MILELEC SCENIQUE MATERIEL CABL	FMILELEC	79644	140107	DAR CP SC DT	3 914,22		4 011,27	
		AGE								
* 22/01/14 A1		MILELEC SCENIQUE MATERIEL CABL	40000000	79644	140107	DAR CP SC DT		3 914,22	97,05	
		AGE								
* 30/01/14 A1		ESL SCENIQUE DRISSE + ADVANCE	FESL	79747	140161	DAR CP SC DT	1 616,17		1 715,22	
		+ LAMPE + CORDAGE								
* 31/01/14 A1		TEXEN SCENIQUE OPTURATEUR + TE	FTEXEN	79824	140216	DAR CP SC DT	416,36		2 131,58	
		LECOMMANDE								
* 28/02/14 A1		ESL SCENIQUE CONGO	FESL	80513	140378	DAR CP SC DT	684,65		2 816,23	
* 06/03/14 A1		MICRO DIRECT ECRAN JEU D ORQUE	FMICROD	80702	140422	DAR CP SC DT	100,76		2 916,99	
		S SCENIQUE								
* 13/03/14 A1		ESL AVOIR SUR BDC 14030 MAT ELEC	FESL	80966	140461	DAR CP SC DT		93,52	2 023,47	
		LEGT SCENIQUE								
* 26/03/14 A1		ACS SCENIQUE CABLE + VIS + COU	FACS	81500	140558	DAR CP SC DT	1 475,10		4 298,57	
		SSIN								
* 28/03/14 A1		PANADIFFUSION CARTE VIDEO PUPPI	FPANADIF	81497	140555	DAR CP SC DT	463,00		4 761,57	
		TRE LUMIERE								
* 29/03/14 A1		TOUTE ELECTRONIQUE SCENIQUE MA	FELECTRO	81473	140549	DAR CP SC DT	41,60		4 803,17	
		T ELEC								
* 31/03/14 A1		ESL SCENIQUE MAT ELEC	FESL	81590	140563	DAR CP SC DT	1 380,91		6 184,08	
* 31/03/14 A1		TEXEN SCENIQUE GELATINES - LAM	FTEXEN	81629	140592	DAR CP SC DT	710,40		6 902,48	
		PES - RALLONGES								
* 31/03/14 A1		TEXEN SCENIQUE GELATINES - LAM	FTEXEN	81630	140593	DAR CP SC DT	161,06		7 063,54	
		PES - RALLONGES								
* 31/03/14 A1		TEXEN SCENIQUE GELATINES - LAM	FTEXEN	81631	140594	DAR CP SC DT	127,42		7 190,96	
		PES - RALLONGES								
* 31/03/14 A1		TEXEN SCENIQUE GELATINES - LAM	FTEXEN	81635	140595	DAR CP SC DT	62,30		7 253,26	
		PES - RALLONGES								
* 31/03/14 A1		TEXEN SCENIQUE GELATINES - LAM	FTEXEN	81636	140596	DAR CP SC DT	62,38		7 315,64	
		PES - RALLONGES								
* 31/03/14 A1		TEXEN SCENIQUE GELATINES - LAM	FTEXEN	81637	140597	DAR CP SC DT	400,51		7 724,23	
		PES - RALLONGES								
* 31/03/14 A1		TEXEN SCENIQUE GELATINES - LAM	FTEXEN	81638	140598	DAR CP SC DT	191,51		7 915,74	
		PES - RALLONGES								
* 31/03/14 A1		ANGLES SCENIQUE ROULETTE - COR	FANGLES	81648	140608	DAR CP SC DT	51,53		7 967,27	
		PS BOULON - RONDELLE								
* 07/04/14 A1		FRAS REMOT J. GRIDAL SCENIQUE	42101300	81654	140613	DAR CP SC DT	109,03		8 077,10	
		BRICO DEPOT								
* 09/04/14 A1		ARNAUD BOIS SCENIQUE CALE FOSS	FARNAUDB	81709	140644	DAR CP SC DT	28,98		8 106,08	
		E								
* 18/04/14 A1		IMAGES PHOTO PANASONIC LUMIX	FIMAGESP	83054	140908	DAR CP SC DT	649,00		8 755,08	
		- NIKON COMPACT COOLPIX SCENIQ								
		UE								
* 24/04/14 A1		PHARMACIE THEATRE SCENIQUE	FPHARMAC	82537	140019	DAR CP SC DT	434,52		9 249,60	
* 28/04/14 A1		NICOLIN MATERIEL SCENIQUE MAT	FNICOLMA	82502	140756	DAR CP SC DT	761,66		10 011,26	
		ERIEL								
* 30/04/14 A1		OVERLINE SYSTEMS BATTERIE SCEN	FOVERSYS	82358	140740	DAR CP SC DT	157,50		10 168,76	
		IQUE								
* 30/04/14 A1		PMS SCENIQUE TOLE - RONDIN	FPMIS	82359	140749	DAR CP SC DT	110,14		10 278,90	

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Dossier 034 OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LR
 GRAND LIVRE ANALYTIQUE

Page 5

Version 4.31.1 - Le 17/03/2015 à 12:01

Début d'exercice : 01/01/2014 Période Du : 01/01/2014 au 31/12/2014 Monnaie: Euros

Critère 4 : DT DIRECTION TECHNIQUE

Date	Jnl.	Libellé	C/partie	Ecriture	Plèce	Analytique	Débit	Crédit	Solde	P/L
60681000 (Sulte...)										
* 30/04/14	A1	ESL SCENIQUE 30 FICHES - ADVAN	FESL	82390	140783	DAR CP SC DT	331,42		10 610,32	
		CE - PILES - DRISSE ...								
* 30/04/14	A1	ANGLES SCENIQUE COUTEAU - BTE	FANGLES	82520	140803	DAR CP SC DT	29,71		10 640,03	
		GOUJON - MASTIC								
* 02/05/14	A1	IMAGES PHOTO LABO TIRAGE NUM	FIMAGESP	83050	140912	DAR CP SC DT	70,00		10 710,03	
		SCENIQUE								
* 19/05/14	A1	PROJET 13 SCENIQUE GENOUILIER	FPROJET1	82818	140869	DAR CP SC DT	103,12		10 813,15	
		ES TECHNICIEN								
* 05/06/14	A1	TEXEN SCENIQUE GELATINE	FTEXEN	84037	141118	DAR CP SC DT	12,42		10 825,57	
* 05/06/14	A1	TEXEN SCENIQUE LAMPES	FTEXEN	84039	141119	DAR CP SC DT	570,00		11 395,57	
* 05/06/14	A1	TEXEN SCENIQUE GELATINE ROULEA	FTEXEN	84040	141120	DAR CP SC DT	93,43		11 409,00	
		U - FEUILLE								
* 05/06/14	A1	TEXEN SCENIQUE ROULEAU GELATIN	FTEXEN	84041	141121	DAR CP SC DT	339,31		11 828,31	
		E								
* 11/06/14	A1	EMBALLUX SCENIQUE CAISSE AMERI	FEMBALLU	83364	140991	DAR CP SC DT	222,00		12 050,31	
		CAINE								
* 30/06/14	A1	ESL SCENIQUE ADVANCE - FILM -	FESL	83965	141061	DAR CP SC DT	411,12		12 461,43	
		PILES								
* 04/09/14	A1	ALBAKA MAINT SCENE 15 EQUERRES	FALBAKA	85035	141316	DAR CP SC DT	1 080,00		13 541,43	
* 22/09/14	A1	PANADIFFUSION/ MAT SCENE	FANADIF	85526	141388	DAR CP SC DT	341,60		13 883,03	
* 30/09/14	A1	ASC/ACHAT MATERIEL SON	FACS	85853	141422	DAR CP SC DT	1 660,50		15 543,53	
* 30/09/14	A1	PMS MATERIEL SCENE	FPMS	85940	141438	DAR CP SC DT	489,09		16 032,62	
* 21/10/14	A1	ASC/ACHAT MATERIEL SON	FACS	86822	141616	DAR CP SC DT	1 700,40		17 733,10	
* 21/10/14	A1	ACS/VALISE PELICASE	FACS	86826	141617	DAR CP SC DT	581,72		18 314,82	
* 31/10/14	A1	TEXEN/ MATERIEL PROJECTEURS	FTEXEN	86805	141607	DAR CP SC DT	359,72		18 673,54	
SUR LA PERIODE							23 319,72	4 646,18	18 673,54	
60	ACHATS									
SUR LA PERIODE							88 510,87	7 145,66	81 365,21	
61500000 ENTRETIENS & REPARATIONS										
* 30/01/14	A1	CLEMENT ET FILS STORE VENITEN	FCLEMFIL	79752	140165	DSF BAT ER DT	244,50		244,50	
* 31/01/14	A1	OVERLINE SYST. MAINTENANCE BOI	FOVERSYS	79704	310114	DSF CF ER DT	375,00		619,50	
		TIERS INTERCOM								
* 26/02/14	A1	MILELEC SCENIQUE MAINTENANCE RE	FMLELEC	80438	140371	DSF BAT CE DT	5 400,00		6 019,50	
		LAMPING TECHNICIEN								
* 26/02/14	A1	EXT JNP MILELEC SCENIQUE MAINT	FMLELEC	80438	140371	DSF BAT CE DT		5 400,00	619,50	
		NANCE RELAMPING TECHNICIEN								
* 21/03/14	A1	MILELEC CT MAINT SCENIQUE D10	FMLELEC	81384	140530	DSF BAT CE DT	3 400,00		4 019,50	
		3 AU 30/06								
* 04/04/14	A1	PANADIFFUSION REPARATION 5 PRO	FANADIF	81644	140604	DSF BAT ER DT	1 518,72		5 538,22	
		JECTEURS								
* 29/04/14	A1	MILELEC MAINTENANCE ELEG ET PL	FMLELEC	82501	140755	DSF BAT ER DT	104,00		5 642,22	
		OMBERIE OP								
* 30/04/14	A1	BOUDARD RELAMPING/PROJECTEUR	FBOUDARD	82373	140769	DSF BAT ER DT	537,50		6 179,72	
* 13/05/14	A1	FARRIEUX ENTRETIEN COFFRE FORT	FFARRIEU	82698	140829	DSF BAT ER DT	625,65		6 805,37	
* 30/06/14	A1	BOUDARD RELAMPING	FBOUDARD	83967	141062	DSF BAT ER DT	140,70		6 946,07	
* 10/07/14	A1	MILELEC CT MAINT DU 01/07 AU 3	FMLELEC	84398	141213	DSF BAT CE DT	5 100,00		12 046,07	
		1/12/2014 SOLDE								
* 28/08/14	A1	BALSALOBRE ENLEVEMENT ARCHIVES	FBALSALO	84920	141275	DSF CF ER DT	220,00		12 266,07	
* 29/08/14	A1	MILELEC/REPLACT ROBINET	FMLELEC	85487	141371	DSF BAT ER DT	110,50		12 376,57	
* 23/09/14	A1	BOISSON/ MAINT. COMPRESSEUR AI	FBOISSON	85830	141408	DSF BAT ER DT	238,00		12 614,57	
		R								
* 27/11/14	A1	ACS/ MICRO CASQUES	FACS	87515	141744	DSF BAT CE DT	959,40		13 564,97	
* 07/12/14	A1	CHARVET FUEL GROUPE SECURITE	FCHARVET	88635	141920	DSF BAT FS DT	442,33		14 007,30	
SUR LA PERIODE							19 407,30	5 400,00	14 007,30	
61510000 CONTRATS D'ENTRETIEN										
* 01/01/14	A1	INITIAL ABO 01/01/2014-30/06/2	FINITIAL	76452	140006	DSF BAT CE DT	868,50		868,50	
		014								
* 21/02/14	A1	PANADIFFUSION CT MAINTENANCE SC	FANADIF	80376	140335	DSF BAT CE DT	2 620,00		3 488,50	
		ENIQUE ORQUES LUMIERE LIGITPAL								
		ETTE								
* 21/02/14	A1	PANADIFFUSION CT MAINTENANCE S	FANADIF	80377	140336	DSF BAT CE DT	2 870,00		6 358,50	
		CENIQUE PROJECTEURS								
* 26/03/14	A1	BRESSON ENTRETIEN 1° TRIM 2014	FBRESSON	81426	140539	DSF BAT CE DT	521,05		6 879,55	
* 16/06/14	A1	MDA CARTOUCHE FONTAINE EAU	FMDA	83533	141020	DSF BAT CE DT	195,00		7 074,55	
* 30/06/14	A1	INITIAL CONTRAT 01/07 A 31/12/	FINITIAL	84000	141111	DSF BAT CE DT	920,07		7 994,62	
		2014								
* 10/07/14	A1	BRESSON CT ENTRETIEN 2° TRIM 2	FBRESSON	84309	141181	DSF BAT CE DT	521,05		8 515,67	
		014								
* 02/10/14	A1	BRESSON/ ENTRETIEN HORLOGE 1T1	FBRESSON	85944	141441	DSF BAT CE DT	521,05		9 036,72	
		4								
* 25/11/14	A1	BRESSON/ ENTR HORLOGE 4T 14	FBRESSON	87504	141735	DSF BAT CE DT	521,05		9 557,77	
* 26/11/14	A1	AMG FECHIOZ CONTRAT MAINT 2014	FAMGFECIO	87503	141734	DSF BAT CE DT	25 000,00		34 557,77	
		SCENIQUE								
* 28/11/14	A1	QUALICONSULT CONTRAT MAINTENAN	FQUALICO	87520	141748	DSF BAT CE DT	2 865,00		37 422,77	
		CE SCENIQUE VERIF RESEAUX ELEC								
* 11/12/14	A1	BOISSON/ MAINTENANCE COMPR AIR	FBOISSON	88010	141861	DSF BAT CE DT	437,67		37 860,44	
* 31/12/14	A1	INITIAL ABO 1° SEMESTRE 2015	FINITIAL	88692	141960	DSF BAT CE DT	965,61		38 826,05	
* 31/12/14	A1	INITIAL ABO 1° SEMESTRE 2015 C	48680000	88692	141960	DSF BAT CE DT		965,61	37 860,44	
		CA								

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Dossier 034 OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LR
 GRAND LIVRE ANALYTIQUE

Page 6

Version 4.31.1 - Le 17/03/2015 à 12:01

Début d'exercice : 01/01/2014			Période Du : 01/01/2014 au 31/12/2014			Monnaie: Euros				
Critère 4 : DT DIRECTION TECHNIQUE										
Date	Jnl.	Libellé	C/partie	Ecriture	Plèce	Analytique	Débit	Crédit	Solde	P/L
61510000 (Suite...)										
SUR LA PERIODE							30 826,05	965,61	37 060,44	
61540000 ENTR. et REPART. VEHICULES										
* 15/01/14 T6		LAVAGE MEGANE	53100000	79131		DSF CF ER DT	9,90		9,90	
* 16/01/14 T6		BALAIS ESSUIE-GLACES	53100000	70873		DSF CF ER DT	41,50		51,40	
* 31/01/14 A1		GARAGE DOMITIA CITROEN ENTRETIEN C5	FCORUMAU	79750	140176	DSF CF ER DT	577,72		629,12	
* 04/02/14 A1		CORUM AUTO ENTRETIEN MEGANE 90 BF234	FCORUMAU	80126	140286	DSF CF ER DT	361,76		990,08	
* 21/02/14 T6		LAVAGE VOITURE	53100000	80205		DSF CF ER DT	9,90		1 000,78	
* 04/04/14 T6		LAVAGE VEHICULE, ENTRETIEN	53100000	81775		DSF CF ER DT	38,90		1 039,68	
* 16/04/14 A1		CORUM AUTO CT POLLUTION BERLIN GO	FCORUMAU	82026	140081	DSF CF ER DT	20,83		1 060,51	
* 13/05/14 A1		CORUM AUTO ENTRETIEN KANGOO	FCORUMAU	82535	140816	DSF CF ER DT	143,00		1 203,59	
* 04/06/14 A1		CORUM AUTO REPARATION GREVAISON	FCORUMAU	83126	140939	DSF CF ER DT	25,08		1 228,67	
* 24/06/14 T6		ENTRETIEN VEHICULES	53100000	83590		DSF CF ER DT	19,80		1 240,47	
* 26/06/14 A1		CORUM AUTO ENTRETIEN ESPACE PNEUS	FCORUMAU	83744	141040	DSF CF ER DT	451,10		1 699,57	
* 26/06/14 A1		CORUM AUTO CONTROLE TECH C5	FCORUMAU	83745	141041	DSF CF ER DT	67,00		1 766,57	
* 08/07/14 A1		CORUM AUTO BRIS DE GLACE BERLIN GO	FCORUMAU	84130	141150	DSF CF ER DT	283,52		2 050,09	
* 09/07/14 A1		CORUM AUTO CHANGEMENT PNEUS MEGANE	FCORUMAU	84131	141151	DSF CF ER DT	635,72		2 585,81	
* 16/09/14 A1		CORUM AUTO/ REVISION KANGOO POLLUTION	FCORUMAU	85303	141542	DSF CF ER DT	70,31		2 656,12	
* 17/09/14 A1		CORUM AUTO/ REVISION MEGANE	FCORUMAU	85259	141360	DSF CF ER DT	175,60		2 839,80	
* 18/09/14 A1		CORUM AUTO/ REVISION MEGANE	FCORUMAU	85482	141365	DSF CF ER DT	151,60		2 991,40	
* 23/09/14 A1		CORUM AUTO/ REPA ESPACE	FCORUMAU	85491	141374	DSF CF ER DT	252,35		3 243,83	
* 25/09/14 A1		CITROEN/ REPARATION C5	FCITDOMI	85610	141405	DSF CF ER DT	1 142,81		4 386,64	
* 02/10/14 A1		CITROEN DOM/ FREINS C5	FCITDOMI	85845	141419	DSF CF ER DT	368,58		4 755,22	
* 13/10/14 A1		CORUM AUTO/ CT MEGANE	FCORUMAU	86250	141495	DSF CF ER DT	55,83		4 811,05	
* 13/10/14 T6		LAVAGE MEGANE	53100000	86477		DSF CF ER DT	9,90		4 820,95	
* 23/10/14 T6		LAVAGES ESPACE	53100000	86638		DSF CF ER DT	19,80		4 840,75	
* 28/10/14 T6		NETTOYAGE ESPACE	53100000	86638		DSF CF ER DT	9,90		4 850,65	
* 09/12/14 A1		CORUM AUTO/ COFFRE TOIT ESPACE	FCORUMAU	87893	141834	DSF CF ER DT	273,55		5 124,20	
* 09/12/14 A1		CORUM AUTO/ REVISION KANGOO	FCORUMAU	87894	141835	DSF CF ER DT	307,67		5 431,87	
* 18/12/14 A1		CORUM AUTO/ VITRE MEGANE	FCORUMAU	88280	141916	DSF CF ER DT	208,40		5 640,27	
SUR LA PERIODE							5 640,27	0,00	5 640,27	
615 ENTRETIEN & REPARATIONS										
SUR LA PERIODE							53 873,62	6 365,61	57 508,01	
61 SERVICES EXTERIEURS										
SUR LA PERIODE							63 873,62	6 365,61	57 508,01	
62240000 PRESTATIONS DE SERVICES										
* 28/05/14 A1		SONERIM REFORME DECORS	FSONERIM	83070	140922	DAP PA L99 DT	1 200,00		1 200,00	
SUR LA PERIODE							1 200,00	0,00	1 200,00	
622 SOUS TOTAL							1 200,00	0,00	1 200,00	
SUR LA PERIODE							1 200,00	0,00	1 200,00	
62570000 RECEPTIONS BAR RESTAUR.										
* 01/02/14 A1		CHATEAU D'EAU 01/2014	FCHATEAU	80362	140318	DSF CF FD DT	615,30		615,30	
* 28/02/14 A1		CHATEAU D'EAU 02/2014	FCHATEAU	80958	140456	DSF CF FD DT	602,60		1 217,90	
* 21/03/14 A1		CHATEAU EAU CONSO MARS 2014	FCHATEAU	81472	140548	DSF CF FD DT	604,63		1 822,53	
* 30/04/14 A1		CHATEAU EAU CONSO MARS AVRIL 2014	FCHATEAU	82687	140843	DSF CF FD DT	639,91		2 462,44	
* 30/05/14 A1		CHATEAU EAU CONSO MAI 2014	FCHATEAU	83366	140994	DSF CF FD DT	442,10		3 104,54	
* 30/06/14 A1		CHATEAU EAU CONSO JUIN 2014	FCHATEAU	84105	141167	DSF CF FD DT	1 104,13		4 208,67	
* 22/07/14 A1		CHATEAU EAU CONSO JUILLET	FCHATEAU	84061	141234	DSF CF FD DT	345,50		4 554,17	
* 29/08/14 A1		CHATEAU EAU CONSO AOUT	FCHATEAU	85937	141436	DSF CF FD DT	253,30		4 807,47	
* 29/09/14 A1		CHATEAU EAU CONSO 09/10 LOYER AT	FCHATEAU	85930	141435	DSF CF FD DT	400,63		5 208,10	
* 31/10/14 A1		CHATEAU EAU/ CONSO OCT 14	FCHATEAU	87040	141664	DSF CF FD DT	407,52		5 703,62	
* 28/11/14 A1		CHATEAU EAU/ CONSO NOV	FCHATEAU	87796	141823	DSF CF FD DT	624,80		6 328,42	
* 30/12/14 A1		CHATEAU D'EAU CDE OP COM	FCHATEAU	88523	141943	DSF CF FD DT	407,63		6 816,05	
SUR LA PERIODE							6 816,05	0,00	6 816,05	
6257 RECEPTIONS							6 816,05	0,00	6 816,05	
SUR LA PERIODE							6 816,05	0,00	6 816,05	
625 SOUS TOTAL							6 816,05	0,00	6 816,05	
SUR LA PERIODE							6 816,05	0,00	6 816,05	
62 AUTRES SERVICES EXTERIEUR										
SUR LA PERIODE							8 016,05	0,00	8 016,05	
63120000 TAXE D'APPRENTISSAGE OPER										
* 31/05/14 P1		SALAIRES MAI 2014		82966		DAP PI L99 DT	13,43		13,43	
* 30/06/14 P1		SALAIRES JUIN 2014		83850		DAP PI L99 DT	6,09		19,52	
SUR LA PERIODE							19,52	0,00	19,52	
631 IMPTS TAXE APPRENTISSAGE							19,52	0,00	19,52	
SUR LA PERIODE							19,52	0,00	19,52	
63330500 AFDAS OONM										
* 31/05/14 P1		SALAIRES MAI 2014		82966		DAP PI L99 DT	38,62		38,62	
* 30/06/14 P1		SALAIRES JUIN 2014		83858		DAP PI L99 DT	19,25		57,87	

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Annexe 2

COUT DES DEPARTS DES SALAIRES DE L'OONM DE 2009 à 2014 CHARGES COMPRISES		DEPART RETRAITE	INAPTITUDE	LICENCIEMENT	CARPA
2009	Choriste - Alt	8 525 €			
	Musicien trombonne	25 203 €			
2010	Musicien Contrebasse		45 091 €		
	Attachée de production - Départ Négocié	57 584 €			
	Surintendant OONM - Départ Négocié	665 275 €			
	Responsable Entretien Opéra	19 523 €			
2011	Assistant Artistique du Surintendant			14 361 €	35 915 €
	Directrice communication - Procédure prud'homale en cours			7 340 €	52 950 €
	Responsable équipe accueil - rupture conventionnelle			15 000 €	
2012	Musicien - Alto Solo Super Soliste	22 198 €			
	Directeur musical - résiliation anticipée du contrat				80 000 €
2013	Responsable Equipe accueil vacataire - Procédure prud'homale				18 000 €
	Secrétaire RH		10 442 €		
	Régisseur des chœurs	3 751 €			
	Agent de maintenance Opéra	8 024 €			
	Directeur OONM			285 684 €	
	Directeur Administration artistique			30 325 €	
	Attachée Direction - rupture conventionnelle			38 180 €	
	Secrétaire Général			36 000 €	77 280 €
2014	Choriste - Ténor	16 138 €			
	Musicien Inaptitude		102 280 €		
	Départ à la retraite	11 800			
	Départ à la retraite	11 800 €			
TOTAL		849 819 €	157 813 €	427 091 €	264 145 €

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Annexe 3

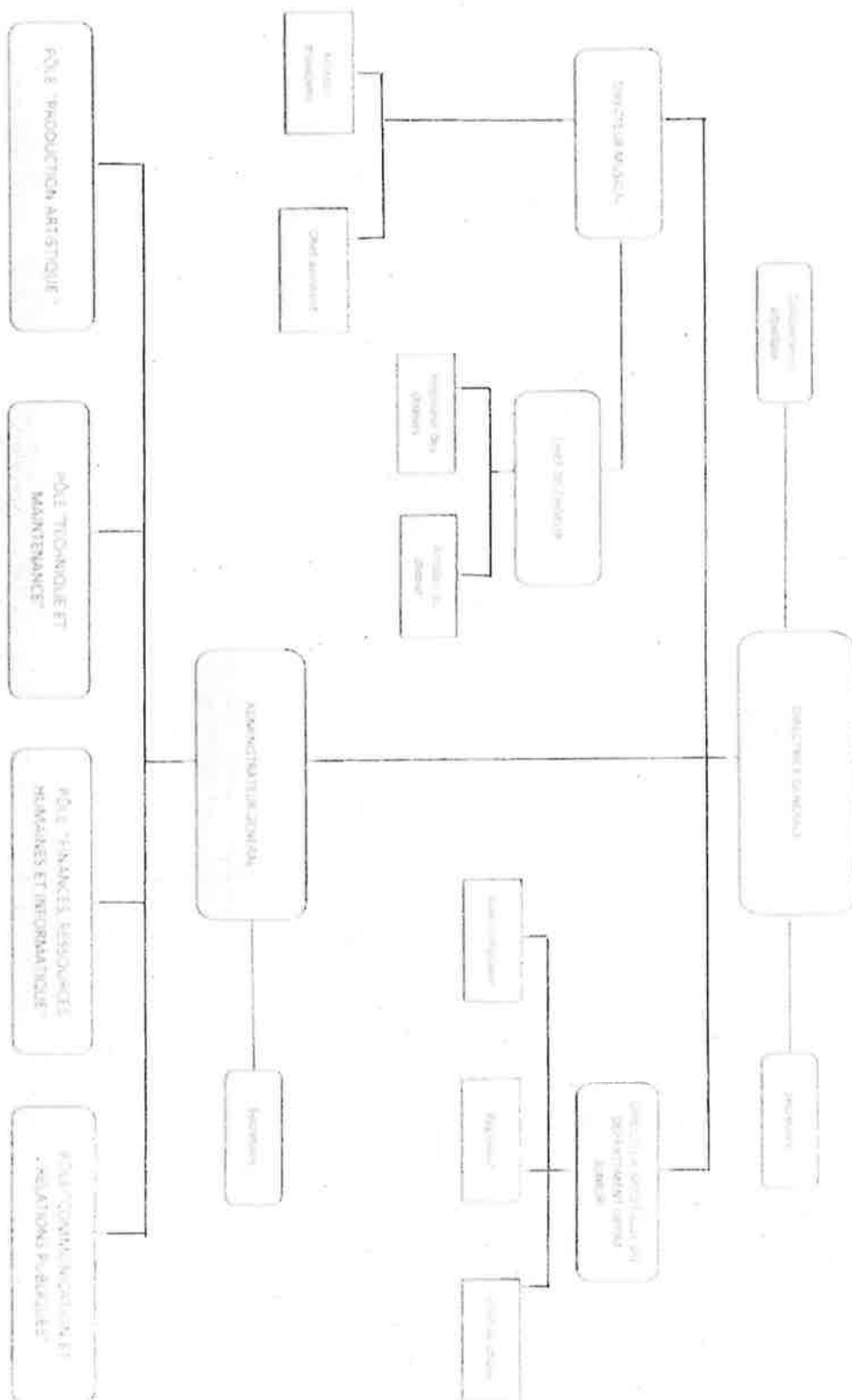
Tableau Synthétique des coûts par spectacle :

		Réalité		Coût par Représentation	
		Dépenses Artistiques *	Récoltes Billetterie		
	Lyrique				
	COSI FANTUTTE	168 914	78 540	44 187	
	EUGENE ONEGUINE	470 586	160 809	109 529	
	RECITAL STOYANOVA	37 801	40 706	2 885	
	L'ETOILE - OPERA JUNIOR	84 011	24 055	69 058	
	LA TRAVIATA	379 028	160 758	30 105	dont 1 repr annulée pour cause de grév
	NABUCCO ORANGE	23 580		5 880	
	HAPPY, HAPPY	157 229	49 993	26 809	
	IDOMENEO	134 034	44 068	44 083	
	Symphonique **				
01/01/14	FECHER-DIESKAU	12 800	47 928	35 128	
25/01/14	BOROWICZ / ANDERSZEWSKA	22 711	21 738	973	
31/01/14	PICHON / DEVIELHE	14 500	19 685	5 095	
08/02/14	DAVID LIVELY	27 933	0	27 933	Concert Gratuit
22/02/14	TRINKS	12 888	26 054	12 156	
28/02-1/03/2014	SHELLEY/DMITRIEV	21 840	27 587	2 884	
21/03/14	DARLINGTON/CLAMAGRAND	37 317	31 292	8 025	
04-05/04/2014	TRINKS/HOFFMAN	26 888	44 245	7 874	
18-19/04/2014	TABACHNIK	114 798	110 341	2 272	
03/05/14	SCHONWANDT/GUERRIER	21 303	22 443	1 140	
09-10/05/2014	RENAUD CAPUÇON	32 233	47 337	7 552	
23-24/05/2014	TABACHNIK	25 708	38 335	5 315	
21/06/14	RASILAINEN	16 243	0	16 243	Concert Gratuit
21/09/14	TORTELLA	5 082	8 673	3 581	
17/10/14	SCHONWANDT/ANDERSZEWSKA	22 153	25 016	1 082	
08/11/14	MAJNVCARANO	25 284	37 041	11 777	
14/11/14	ASBURY/ROUGET	18 320	21 388	3 068	
12/12/14	KALIFTER/SOKOLOV-KAISER	28 203	20 705	3 502	
	Amadeus				
10/01/14	OONM	6 351	4 093	1 458	
08/02/14	OONM	12 807	0	12 807	Concert Gratuit
09/02/14	OONM	3 333	0	3 333	Concert Gratuit
09/02/14	OONM	11 762	0	11 762	Concert Gratuit
21/02/14	LELEU/GERNAY	7 703	4 970	2 733	
23/02/14	LES OMBRES	12 761	7 855	4 906	
09/03/14	OONM	5 122	8 998	1 870	
13/04/14	OONM	8 688	8 609	1 921	
25/04/14	CHRISTIEV/LALOUM	8 684	12 708	4 074	
18/05/14	OONM	4 652	4 854	302	
07/10/14	TATENS LYRIQUES	26 385	8 771	19 614	
10/10/14	LES PALADINS	23 139	8 790	14 349	
12/10/14	PIERRE HANTAL	8 150	4 676	1 475	
du 19 au 26 /10/2014	LES OMBRES	45 345	14 887	30 458	
09/11/14	SEXTUOR CUIVRE	4 394	6 891	1 497	
30/11/14	QUATUOR CORDES	7 511	8 334	823	
14/12/14	ANDRE	8 805	8 557	1 652	

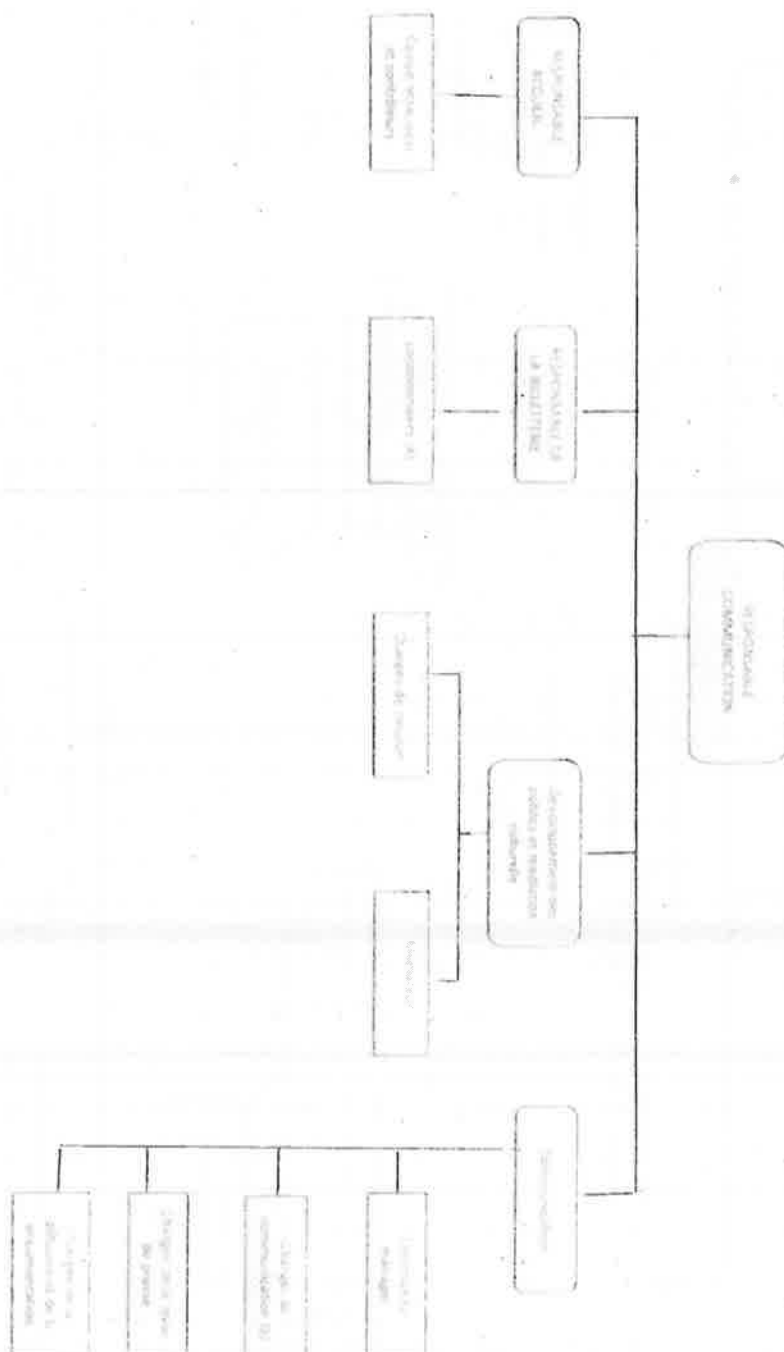
* Y compris les Supplémentaires

Données non exhaustives : extrait analyse analytique

Projet programme général OOMM au 25 août 2014

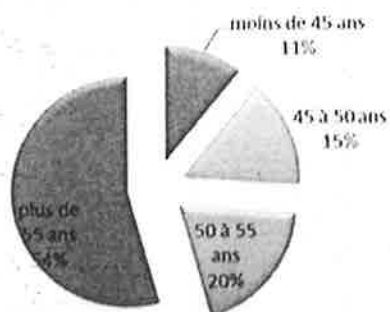
Document transmis aux élus du CE
le 23 juin 2014

Pôle "Communication et relations publiques"

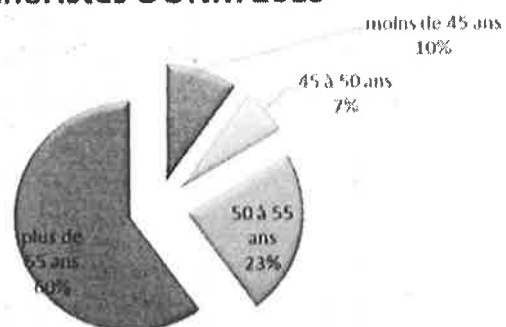
Document transmis aux élus du CE
le 23 juin 2014

Annexe 6

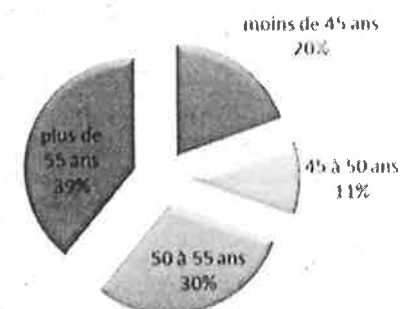
techniques OONM 2015



choristes OONM 2015



orchestre OONM 2014



Annexe 7

[illegible]

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Annexe 8

Musiciens	Fonctions	Période du 01/09/2012 au 31/08/2013									
		Total heures pupitre	Total heures voyages	Heures pupitre + voyages	Ats ✓	Ats -	Total général	Nombre d'heures CCNEAC (mois congés)	Nombre d'heures non effectuées (CCNEAC)	heures pupitre-voyages-neures dues mois congés	heures totales-neures dues (congrés inclus après 1224 heures/an)
Violons I	Violons I	471,00	41,00	512,00			512,00	512,00	127,00	66,25%	63,74%
Violons I	Violons I	640,00	29,50	669,50	47,5	42,50	710,00	1070,00	311,50	62,0%	61,57%
Violons I	Violons I	645,00	32,50	677,50		32,50	710,00	1070,00	311,50	63,0%	60,29%
Violons I	Violons I	654,00	71,00	725,00		33,50	758,50	1070,00	316,50	67,36%	61,12%
Violons I	Violons I	649,50	42,50	692,00	20	18,5	721,00	1070,00	314,50	63,75%	60,95%
Violons I	Violons I	518,50	27,00	545,50		60,00	733,50	1070,00	312,50	50,5%	60,67%
Violons I	Violons I	676,00	31,50	707,50		100	707,50	1070,00	316,50	66,62%	67,67%
Violons I	Violons I	688,50	56,50	745,00		6,50	751,50	1070,00	314,50	69,24%	61,40%
Violons I	Violons I	582,00	16,00	598,00		0,00	722,00	1070,00	314,00	57,34%	60,99%
Violons I	Violons I	621,00	42,50	663,50		35,00	707,50	1070,00	316,50	62,22%	67,67%
Violons I	Violons I	584,50	45,50	630,00		8,50	638,50	1070,00	316,50	79,93%	71,66%
Violons I	Violons I	530,50	52,50	583,00		23,50	607,00	1070,00	419,50	72,37%	72,91%
Violons I	Violons I	670,50	44,00	714,50		32,00	746,50	1070,00	318,50	66,40%	66,99%
Violons I	Violons I	467,00	4,00	471,00		61,50	532,50	1070,00	419,50	58,43%	60,64%
Violons I	Violons I	373,00	29,00	402,00		367,00	769,00	1070,00	419,50	37,73%	62,24%
Violons I	Violons I	430,00	18,50	448,50		317,00	765,50	1070,00	419,50	44,94%	66,32%
Violons I	Violons I	666,50	50,00	716,50	54,00		770,50	1070,00	310,50	66,67%	62,29%
Violons I	Violons I	675,00	33,50	708,50	40,5	2,50	751,50	1070,00	318,50	66,66%	62,0%
Violons I	Violons I	545,00	14	559,00		6,00	565,00	1070,00	314,50	59,81%	61,20%
Violons I	Violons I	649,00	31,50	680,50		6	710,00	1070,00	319,50	63,36%	67,5%
Violons I	Violons I	663,50	30,00	693,50		22,00	715,50	1070,00	318,50	63,71%	67,97%
Violons I	Violons I	624,00	38,50	662,50		43,00	705,50	1070,00	417,50	61,77%	67,84%
Violons I	Violons I	55,50	10,00	65,50		6,54	72,04	1070,00	419,50	6,64%	66,10%
Violons I	Violons I	609,50	45,50	655,00			655,00	1070,00	419,50	79,93%	71,66%
Violons I	Violons I	702,00	54,50	756,50		7	763,50	1070,00	316,50	70,3%	62,38%
Violons I	Violons I	669,50	63,50	733,00		10,50	744,00	1070,00	319,50	68,5%	63,8%
Violons I	Violons I	718,50	30,50	749,00		2,50	751,50	1070,00	316,50	68,24%	61,07%
Violons I	Violons I	620,50	38,00	658,50		114,50	773,00	1070,00	419,50	62,45%	69,72%
Violons I	Violons I	605,50	29,50	635,00	20	12,00	727,00	1070,00	319,50	64,16%	69,47%
Violons I	Violons I	708,50	58,00	766,50		10,50	777,00	1070,00	316,50	71,24%	63,48%
TOTAL VIOLONS		17 457,00	1 599,00	19 056,00	6100	2 436,00	21 492,00	10 397,00	9 100,00	6124%	6160%
Altos	Altos	400,50	22,50	423,00		20,50	443,50	1070,00	412,50	20,3%	61,32%
Altos	Altos	430,50	22,50	453,00		38,5	491,50	1070,00	412,50	40,78%	60,60%
Altos	Altos	503,50	27,50	531,00	75,00	107,5	715,50	1070,00	419,50	49,35%	60,40%
Altos	Altos	574,50	48,00	622,50		10,00	640,50	1070,00	419,50	57,85%	62,33%
Altos	Altos	601,50	32,50	634,00			634,00	1070,00	419,50	67,36%	69,23%
Altos	Altos	440,50	9,50	450,00		31,00	481,00	1070,00	417,00	6,5%	61,20%
Altos	Altos	567,50	47,50	615,00	20	54,00	729,00	1070,00	419,50	69,76%	66,32%
Altos	Altos	654,50	41,00	695,50		4,50	700,00	1070,00	419,50	64,73%	67,67%
Altos	Altos	682,50	45,00	727,50			727,50	1070,00	419,50	67,66%	69,48%
Altos	Altos	647,00	40,00	687,00		8,00	702,00	1070,00	419,50	66,87%	68,27%
Altos	Altos	666,00	38,50	694,50			694,50	1070,00	419,50	66,25%	68,57%
		6 065,50	299,00	6 364,50	100,00	514,00	7 062,50	4127,00	4 935,50	56,0%	54,2%
Clarinets	Clarinets	605,00	63,50	668,50	30,00	34,00	732,50	1070,00	317,50	61,29%	63,62%
Clarinets	Clarinets	599,50	45,50	645,00	47,50	18,50	711,00	1070,00	317,50	69,39%	67,42%
Clarinets	Clarinets	636,50	39,00	675,50			675,50	1070,00	419,50	70,45%	67,44%
Clarinets	Clarinets	625,00	20,50	645,50		27,00	672,50	1070,00	319,50	60,96%	61,3%
Clarinets	Clarinets					54,00	54,00	1070,00	419,50	0,00%	44,35%
Clarinets	Clarinets	647,50	37,50	685,00			685,00	1070,00	419,50	61,66%	66,96%
Clarinets	Clarinets	647,00	20,00	667,00		41,00	708,00	1070,00	319,50	62,73%	60,50%
Clarinets	Clarinets	643,50	42,50	686,00	27,00		713,00	1070,00	419,50	63,75%	69,29%
Clarinets	Clarinets	604,50	6,00	610,50		40,5	651,00	1070,00	419,50	64,97%	60,30%
		4 801,50	265,00	5 066,50	10,00	697,50	5 764,00	9 117,00	7 247,00	55,62%	57,5%

0-377-338-9201-3

[illegible]

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Musiciens	Puprtes	Période du 01/09/2013 au 31/08/2014									
		Total heures puprte	Total heure voyages	Heures puprte + voyages	Abs 4*	Abs 4**	Total général	Nombre heures CCNEAC (hors congé)	Nombre heures non effectuées (CCNEAC)	heures puprte voyages hors congés	heures totales heures dues (congrés inclus) dont 1224 heures/an
Violons I		330.00	6.00	349.50			349.50	536.00	48.50	64.95%	57.11%
Violons I		263.50	59.00	321.50		454.00	802.50	1076.00	271.50	29.88%	45.56%
Violons I		620.50	54.50	675.00		27.50	632.50	1076.00	271.50	62.73%	57.25%
Violons I		305.50	58.50	364.00		17.50	361.50	1076.00	354.50	61.71%	55.60%
Violons I		523.00	60.50	583.50			583.50	1076.00	432.50	59.85%	52.67%
Violons I		608.00	65.00	673.00		21.50	694.50	1076.00	438.50	62.65%	55.74%
Violons I		645.00	65.00	710.00		5.00	715.00	1076.00	365.00	65.99%	58.42%
Violons I		610.00	45.50	655.50		2.50	658.00	1076.00	417.00	61.01%	53.84%
Violons I		631.00	64.50	695.50		48.50	731.00	1076.00	345.00	63.71%	59.32%
Violons I		645.00	52.00	697.00		2.50	699.50	1076.00	376.50	64.78%	57.67%
Violons I		210.50	43.00	257.50		47.00	344.50	536.00	223.50	49.72%	51.29%
Violons I		483.00	10.50	493.50	20.00	2.50	516.00	807.00	291.00	61.6%	51.21%
Violons I		580.50	41.50	622.00		35.50	633.00	1076.00	440.50	58.27%	54.37%
Violons I		254.50	42.00	296.50		2.00	298.50	807.00	315.00	36.74%	57.09%
Violons I		240.50	2.00	242.50		520.00	762.50	1076.00	337.50	23.05%	52.75%
Violons I		210.50	60.50	271.00		37.50	308.50	1076.00	317.50	62.35%	57.36%
Violons I		365.00	11.00	376.00	48.00	17.00	431.00	1076.00	422.00	34.11%	48.20%
Violons II		570.00	43.50	613.50		12.50	626.00	1076.00	424.00	59.43%	53.37%
Violons II		23.00		23.00		352.50	375.50	1076.00	332.50	2.14%	53.58%
Violons II		578.50	59.50	638.00	5.00		643.50	1076.00	440.50	60.22%	54.27%
Violons II		610.00	48.00	658.00		7.00	665.00	1076.00	452.00	61.43%	54.65%
Violons II		585.50	59.00	644.50		23.00	667.50	1076.00	437.50	59.85%	54.49%
Violons II		539.50	47.50	587.00			587.00	1076.00	441.00	59.94%	52.72%
Violons II		425.50	50.50	476.00		2.50	478.50	807.00	329.50	59.98%	57.74%
Violons II		548.00	57.50	605.50		6.00	611.50	1076.00	402.50	57.02%	50.19%
Violons II		604.50	52.00	656.50		9.00	665.50	1076.00	441.00	61.01%	54.23%
Violons II		590.50	50.00	640.50		19.50	660.00	1076.00	444.00	60.08%	54.47%
Violons II		515.50	59.50	575.00		13.00	588.00	1076.00	351.00	53.44%	58.50%
Violons II		585.50	21.00	606.50		44.50	651.00	1076.00	441.00	55.45%	51.31%
Violons II		572.50	62.50	635.00		15.50	650.50	1076.00	421.50	59.11%	53.66%
TOTAL VIOLONS		6105.50	1420.50	7526.00	55.00	2600.00	8131.00	10197.00	4114.00	54.37%	59.95%
Altos		641.00	54.00	695.00		75.50	770.50	1076.00	315.50	64.59%	52.55%
Altos		600.50	61.00	661.50			661.50	1076.00	444.50	61.48%	54.34%
Altos		661.50	50.00	711.50	20.00		727.50	1076.00	445.50	66.46%	51.27%
Altos		603.50	65.50	669.00		29.00	698.00	1076.00	425.00	57.81%	53.01%
Altos		590.00	21.50	611.50			611.50	1076.00	425.50	60.92%	53.66%
Altos		520.50	52.50	573.00	5.00	42.50	621.00	1076.00	443.50	53.95%	51.62%
Altos		645.50	50.50	696.00		22.50	718.50	1076.00	441.50	60.19%	51.67%
Altos		604.50	50.50	655.00		2.50	657.50	1076.00	425.50	61.43%	54.21%
Altos		674.00	54.00	728.00	4.00	19.00	751.00	1076.00	441.00	60.35%	53.40%
Altos		475.00	60.00	535.00		4.00	539.00	807.00	315.00	65.96%	52.73%
Altos		631.00	54.00	685.00			685.00	1076.00	441.00	60.69%	53.90%
TOTAL ALTOS		6197.50	617.50	6815.00	40.00	835.00	7650.50	11177.00	4417.00	59.87%	54.65%
Cellos		459.50	53.00	512.50	25.00	10.50	548.00	1076.00	451.50	49.49%	45.53%
Cellos		490.00	50.50	540.50	31.00	24.00	595.50	1076.00	455.50	50.42%	45.49%
Cellos		432.50	0.00	432.50			432.50	807.00	312.50	62.52%	55.05%
Cellos		572.00	50.00	622.00		5.00	627.00	1076.00	441.00	58.36%	51.12%
Cellos		550.50	52.00	602.50		10.50	613.00	1076.00	440.00	56.74%	51.11%
Cellos		515.50	43.50	559.00		2.50	561.50	1076.00	451.50	52.42%	48.21%
Cellos		428.50	57.00	485.50	48.00	16.00	551.50	1076.00	461.50	48.84%	47.87%
Cellos		421.00	52.50	473.50			473.50	807.00	315.00	58.67%	50.17%
TOTAL CELLOS		3989.50	381.50	4371.00	100.00	74.50	4526.00	8670.00	3890.00	51.29%	50.47%

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Contrabasses	477.00	49.00	525.00		44.00	569.00	1076.00	437.00	48.79%	45.48%
Contrabasses	532.00	58.50	590.50		30.00	620.50	1052.00	440.50	54.88%	49.89%
Contrabasses	547.00	47.50	594.50			594.50	1076.00	451.00	55.25%	46.57%
Contrabasses	522.00	59.50	580.50			580.50	1076.00	446.00	53.95%	47.43%
Contrabasses	530.00	47.50	597.50	10.00	2.50	590.00	1076.00	446.00	55.53%	50.43%
Contrabasses	521.00	50.00	571.00	24.00		595.00	1076.00	451.00	53.07%	48.81%
Contrabasses	555.00	55.50	610.50			610.50	1076.00	454.00	56.83%	49.96%
	3684.00	365.50	4070.50	42.00	78.50	4690.00	7532.00	3340.00	51.04%	48.00%
Flutes	457.50	4.50	462.00	5.00	44.50	414.00	1076.00	591.50	42.94%	38.58%
Flutes	520.50	15.50	537.00			537.00	1076.00	575.50	49.91%	43.67%
Flutes	453.50	59.50	512.00	21.50		533.50	1076.00	452.00	47.58%	43.55%
Flutes	527.50	5.50	534.00			534.00	1076.00	542.00	49.63%	47.03%
	1959.00	80.00	2045.00	27.50	44.50	2069.00	4304.00	2260.00	47.56%	42.67%
Harpone	507.00	52.00	559.00	35.00		594.00	1076.00	431.00	51.95%	48.57%
Harpone	95.50	8.50	102.00		30.50	438.50	1076.00	517.50	9.48%	39.91%
Harpone	558.00	22.50	586.00			586.00	1076.00	456.00	54.46%	47.60%
Harpone	592.00	49.50	642.50			642.50	1076.00	497.00	56.92%	50.04%
	1729.00	81.50	1890.50	35.50	30.50	2231.50	4304.00	2006.50	43.20%	46.00%
Clarinets	510.50	43.50	554.00	5.00	2.50	562.50	1076.00	575.50	51.49%	45.96%
Clarinets	440.00	17.50	457.50		50.00	523.50	1076.00	532.50	43.08%	42.77%
Clarinets	530.50	48.00	556.50			556.50	1076.00	575.50	51.72%	45.47%
Clarinets	434.00	19.50	444.50	6.50		451.00	1076.00	475.00	41.31%	37.66%
	1599.00	16.50	2083.50	22.50	62.50	2165.50	4304.00	2006.50	46.90%	42.96%
Bassons	499.50	17.50	487.00			487.00	1076.00	539.00	45.28%	39.79%
Bassons	494.50	24.50	509.00		24.00	533.00	1076.00	540.00	47.30%	43.55%
Bassons	443.50	59.50	502.00	39.50	5.00	545.50	1076.00	529.50	46.66%	44.65%
Bassons	452.00	45.50	497.50	8.00		503.50	1076.00	572.50	46.24%	41.11%
	1699.50	106.00	1995.50	45.50	29.00	2070.00	4304.00	2006.50	46.36%	42.26%
Cors	510.00	50.00	560.00		38.50	638.50	1076.00	437.50	51.12%	52.17%
Cors	513.00	43.50	544.50		2.00	545.50	1076.00	538.50	50.60%	44.65%
Cors	527.00	14.50	541.50		2.50	544.00	1076.00	539.00	50.33%	44.42%
Cors	585.50	63.50	649.00			649.00	1076.00	597.00	52.88%	45.43%
Cors	284.50	19.00	277.50		22.50	410.00	1076.00	596.00	25.79%	40.03%
Cors	545.00	45.50	591.50		2.50	594.00	1076.00	482.00	54.97%	48.53%
	2844.00	230.00	3074.00	60.00	360.00	3392.00	6456.00	3074.00	47.61%	46.06%
Trombones	523.50	15.00	538.50			538.50	1076.00	531.50	50.05%	44.00%
Trombones	440.50	12.50	452.00		2.50	442.00	1076.00	506.50	42.94%	37.55%
Trombones	497.00	51.50	548.50	4.50		567.00	1076.00	539.00	51.94%	48.32%
Trombones	557.50	55.50	612.50	8.00		516.50	1076.00	457.50	56.92%	50.63%
	2027.50	83.00	2110.50	14.50	2.50	2165.50	4304.00	2006.50	50.45%	43.70%
Trombones	457.00	10.00	467.00	5.00		473.00	1076.00	533.00	43.40%	38.64%
Trombones	488.50	41.50	520.00			520.00	1076.00	454.00	49.07%	43.11%
Trombones	490.50	47.50	538.00		40.00	533.50	1076.00	452.50	47.21%	44.50%
Trombones	482.50	43.50	529.00	7.50		543.50	1076.00	452.50	49.30%	44.65%
	1899.50	102.50	2002.00	24.50	46.00	2098.00	4304.00	2006.50	47.21%	42.65%
Tuba	425.00	47.50	542.50			542.50	1076.00	452.50	50.42%	44.12%
Tubalati	602.50	63.00	665.50			665.50	1076.00	481.50	61.89%	54.37%
Percussioni	546.00	49.50	567.50		2.50	570.00	1076.00	504.00	52.74%	45.57%
			43874.00	456.50	39980.00	51500.00	91074.00	39684.00	52.51%	50.29%

2. *Agasari* (the post-grammatical) has a *da* in the prepositional phrase.

[illegible]

Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
Rapport d'observations définitives : Association Opéra et orchestre national de Montpellier (34)

Annexe 9

Musiciens	Fonctions	valeur brute année civile 2013	Période du 01/03/2013 au 31/03/2014									
			Total heures parties	Total heures voyages	heures populaire + voyages	abs.**	abs.**	Total général	nombre d'heures CCNE AC hors conges	nombre d'heures non effectuées (CCNE AC)	heures supplémentaires hors conges	heures totales hors conges
heures effectuées < à 60% du temps réglementaire (concorde 49 musiciens)												
	Clarinettes	56 294,35	434,00	10,00	444,00	16,00		460,00	1 076,00	-616,00	41,31%	37,69%
	Trompettes	56 999,91	449,50	12,00	462,00		2,00	464,00	1 076,00	-611,00	42,54%	37,46%
	Trombones	51 804,59	467,00	10,00	467,00		6,00	473,00	1 076,00	-603,00	43,40%	36,60%
	Flûtes	56 474,97	467,50	4,50	462,00		6,00	468,00	1 076,00	-608,00	42,54%	37,46%
	Bassons	53 714,81	469,50	17,50	487,00			487,00	1 076,00	-589,00	46,26%	39,74%
	Hautbois	53 236,90	95,50	6,50	102,00		380,50	488,50	1 076,00	-587,50	4,48%	29,52%
	Corn	59 783,06	264,50	13,00	277,50		212,50	490,00	1 076,00	-586,00	26,79%	40,21%
	Bassons	56 641,97	452,00	46,00	498,00		6,00	504,00	1 076,00	-572,00	46,24%	41,76%
	Clarinettes	59 154,33	446,00	17,50	463,50		60,00	523,50	1 076,00	-552,50	43,68%	42,32%
	Trombones	46 314,61	486,50	41,00	528,00			528,00	1 076,00	-548,00	49,07%	43,93%
	Bassons	57 908,91	484,50	24,50	509,00		24,00	533,00	1 076,00	-543,00	47,30%	43,69%
	Flûtes	59 978,08	453,50	58,50	512,00		21,50	533,50	1 076,00	-542,50	47,50%	43,50%
	Flûtes	61 230,89	627,00	6,50	634,00			634,00	1 076,00	-442,00	49,63%	43,37%
	Flûtes	45 604,62	620,00	16,50	637,00			637,00	1 076,00	-439,00	49,91%	43,09%
	Trompettes	64 836,70	623,00	15,00	638,00			638,00	1 076,00	-438,00	50,06%	44,00%
	Tuba	67 601,76	495,00	47,50	542,50			542,50	1 076,00	-533,50	50,42%	44,58%
	Corn	60 397,03	627,00	14,00	641,00		2,50	643,50	1 076,00	-432,50	60,33%	44,44%
	Corn	43 801,36	601,00	43,50	644,50		2,00	646,50	1 076,00	-429,50	60,60%	44,00%
	Bassons	67 266,45	443,50	58,50	502,00		59,50	561,50	1 076,00	-514,50	46,65%	44,85%
	Trombones	49 106,04	485,50	43,50	529,00		17,50	546,50	1 076,00	-529,50	49,16%	44,00%
	Trombones	43 676,14	480,50	47,00	527,50		48,00	575,50	1 076,00	-548,50	47,21%	44,98%
	Clarinettes	53 267,74	608,50	48,00	656,50			656,50	1 076,00	-419,50	61,72%	46,47%
	Clarinettes	62 972,78	510,50	43,50	554,00		6,00	560,00	1 076,00	-516,00	61,49%	46,50%
	Cellos	48 718,91	516,00	48,00	564,00		2,50	566,50	1 076,00	-509,50	62,42%	48,28%
	Trompettes	69 028,90	497,00	61,50	558,50		8,50	567,00	1 076,00	-509,00	61,91%	48,09%
	Contrebasses	57 486,95	477,00	48,00	525,00		44,00	569,00	1 076,00	-507,00	48,79%	46,49%
	Corn	44 827,47	605,50	63,50	669,00			669,00	1 076,00	-467,00	62,88%	46,49%
	Cellos	48 946,90	489,50	63,00	552,50		26,50	579,00	1 076,00	-507,00	49,49%	46,51%
	Percussions	58 704,68	518,00	49,50	567,50		2,50	570,00	1 076,00	-506,00	62,74%	46,87%
	Contrebasses	48 182,36	622,00	68,00	690,00			690,00	1 076,00	-486,00	63,05%	47,43%
	Cellos	49 768,65	468,00	67,00	535,00		43,00	578,00	1 076,00	-498,00	48,84%	47,07%
	Hautbois	58 740,93	569,50	26,50	596,00			596,00	1 076,00	-479,00	64,46%	47,88%
	Violons I	38 823,34	358,00	11,00	369,00		49,50	418,50	1 076,00	-657,50	34,11%	48,20%
	Corn	48 681,08	492,00	50,50	542,50		31,00	573,50	1 076,00	-502,50	60,42%	48,58%
	Corn	66 782,22	648,00	46,50	694,50		2,50	697,00	1 076,00	-479,00	64,97%	48,53%
	Contrebasses	42 057,20	647,00	47,50	694,50			694,50	1 076,00	-481,50	66,26%	48,67%
	Hautbois	59 760,33	607,00	62,00	669,00		36,50	705,50	1 076,00	-470,50	61,99%	48,67%
	Contrebasses	34 616,62	621,00	60,00	681,00		24,00	705,00	1 076,00	-471,00	63,07%	48,61%
	Contrebasses	49 726,61	655,00	66,50	721,50			721,50	1 076,00	-454,50	66,63%	49,96%
	Hautbois	48 447,01	668,00	48,00	716,00			716,00	1 076,00	-460,00	60,92%	60,04%
	Violons II	48 024,25	623,00	27,50	650,50			650,50	1 076,00	-455,50	67,62%	60,10%
	Contrebasses	43 454,05	639,00	27,00	666,00		16,00	682,00	1 076,00	-464,00	66,13%	60,45%
	Contrebasses	64 724,43	657,00	25,00	682,00		2,00	684,00	1 076,00	-464,00	66,52%	60,42%
	Contrebasses	61 066,84	632,00	28,50	660,50		30,00	690,50	1 076,00	-485,50	64,63%	60,55%
	Altos	46 351,12	646,00	12,50	658,50		22,50	681,00	1 076,00	-494,00	66,13%	61,43%
	Altos	46 554,34	651,00	29,00	680,00		20,00	700,00	1 076,00	-476,00	66,46%	61,27%
	Cellos	46 064,60	652,00	62,00	714,00		17,50	731,50	1 076,00	-444,50	66,74%	61,11%
	Violons II	46 443,11	653,00	21,00	674,00		44,50	718,50	1 076,00	-457,50	66,47%	61,11%
	Violons I	32 207,05	219,50	40,00	259,50		47,00	306,50	1 076,00	-769,50	46,72%	61,35%
	Cellos	47 852,24	672,00	64,00	736,00		5,00	741,00	1 076,00	-435,00	62,23%	61,70%
	Altos	45 265,26	633,00	22,50	655,50		42,00	697,50	1 076,00	-478,50	63,94%	61,32%
	Corn	55 416,55	660,00	60,00	720,00		28,00	748,00	1 076,00	-428,00	61,12%	60,17%
	Violons I	46 102,16	653,00	60,50	713,50			713,50	1 076,00	-462,50	69,20%	62,76%
	Violons II	37 979,04	657,00	47,00	704,00			704,00	1 076,00	-472,00	63,94%	62,70%
	Altos	47 151,31	674,00	64,00	738,00		4,00	742,00	1 076,00	-434,00	68,29%	61,16%
	Altos	53 716,19	633,50	61,00	694,50		24,00	718,50	1 076,00	-457,50	67,01%	61,15%
	Violons II	49 721,54	675,00	39,00	714,00		12,00	726,00	1 076,00	-450,00	65,43%	62,27%
	Altos	48 657,14	630,00	61,00	691,00			691,00	1 076,00	-485,00	66,52%	62,66%
	Violons II	48 050,42	672,00	65,00	737,00		15,00	752,00	1 076,00	-424,00	65,11%	62,66%
	Violons I	38 451,05	610,00	48,00	658,00		2,50	660,50	1 076,00	-465,50	61,61%	62,44%
	Altos	42 623,72	660,00	21,00	681,00			681,00	1 076,00	-495,00	61,48%	64,64%
	Violons II	47 227,07	672,00	69,50	741,50		15,00	756,50	1 076,00	-429,50	66,22%	64,21%
	Altos	46 132,41	664,00	64,00	728,00		2,50	730,50	1 076,00	-445,50	61,45%	64,21%
	Violons II	46 920,01	664,00	62,00	726,00		2,00	728,00	1 076,00	-448,00	61,91%	64,32%
	Timbales	61 058,74	662,00	62,00	724,00			724,00	1 076,00	-452,00	61,85%	64,37%
	Violons I	47 590,52	630,50	46,50	677,00		28,00	705,00	1 076,00	-471,00	62,27%	64,37%
	Violons II	61 443,66	655,00	60,00	715,00		18,00	733,00	1 076,00	-443,00	69,08%	64,31%
	Violons II	47 272,64	626,00	65,00	691,00		23,00	714,00	1 076,00	-462,00	69,08%	64,49%
	Violons I	42 784,24	615,00	48,00	663,00		7,00	670,00	1 076,00	-486,00	61,43%	64,60%
	Violons I	45 162,42	605,00	62,00	667,00		17,00	684,00	1 076,00	-492,00	61,71%	62,68%
	Altos	47 531,08	631,00	64,00	695,00			695,00	1 076,00	-481,00	63,00%	61,50%
	Cellos	76 177,20	421,00	82,00	503,00			503,00	1 076,00	-575,00	68,07%	68,17%
	Violons I	46 573,12	660,00	65,00	725,00		21,00	746,00	1 076,00	-430,00	63,85%	62,74%
	Violons I	92 681,36	630,50	19,00	649,50			649,50	1 076,00	-426,50	64,56%	67,11%
	Violons I	47 675,25	644,00	62,00	706,00		2,00	708,00	1 076,00	-468,00	64,72%	67,15%
	Violons I	46 500,65	620,00	54,00	674,00		27,00	701,00	1 076,00	-475,00	67,73%	67,25%
	Violons II	55 339,35	426,50	56,00	482,50		2,00	484,50	1 076,00	-641,50	69,98%	67,71%
	Violons I	50 614,42	610,00	60,00	670,00		37,00	707,00	1 076,00	-469,00	62,53%	67,88%
	Violons I	58 701,70	254,00	42,00	296,00		210,00	488,00	1 076,00	-588,00	26,74%	67,85%
	Violons I	45 527,35	645,00	62,00	707,00		5,00	712,00	1 076,00	-464,00	65,55%	67,40%
	Violons II	38 427,10	615,00	15,00	630,00			630,00	1 076,00	-446,00	63,44%	68,66%
	Violons I	65 181,41	631,00	64,00	695,00		48,00	743,00	1 076,00	-433,00	67,71%	67,72%
	Cellos	63 839,98	492,00	12,00	504,00			504,00	1 076,00	-572,00	62,52%	69,85%
	Violons I	69 459,99	483,00	10,00	493,00		20,00	513,00	1 076,00	-563,00	61,18%	61,21%
	Altos	64 946,91	476,00	60,00	536,00		4,00	540,00	1 076,00	-536,00	65,06%	62,76%
	Violons I	52 552,15	243,00	0,00	243,00			243,00	1 076,00	-833,00	23,05%	62,75%
	Altos	46 324,24	641,00	54,00	695,00			695,00	1 076,00	-481,00	64,43%	62,56%
	Violons II	32 152,79	23,00		23,00			23,00	1 076,00	-1053,00	2,14%	62,34%
	Violons I	41 323,44	203,00	19,00	222,00			222,00	1 076,00	-854,00	29,81%	62,44%

* Congé sans solde : déprogrammation hors délai ; tournée / délégation

** Absence du travail : autre motif congé avec solde : congé mariage, congé maternité, congé parental, congé paternité, décès d'un proche, déprogrammation cause absence : maladie, maladie avec

- Concernant le **loyer du Corum** versé par l'association, Montpellier Méditerranée Métropole souhaiterait préciser, que jusqu'au 31 décembre 2018, le contrat de Délégation de Service Public entre la société Montpellier Events et la Métropole de Montpellier prévoit expressément l'accueil d'associations culturelles, comme contrainte de service public, et notamment celui de l'association OONM.

Sur la base des recommandations de la Chambre en 2010, un avenant 2 à la convention de DSP, a défini expressément les modalités d'accueil et de tarifs pour 3 associations différentes.

La Chambre évoque des locaux qui semblent « *surdimensionnés au regard de l'activité* » ; toutefois, ni le délégataire ni l'association n'ont évoqué souhaiter revoir la configuration de l'occupation actuelle jugée optimale par l'occupant.

Aussi, il conviendra de noter qu'une nouvelle configuration relative aux mises à disposition des espaces liées à ces 3 structures, contraindrait la Métropole en tant que délégant, et le délégataire Montpellier Events, **à réaliser un avenant à la convention de DSP, et à revoir, au terme d'une nouvelle négociation financière avec le délégataire, les conditions propres à l'équilibre économique du contrat, au regard des contraintes de service public qu'elles constituent (entraînant très certainement un surcoût pour Montpellier Méditerranée Métropole).**

- Enfin, il est important de rappeler que de **nombreuses évolutions relatives à la gestion et à l'organisation de la structure ont été mises en œuvre postérieurement à la période d'analyse de la Chambre** ; notamment depuis 2014, année d'une nouvelle gouvernance pour l'OONM, d'une nouvelle présidence par un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, comme d'une nouvelle Direction.

Ainsi, la mise en place, dès 2015, d'un plan de départ volontaire permettant d'assainir la situation financière, comme d'optimiser l'organisation et la gestion de la structure, constitue déjà une première réponse à un ensemble de dysfonctionnements relevés par la Chambre. La renégociation des accords d'entreprise lancée en 2016 en constitue une autre.

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ensemble des acteurs institutionnels, désormais régulièrement réunis en réunions de bureau, conseil d'administration, ou assemblées générales, restent particulièrement attentifs et sensibilisés aux enjeux financiers, humains, structurels et culturels liés à l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier.

En espérant par ces éléments avoir complété l'analyse de la chambre, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
Maire de Montpellier.

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0192	Avenant au marché de service de recherche et de développement entre la Mairie de Montpellier et l'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Languedoc-Roussillon (décision n° 2015/0460) : suite à une alerte du médecin de prévention sur la situation à fort risque psychosocial des agents de la direction du parc zoologique de Lunaret, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place une étude opérationnelle dans cette direction. Cette étude doit être en lien avec l'étude globale réalisée au sein de la ville sur les risques psychosociaux. L'étude générale étant menée par l'ARACT-LR, la ville souhaite que ce même organisme intervienne au <u>parc zoologique</u> de Lunaret afin d'assurer une cohérence entre les deux démarches.
2016/0226	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie "Concessions", il est nécessaire d'en prolonger la durée et d'en élargir les modes d'encaissement de recettes.
2016/0234	Il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville à l'association " Immeubles en Fête" pour l'année 2016 pour un montant de 1350€.
2016/0235	Contrat A17110DO000 - Remboursement anticipé partiel de 2,5 M€ : cette opération auprès de la Caisse d'Epargne porte sur un prêt de 2,5 M€ sur l'enveloppe bonifiée Banque Européenne d'Investissement - Haute Qualité Energie Environnement (BEI-HQEE) pour le financement du groupe scolaire André Malraux et sur le remboursement anticipé partiel simultané pour le même montant d'un <u>emprunt Caisse d'Epargne</u> présentant une marge deux fois plus élevée.
2016/0236	Attribution du marché n° 6B0067 "Marché à la brocante et antiquités" (les dimanches du Peyrou) à Mme Camille CATTAN pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois et pour un montant de 19000, 00 € (pas de TVA).
2016/0237	Avenant au marché public n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 ». Le lot 11 « Electricité » a été attribué à la S.A.S. Energys dont le montant initial est de 34 702,96 € H.T. Dû à un accroissement notable du vandalisme dans l'environnement immédiat des terrains de football, il convient d'augmenter la puissance du TGBT (Tableau Général Basse Tension) entraînant une augmentation du montant initial du marché de 2 499,11 € H.T, portant ainsi le montant du marché à 37 202,07 € H.T, soit un <u>pourcentage d'augmentation du marché de 7,20 %</u> .
2016/0239	Attribution du marché n° 6B0031 concernant les moyens de levage de charge installés sur les véhicules mais également présents dans les ateliers. Ce marché est attribué à la société SAS CEV pour un montant maximum de 40 000 € HT et sur une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction. Ce marché permet d'effectuer les prestations liées aux contrôles réglementaires et périodiques.
2016/0241	Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier à la société "Guelle & Fuchs" le marché n° 6B0064 pour la mise à jour du modèle 3D urbain par stéréorestitution, pour un montant de 17800 € HT.
2016/0242	Attribution du marché de travaux n° 5D002 pour la réhabilitation partielle du 1er étage de l'école

	élémentaire Marie Curie pour un montant total de 661388,40€ aux entreprises suivantes : Sarl AZAUARA (démolition, gros œuvre, charpente, carrelage, faïence) pour 164959€, FPI (doublages, cloisons, faux plafonds) pour 80916.20€, Olivier Réalisations (menuiserie aluminium et métallerie) pour 181389€, Alvarez Frères (menuiserie bois) pour 50976€, Dehail (électricité, courants faibles) pour 79416.40€, Toledo (peinture, sol souple) pour 76957.30€, ascenseur (Orona) pour 18900€, et Clément (occultation) pour 7874.50€.
2016/0243	A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, il a été décidé d'attribuer le marché n°6B0076 « Fourniture et pose de barrière de protection pour le Tour de France 2016 » à l'entreprise Mefran Collectivités / Altrad Collectivités, pour un montant de 34 200.00 € H.T, soit 41 040.00 € T.T.C.
2016/0245	Mise à disposition de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole de locaux à Grammont moyennant un loyer gratuit, charges en sus.
2016/0246	Attribution du marché n° 6B0081 "Formation initiale tir à l'arme d'épaule" à l'organisme HERACLES pour un montant de 15 980€ HT pour la mise en place d'une formation spécifique pour certains agents du Parc de Lunaret : tir à l'arme d'épaule en cas d'évasion d'un animal.
2016/0247	Renouvellement de cotisation au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne pour l'année 2016 pour un montant de 550€.
2016/0248	Décision complémentaire à la décision n° 2015/0278 relative au marché n° 4B0180 "Achat alimentation générale pour le protocole".
2016/0249	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre n° 6B0101 "Achat de tubes de protection" à la société AU FORUM DU BATIMENT pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 32 000 € HT et pour une durée de 4 ans.
2016/0250	Le Parc de Lunaret présentera une exposition consacrée à l'expédition scientifique en Papouasie occidentale (Indonésie), intitulée « Lengguru, un monde perdu », du 1er septembre 2016 au 28 février 2017. Celle -ci est prêtée à titre gracieux par l'IRD.
2016/0251	Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition de l'espace Rock au bénéfice de l'association "La bergerie Languedocienne Montpellier" dans le cadre de la fête de l'Aïd Al-Adha, permettant l'installation d'un équipement mobile d'abattage rituel.
2016/0252	Suite à la demande de la SNC le Royal, le contrat de location de la parcelle CH 48 est reconduit pour la seconde fois.
2016/0254	Attribution à la société SHCB du marché n° 6D0011 relatif à la fourniture de repas en liaison froide aux restaurants scolaires pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, montant annuel : 738 117,40 euros HT, montant sur 4 ans : 2 952 469,60 euros HT.
2016/0256	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre n° 6B0095 "Achat d'électroménager blanc" à la société DARTY PRO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 80 000 € HT pour une durée de 1 an.
2016/0257	Attribution du MAPA n° 6B0089 "Formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics" à l'organisme de formation Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon pour un montant de 5 490€ HT par personne, pour un effectif de dix agents. Ce marché est à bon de commande avec un minimum de 5 000€ HT et un montant maximum de 55 000€ HT pour une période d'un an renouvelable une fois.
2016/0258	Attribution du marché n° 6D0005 « Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et éducatifs » à l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT pour un montant de 1 000 000 € HT par an renouvelable 3 fois.
2016/0260	Attribution du marché n° 6C00081241 "Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2016" à la société Jacques Couturier Organisation pour un montant de 90.000 € HT.
2016/0261	Autorisation de signer une convention de participation aux équipements publics de la ZAC du Coteau pour un montant de 269 640 € en vue de l'attribution d'un permis de construire pour la réalisation d'un immeuble collectif.
2016/0262	Les missions des architectes nécessitent une adhésion à l'Ordre des Architectes pour les agents BRIDON, HILAIRE ET COUILLEC, pour un montant de 2100€ pour l'année 2016.
2016/0263	Le marché n° 5B0161 « Hôtel de Varennes et Hôtel Bachy-du-Cayla - Diagnostic patrimonial et mise en accessibilité partielle - Mission de maîtrise d'œuvre » a été attribué au groupement Eupalinos / Mosaïques archéologie / GD Conseils / BET Durand ayant pour mandataire

	Eupalinos pour un montant de 44 560 € HT. Un avenant est nécessaire pour approuver l'avant-projet définitif (APD), fixer le coût prévisionnel définitif des travaux à 105 000 € HT et fixer le forfait de rémunération définitif à la réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque (études + direction des travaux) soit 12 600 € HT et à la mission OPC pour la mise en accessibilité de la salle Pétrarque soit 1 575 € HT.
2016/0264	Dans le cadre de la manifestation "Cœur de Ville en lumières" qui se déroulera les 1er, 2 et 3 décembre 2016, attribution des lots du marché public n° 6C0012 correspondant et qui durera de la notification à la remise des états des lieux après la manifestation : - Lot 1 pour un montant HT de 29 085 €, lot 2 pour un montant HT de 36 605 €, lot 3 pour un montant HT de 29 027, 50 €, lot 4 pour un montant HT de 28 220 €, lot 5 pour un montant HT de 40 506, 50 € et lot 8 pour un montant HT de 15 799, 90 € au groupement ID SCENES/B71; - Lot 6 pour un montant de 6 876, 40 € HT à Maurice FOUILHE ; - Lot 7 pour un montant de 7 000 € HT à la société MONUMENTIEL.
2016/0265	Marché public n° 6D0005 pour la sécurisation et la rénovation des espaces sportifs attribué au Groupement Sport Environnement/Laquet pour un montant de 1 000 000 € HT par an renouvelable 3 fois.
2016/0266	Droit de préemption sur la propriété de la Société SOFA située avenue du Marché Gare, cadastrée section OL 50, de 9.457 m², pour un montant de 3.500.000 €.
2016/0267	Marché public n° 6B0099 « Contrat de prestations de Service - Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club - Championnat de Football - Saison 2016 / 2017 », à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant de 15 000 € H.T.
2016/0268	Marché public n° 6B0098 : « Contrat de prestations de Service - Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Rugby Club - Championnat de France et ERCC - Saison 2016 / 2017 », à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, pour un montant de 16 000 € H.T.
2016/0269	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Dylan Dargent-Danilet du 1er au 23 octobre 2016.
2016/0270	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Esther Edouard du 29 octobre au 20 novembre 2016.
2016/0271	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Roch Marcorelles dit Nubian du 3 au 25 septembre 2016.
2016/0272	Marché public n°6B0111 : convention de coproduction de l'exposition Louise Dahl Wolfe au Pavillon populaire avec la Fabrica du 19 octobre 2016 au 8 janvier 2017 pour un montant de 32000 € HT.
2016/0273	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI DIDEROT/HUGO située 3 boulevard Victor Hugo et 20 rue Diderot, cadastrée HV 146 et HV 362 au prix de 230 000 €.
2016/0274	Il s'agit de l'attribution du marché n°6B0049 "Observatoire immobilier" de l'année 2016 à la société ADEQUATION pour un montant de 14043,48 €HT.
2016/0275	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI KINKELIBA située 14 rue d'Alger, cadastrée EW320 au prix de 138.000 € en ce compris 8.000 € de commission d'agence.
2016/0276	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Mr et Mme Albert VERGELY située 186 rue Charles Perrault, cadastrée section EY 165, de 1.018 m², pour un montant de 420.000 € plus 25.000 € de commission d'agence.
2016/0277	Attribution de la mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique par l'accord-cadre n° 5D0049 mono-attributaire dans le cadre de la réhabilitation des infrastructures du Parc de Lunaret au groupement TN+ Paysagiste / SCP Boyer Percheron (architecte) / Jean-Luc Berthier (zoologue - vétérinaire) / Les éclairateurs (éclairagiste) / Agence NC (scénographe) / Setec International (BET technique) / Serige (BET technique) ayant pour mandataire TN+ Paysagiste.
2016/0278	Décision modificative relative au marché n° 6D0011 relatif à la fourniture de repas en liaison froide aux restaurants scolaires : sans montant minimum ni maximum.
2016/0279	Attribution du marché n° 6B0105 de «Pièces détachées pour bornes de pointage» à la société F.E.M. TECH pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant total maximum de 72 000 € HT.
2016/0280	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MP POISSONNERIE (SARL).

2016/0281	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 39 boulevard du Jeu de Paume.
2016/0282	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUTOT Magali (APPEL).
2016/0283	Il est décidé la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti avec la SA3M.
2016/0285	Marché n° 6B0022 « Achat de vaccins à destination du centre de vaccinations du SCHS » à l'entreprise Pfizer pour un montant maximal de 18050 € HT.
2016/0286	Marché n° 6B0023 « Achat de vaccins à destination du centre de vaccinations du SCHS » au laboratoire GlaxoSmithKline pour un montant maximal de 25000 € HT.
2016/0287	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché " Achat d'un chariot élévateur électrique, d'un transporteur électrique et de deux transporteurs thermiques (6B0061)" pour le lot n°1 à la société SAVIM SERVIAN pour un montant global de 22 800 € HT, pour le lot n°2 à la société PACA MOTOCULTURE pour un montant global de 15 641.18 € HT, pour le lot n°3 à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant global de 29 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de deux mois à compter de la réception de la commande.
2016/0288	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord-cadre "Achats de petit matériel de bureau (6B0077) à la société LACOSTE pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 84 000 € HT. C'est un accord-cadre unique conclu pour une période d'exécution de 3 ans maximum à partir de sa notification.
2016/0290	Attribution du marché n° 6B0080 « Mission d'analyse financière rétrospective et prospective de la Ville de Montpellier » à la société Ressources Consultants Finances pour un montant de 9738,62 €HT pour une durée de 6 semaines.
2016/0291	Attribution du marché n° 6B0100 "Missions géotechniques" à la Société FONDASOL sans minimum et avec un maximum de 88000 € HT pour une durée de 4 ans.
2016/0292	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SABOUNDJI CHAFIKA.
2016/0293	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHAOUI.
2016/0294	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Société SERPE.
2016/0295	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Société SERPE.
2016/0296	Attribution du marché n° 6B0117 : contrat de production et d'exposition pour un montant de 24000 € d'honoraires et 8000 € maximum de frais de production pour l'exposition David Haines et Joyce Hinterding à la Panacée du 14 octobre au 23 décembre 2016.
2016/0297	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PENCIOLELLI Antoine.
2016/0298	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Gilbert SANCHEZ.
2016/0299	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAS BRIGNON.
2016/0300	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CSF (CNAC).
2016/0301	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PIERRE ESPOSITO (SARL).
2016/0302	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BIEN VIVRE A LA CHAMBERTE RUE TEDENAT (BVCT).
2016/0303	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Serge KOCIAK.
2016/0304	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Abdelkader AMEUR.
2016/0305	Dans le cadre du marché espaces publics Campus n° 3C03468331, il convient de signer un

	avenant n°3 pour réduire la tranche ferme de 15 472 € HT, et pour étendre de façon modérée le périmètre d'étude à l'amorce de la rue du Truel afin de traiter les abords du projet universitaire Village des Sciences, tout en mobilisant 10 journées de travail complémentaires prévues dans la tranche conditionnelle 2 pour assurer la bonne coordination des études avec les projets bâtimentaires et paysagers de l'université et pour concevoir l'espace public sur l'amorce de la rue du Truel.
2016/0306	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Société SERPE.
2016/0308	Attribution du marché n° 6B0110 à "La Muze Dynamo" sans mise en concurrence (opérateur économique déterminé pour des raisons artistiques) pour un montant de 18 000 € HT et une durée de 3 jours dans le cadre de la manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2016 pour un spectacle d'échassiers déambulant entre tous les sites de la manifestation.
2016/0309	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ KOCIAK (Rejet tacite de la demande du 29/06/16).
2016/0310	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Serge KOCIAK.
2016/0311	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Marinus et Anne-Marie BROUWERS.
2016/0312	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association ANTICOR.
2016/0313	Attribution du marché d'étude de faisabilité préalable à la création d'une équipe de médiation sociale de proximité n° 6B0104 au bureau conseil France MEDIATION sis 59000 Lille pour un montant de 19 850,00 € H.T. sur une durée de 3 mois.
2016/0315	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Jean-Charles Michelet-Gambelli du 28 janvier au 19 février 2017.
2016/0316	Acceptation du don de trois microfilms d'archives du Grand Orient de France sur les loges maçonniques de Montpellier au XVIIIe siècle pour les Archives de la Ville.
2016/0317	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Christine Masduraud du 3 au 25 décembre 2016.
2016/0319	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Djémila Djoudi du 7 au 22 janvier 2017.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES

**Avenant au Marché de service de recherche et de
développement entre la Mairie de Montpellier et
l'Association Régionale pour l'Amélioration des
Conditions de Travail en Languedoc-Roussillon
(décision n° 2015/0460)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Adbi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines ;
- Vu l'article 3 alinéa 6 du Code des Marchés Publics prévoyant la non-application de ses dispositions aux Accords-cadres et marchés de services de recherche et développement pour lesquels le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation ;
- Vu le décret n°2012-968 du 31 juillet 2015 relatif aux missions et aux fonctionnements de l'Agence Nationales pour l'Amélioration des Conditions de Travail et des Associations Régionales pour l'Amélioration des Conditions de Travail appartenant au réseau de l'Agence qui leur permet de travailler avec le secteur public

Considérant :

- Que la Mairie de Montpellier a souhaité mettre en œuvre une démarche de prévention des risques psychosociaux ;
- Que la Mairie de Montpellier s'est engagée dans une démarche expérimentale tant sur le volet structuration de la démarche que sur le volet diagnostic et mise en place d'un plan d'actions de prévention de risques psychosociaux ;
- Que dans ce cadre expérimental, la Mairie de Montpellier a mis en œuvre un marché de recherche et de développement avec l'Aract-LR, association paritaire ayant une délégation de la mission de service public de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) et reconnue pour sa qualité d'expertise sur le champ de l'amélioration des conditions de travail (décision n° 2015/0460) ;
- Qu'au cours de la mise en œuvre de la démarche globale, une alerte du médecin de prévention sur la situation à fort risque psychosocial des agents de la direction du parc zoologique de Lunaret a été envoyée à la Direction Générale ;
- Que cette alerte a fait l'objet d'un CHSCT extraordinaire qui a notifié l'urgence d'agir dans cette direction sur la problématique des risques psychosociaux ;
- Que la Ville de Montpellier sollicite l'Aract-LR afin de déployer une méthodologie adaptée au parc zoologique de Lunaret tenant compte de la démarche globale de prévention des risques psychosociaux qui se déroule dans le même temps

Décide en conséquence :

- De procéder à un avenant au marché de recherche et développement attribué à l'Aract-LR pour un montant de 16000 euros. Le montant du marché initial de recherche et développement étant de 65000 euros, le montant total du marché s'élèvera donc à 81000 euros ;
- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire du Service Prévention des Risques Professionnels chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines à signer cet avenant.

Montpellier, le

08.08.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le :
Notifiée le :

10.08.2016

MARCHÉ DE SERVICE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

MAIRIE DE MONTPELLIER / ARACT LR

Date de notification : 07/11/2015

Entre les soussignés,

L'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Languedoc-Roussillon, ci-dessous dénommée **Aract LR**, Association loi 1901

Sise, 1350 avenue Albert Einstein – Le Phénix – Bât. 9 – 34000 MONTPELLIER

Représentée par son Président : **Monsieur Philippe SUNER**

D'une part,

La Mairie de MONTPELLIER

1 place Georges Frêche – 34064 MONTPELLIER Cedex 2

Représentée par son Maire : **Monsieur Philippe SAUREL**

D'autre part,

Il est exposé en préambule ce qui suit :

La Mairie de Montpellier, en tant que collectivité territoriale, s'apprête à mettre en œuvre une démarche de prévention des risques psychosociaux.

Elle souhaite s'engager dans une démarche expérimentale tant sur le volet structuration de la démarche que sur les volets diagnostic et mise en place d'un plan d'actions de prévention des risques psychosociaux. L'intérêt de cette démarche expérimentale est de permettre à la Ville de Montpellier d'utiliser des outils reconnus en professionnalisant les acteurs de la prévention, les acteurs des RH ainsi que l'ensemble des cadres de la Ville en matière de prévention des RPS.

Au regard de la nature complexe et nouvelle du sujet, la Ville de Montpellier ne peut s'engager que dans une démarche expérimentale de prévention avec le soutien technique et méthodologique de l'ARACT, reconnu comme expert sur les RPS.

Dans ce cadre expérimental, la Mairie de Montpellier sollicite l'Aract LR, association paritaire ayant une délégation de la mission de service public de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) et reconnue pour sa qualité d'expertise sur le champ de l'amélioration des conditions de travail. Cette sollicitation a été construite par les différentes parties prenantes de la collectivité, à savoir des représentants des organisations syndicales présentes au CHSCT, de la Direction générale des Services et des élus en charge du ressources Humaines et de la Formation, groupe de travail constitué par le CHSCT de la Mairie. Cette sollicitation prévoit une collaboration technique et scientifique selon une méthode apprenante.

Pour ce faire, la Mairie de Montpellier passe un marché de services de recherche et de développement avec l'Aract LR en application de l'article 3-6 du titre 1 du Code des Marchés Publics.

L'Aract LR appartient à un réseau, le réseau Anact-Aract, dont la vocation est d'aider les employeurs et les partenaires sociaux (entreprises, collectivités) à concevoir et mettre en œuvre des démarches destinées à améliorer les conditions de travail et la performance des organisations et à faciliter l'appropriation des méthodes par tous les acteurs concernés (voir annexes techniques).

Un contrat de progrès pluriannuel fixe les priorités, les modes d'action et les objectifs du réseau pour l'amélioration des conditions de travail.

6 thématiques d'expertise ont été définies parmi lesquelles :

- la promotion de la santé au travail,
- les liens entre travail, compétences et développement des personnes tout au long de la vie professionnelle,
- les pratiques de pilotage des conditions de travail en entreprise,
- les conditions de travail, la performance durable des entreprises et le développement économique.

Sur le champ de la prévention des risques psychosociaux et de la qualité de vie au travail, l'Aract a accumulé une expérience d'appui auprès des entreprises et des collectivités et a développé une démarche et des méthodes d'analyse visant à mieux repérer les facteurs de contraintes et de ressources, à définir les axes de prévention des risques psychosociaux et de qualité de vie au travail les plus appropriés à partir d'une étude de faisabilité assurant la pertinence et l'efficacité des améliorations à mettre en œuvre.

Ceci étant exposé, il est convenu d'arrêter ce qui suit :

Article 1 – OBJET DU MARCHÉ DE SERVICE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le présent marché détermine le cadre et les modalités concrètes de la coopération entre la Mairie de Montpellier et l'Aract LR, convention intitulée : « Expérimentation dans la structuration et la mise en œuvre d'une démarche de prévention des risques psychosociaux à la Mairie de Montpellier ».

Ce marché a pour objet de permettre à l'Aract LR d'aider la Mairie de Montpellier dans la construction d'une démarche expérimentale articulant prévention des risques psychosociaux et prévention de l'absentéisme. Cette expérimentation vise un transfert de méthode selon une logique apprenante pour les acteurs de la Mairie de Montpellier, un travail de capitalisation sur l'expérience conduite dans le cadre de ce marché en vue d'une diffusion de repères méthodologiques plus large que le champ de la collectivité.

Dans ce cadre, l'Aract LR dispose du droit d'utiliser librement tout ou partie des résultats obtenus dans le cadre du présent contrat, en respectant des règles de confidentialité. En effet, les résultats du présent marché permettront de faire progresser les méthodologies de prévention notamment sur les questions de risques psychosociaux et de qualité de vie au travail dans les collectivités au travers de la diffusion de guide et/ou de module de transfert méthodologique.

Article 2 – AXES DE COOPÉRATION ENTRE LA MAIRIE DE MONTPELLIER ET L'ARACT LR

Dans la perspective de mettre en œuvre une démarche expérimentale de prévention des risques psychosociaux, la Mairie de Montpellier souhaite un appui de l'Aract LR dans :

- la structuration de sa démarche de prévention des risques psychosociaux, en articulation avec les éléments de contexte impactant les conditions de travail des agents et le fonctionnement du dialogue social,
- la mise en œuvre d'un diagnostic partagé sur les facteurs de risques psychosociaux concernant l'ensemble de la collectivité,
- l'élaboration d'un plan d'actions de prévention ayant fait l'objet, au préalable, d'une étude de faisabilité.

Les modalités techniques de cette coopération, définies lors de la réunion du 09/07/2015 avec les membres du groupe de travail ayant formulée la demande auprès de l'Aract LR, sont décrites à l'annexe de ce présent marché.

Article 3 – MISE EN ŒUVRE DES AXES DE COOPERATION

Les parties s'engagent à mettre en œuvre les axes de coopération qu'ils ont conjointement déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines ou matérielles et en mobilisant les moyens et leviers d'action dont ils disposent.

Pour l'Aract, les intervenants seront Catherine PINATEL et Thierry PRADÈRE, chargés de mission.

Article 4 – COORDINATION DU PROGRAMME DE COOPERATION

Les parties désignent en leur sein un coordinateur chargé du suivi de l'exécution de cette coopération.

La Mairie de Montpellier désigne Mehdy JACQUET, chef du service Prévention des Risques Professionnels, Direction des Ressources Humaines.

L'Aract LR désigne Serge DELTOR, directeur de l'Aract LR.

Article 5 – PILOTAGE ET SUIVI DE LA DÉMARCHE

Un comité de pilotage est institué entre les signataires du présent marché. Il est chargé de contribuer à la construction et à l'organisation de l'intervention, de suivre l'intervention, de transmettre les informations, de capitaliser sur les actions possibles de transfert. Plus précisément, il aura un rôle décisionnaire dans la conduite du projet (validation des étapes, axes d'étude abordés, méthodologie employée, modalités de communication avec les agents, mode de restitution du diagnostic et du plan d'actions, ...). Le comité de pilotage fera un rapport régulier au CHSCT.

Il est composé :

- pour la Mairie de Montpellier, d'élus de la collectivité, de représentants des organisations syndicales, avec l'appui de la DGS et d'experts de la santé au travail (service Prévention notamment),
- pour l'Aract LR des chargés de mission intervenant. Pourra y être invité le coordinateur pour l'Aract LR.

Complémentairement au comité de pilotage, il est proposé la mise en place d'un groupe technique resserré et issu du comité de pilotage qui aura pour mission la mise en œuvre opérationnelle des décisions de celui-ci. Le groupe technique sera animé par le Service Prévention des Risques Professionnels avec l'appui des intervenants de l'Aract LR.

Article 6 – PROGRAMME DE COOPÉRATION

Le programme envisagé se développe en 4 phases :

- **Phase 1 (Octobre à Décembre 2015) : Une phase de structuration de la démarche et de pré-diagnostic sur l'ensemble de la collectivité**

Cette phase consistera à :

- mettre en place le comité de pilotage et le groupe technique,
- finaliser la démarche d'évaluation et de prévention des RPS à mettre en œuvre au sein de la Mairie,
- mettre en œuvre une enquête par questionnaire auprès de l'ensemble des agents de la collectivité en s'appuyant sur l'outil de baromètre social (GPS : Gestion des Perspectives Sociales) du réseau Anact-Aract et élaboré avec l'Université de Bordeaux (voir annexes techniques) : ajustement du questionnaire, définition de la méthode de diffusion, traitement et analyse par l'Aract, croisement des données avec celles de l'absentéisme de la Mairie, élaboration d'hypothèses de travail pour le diagnostic avec le comité de pilotage,
- organiser la phase suivante et restituer les résultats au CHSCT.

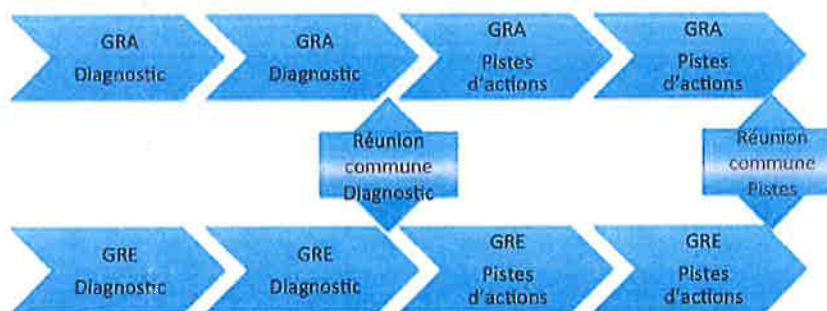
- **Phase 2 (Janvier à Juin 2016) : Une phase de diagnostic qualitatif et d'élaboration du plan d'actions de prévention des RPS, à partir d'un ciblage déterminé en fin de phase précédente et s'appuyant sur les 4 thématiques définies par le groupe technique paritaire, à savoir :**

- Place, rôle, moyens et pratiques managériales de l'encadrement,
- Conduite du changement au sein de la collectivité et place des agents et des encadrants dans ces projets,
- La gestion des parcours professionnels,
- La question de la reconnaissance du travail et de l'égalité de traitement.

Cette phase consistera à :

- Mettre en place des groupes de réflexion constitués d'agents (GRA) et d'encadrants (GRE) à partir du ciblage prenant en compte les hypothèses évoquées plus haut et à partir de critères à définir (en termes de services, d'activités, de populations, etc.), sur la base du volontariat. Ces groupes permettront une véritable co-construction du diagnostic et des pistes

d'amélioration. Chaque groupe se réunira 4 à 6 fois : 2 réunions sur le diagnostic, 2 réunions sur les pistes d'actions, auxquelles s'ajouteront 2 réunions de mutualisation inter-groupes sur la partie diagnostic et sur la partie pistes d'actions. Sur cette phase, il s'agira d'animer les groupes sur la partie diagnostic.



Phase 3 (Juin à Octobre 2016): Une phase d'élaboration du plan d'actions de prévention des RPS

- Poursuivre l'animation des groupes de réflexion sur la partie pistes d'actions (voir plus haut) et présenter au comité de pilotage l'ensemble des matériaux élaboré par les groupes.
- Réaliser une étude de faisabilité des pistes d'amélioration proposées par les groupes de réflexion avec les directions concernées au sein de la collectivité, en vue de l'élaboration de fiches action concrètes intégrées dans une démarche de conduite de projet clairement définie.
- Finaliser le plan d'actions de prévention des risques psychosociaux.
- Restituer au comité de pilotage et au CHSCT l'ensemble des travaux.

- **Phase 4 (Novembre à Décembre 2016) : Une phase de capitalisation sur les travaux mis en œuvre en matière de prévention des risques psychosociaux au sein des collectivités territoriales.** Ce travail, pris en charge par l'Aract LR et en articulation avec le comité de pilotage de la Mairie, permettra de tirer des enseignements sur la démarche mise en œuvre sur les RPS et de produire un support de transfert avec l'appui du Service de Prévention des Risques Professionnels en vue d'une diffusion vers d'autres collectivités territoriales.

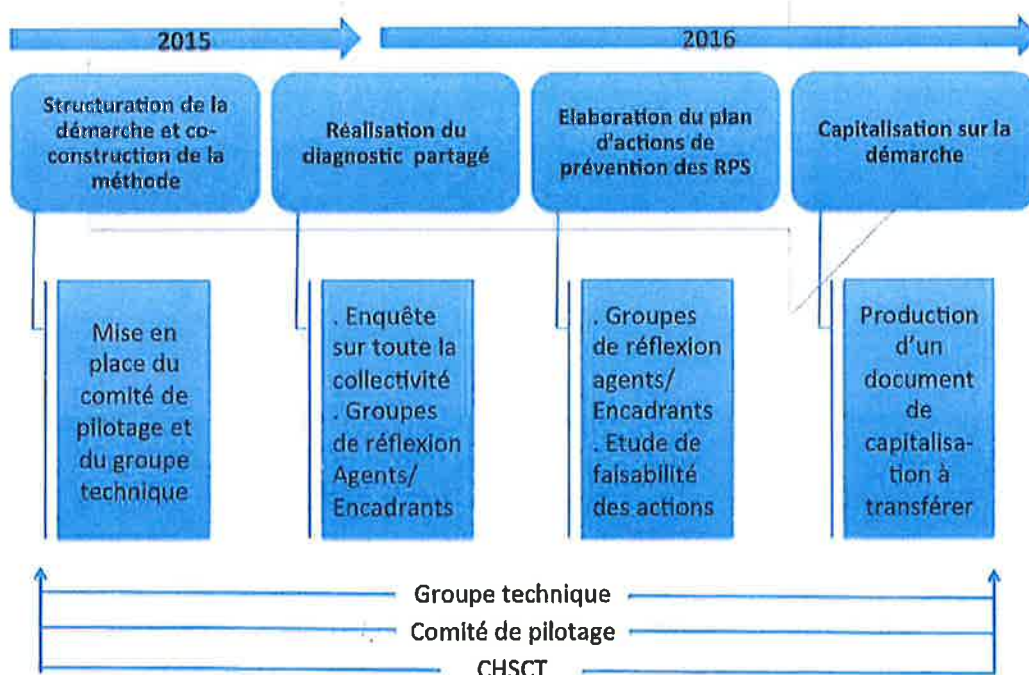
Enfin et de façon transversale, les différentes phases décrites plus haut seront complétées par des activités transversales, tout au long de la démarche. Il s'agit :

- des réunions avec le groupe technique pour produire, mettre en œuvre les décisions du comité de pilotage, proposer l'organisation et les outils adaptés à chaque phase (adaptation du questionnaire, modalités de diffusion, mise en œuvre des groupes de réflexion, ...),
- des réunions avec le comité de pilotage à chaque étape clé de la démarche (structuration de la démarche, avant et après l'enquête, après le diagnostic, après la production des pistes d'actions, après l'étude de faisabilité),
- des temps de régulation avec les acteurs du Service de Prévention des Risques professionnels,
- des restitutions en CHSCT après chaque étape de la démarche,

- des informations régulières sur la démarche auprès de l'ensemble des agents et des directions des services selon les modalités les plus adaptées (production de notes d'information, etc.).

Ainsi, l'Aract LR s'engage à rendre compte auprès du comité de pilotage de l'avancement de l'action et le cas échéant, d'événements susceptibles de modifier le calendrier ou le programme de travail.

Pour résumer le programme de coopération :



Article 7 – PROPRIETES ET RESULTATS DU PROGRAMME DE COOPÉRATION

L'Aract LR adresse à la Mairie de Montpellier un support de capitalisation reprenant la synthèse ainsi que les enseignements issus de la démarche mise en œuvre au sein de la collectivité.

A l'issue de l'action, chaque partie est libre d'utiliser les résultats de l'action en fonction de leur besoin d'étude, de capitalisation ou de transfert.

Article 8 – COMMUNICATION

Les parties s'engagent à s'informer au préalable de la mise en œuvre de toute action de communication liée aux actions conduites dans le cadre du présent marché.

Article 9 – DUREE

Le présent marché prend effet dès sa signature et pour la durée de l'expérimentation, soit jusqu'au 31 décembre 2016. La première phase se déroulera sur 2015 et les suivantes sur 2016.

Article 10 – FINANCEMENT DU PROGRAMME

Chaque cocontractant participe à la réalisation de ce programme par une mise à disposition de ressources sous forme d'un financement de nombre de jours consacrés à cette coopération.

Le prix de la journée du réseau ANACT est de 1.000 euros net de taxes (T.V.A. non applicable conformément aux articles 206,1bis et 261,7-1 du Code Général des Impôts)

La Ville de Montpellier s'engage à apporter son concours à l'ARACT-LR à hauteur de :

- Pour la phase 1 : 12 jours d'intervention * 1000 euros soit 12000 euros
+ 23000 euros correspondant à l'envoi et l'exploitation des questionnaires GPS
- Pour la phase 2 : au maximum 15 jours d'intervention * 1000 euros soit un maximum de 15000 euros
- Pour la phase 3 : au maximum 15 jours d'intervention * 1000 euros soit un maximum de 15000 euros

Pour un total maximum de 65000 euros net de toutes taxes.

L'ARACT-LR apporte sa contribution à la coproduction de la démarche de prévention en fournissant :

- Pour la phase 1 : 8 jours d'intervention * 1000 euros soit 8000 euros
+ 8700 euros correspondant à l'envoi et l'exploitation de GPS
- Pour la phase 2 : au maximum 10 jours d'intervention * 1000 euros soit un maximum de 10000 euros
- Pour la phase 3 : au maximum 11 jours d'intervention * 1000 euros soit un maximum de 11000 euros
- Pour la phase 4 : 6 jours d'intervention * 1000 euros soit 6000 euros

Pour un total maximum de 43700 euros net de toutes taxes.

Le nombre de jours que la Ville de Montpellier s'engage à financer et le nombre de jours pris en charge par l'Aract-LR sont précisés au point 3 des Annexes techniques.

Article 11 - PAIEMENT

Modalités de paiement :

La Mairie de Montpellier s'engage à régler L'ARACT-LR à chaque phase. Les modalités de libération pour la Ville de Montpellier s'exerceront de la manière suivante pour chaque phase de l'étude :

- 50 % à la moitié de l'accomplissement de la phase
- 50% à la fin de la phase

La Mairie de Montpellier se libérera des montants dus en exécution de la présente convention par virement au compte bancaire indiqué ci-dessous :

↳ Compte ouvert auprès de : CAISSE D'EPARGNE Languedoc-Roussillon

Code banque	Code guichet	N° Compte	Clé RIB
13485	00800	08913464281	42

Titulaire du compte : ARACT Languedoc-Roussillon

Facturation :

Les demandes de paiement seront établies en un original et 3 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;

- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché ;
- le montant correspondant à la période en cause ;
- le montant total net de taxe des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Ville de Montpellier
Direction des Finances
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Les sommes dues au titulaire du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 12 – PENALITES DE RETARD

Des pénalités d'un montant de 50 euros par jour calendaire de retard peuvent s'appliquer en cas de retard dans la restitution dans le cas où ce retard est indépendant de l'organisation de la collectivité.

Article 13 – LITIGES

Tout litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement amiable entre les parties. A défaut d'accord, chaque partie peut saisir le tribunal compétent.

La Ville de Montpellier et l'Aract-LR se donnent le droit de mettre un terme au présent marché à la fin de chaque phase si l'une ou l'autre des parties était insatisfaite du travail effectué ou des conditions dans lesquelles il se déroule.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. L'indemnité de résiliation est obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché un pourcentage fixé de 5% diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 14 – VERIFICATION DES PRESTATIONS

A l'issue des opérations de vérification des prestations, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Le cas échéant, cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

A Montpellier, le 06/11/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Le conseiller municipal spécial délégué aux
Ressources Humaines**


Abdi EL KANDOUSSI

A Montpellier, le 05/11/2015

Président de l'ARACT LR


M. Philippe SUNER

ARACT LR
Immeuble Le Phenix Bat 9
1350 Avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER
Tél 04 99 526 140 - Fax 04 67 225 716
E-mail : aract.lr@anact.fr
www.languedoc.aract.fr

ANNEXES TECHNIQUES

- 1/ **Présentation du réseau Anact/Aract.**
- 2/ **Présentation du questionnaire « Gestion des Perspectives Sociales » du réseau Anact-Aract et du courrier d'accompagnement.**
- 3/ **Tableau récapitulatif du marché R&D**

1/ Présentation du réseau Anact-Aract

L'Anact, Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, est un établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Son conseil d'administration est tripartite : représentants des organisations syndicales de salariés, des employeurs et Etat.

Les Aract, associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail, sont des structures de droit privé, administrées paritairement et financées par des fonds publics (Anact, Directe et régions).

Décret n° 2015-968 du 31 juillet 2015 relatif aux missions et au fonctionnement de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail

Missions de l'agence et de son réseau :

« Art. R. 4642-1.-I.- L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé du travail.

« Dans le cadre des missions qui lui sont confiées en application de l'article L. 4642-1, l'agence conduit des actions visant à agir sur les éléments déterminants des conditions de travail, notamment l'organisation du travail et les relations professionnelles, en vue de leur amélioration.

« Ses champs d'intervention, dans le cadre des politiques publiques, couvrent notamment :

« 1° La promotion de la santé au travail et de la qualité de vie au travail, en particulier lors de la conception des organisations, des équipements et des installations de travail ;
« 2° La prévention des risques professionnels dans le cadre de l'organisation du travail ;
« 3° L'amélioration de l'environnement de travail par l'adaptation des postes, des lieux et des situations de travail.

« L'agence met également à disposition son expertise pour faciliter l'expression des salariés sur les conditions de réalisation de leur travail, notamment lors de la conduite de projets de transformation des entreprises et des organisations, et pour aider au dialogue social sur les questions de conditions de travail.

« Les activités conduites par l'agence dans le champ de l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail contribuent notamment à l'accès et au maintien en emploi durable des travailleurs, au développement des connaissances et des compétences des travailleurs tout au long de leur vie professionnelle et à l'égalité professionnelle.

« II.- Pour mener à bien ses missions, l'agence :

« 1° Conduit des interventions à caractère expérimental dans les entreprises, les associations et les structures publiques ;

« 2° Développe et produit à partir de ces expérimentations des outils et des méthodes susceptibles d'être utilisés par les employeurs, les travailleurs et leurs représentants ;

« 3° Assure l'information, la diffusion et la formation nécessaires à l'utilisation de ces outils et méthodes ;

« 4° Conduit une activité de veille, d'étude et de prospective sur les enjeux liés aux conditions de travail ;

« 5° Développe des partenariats avec les autres acteurs intervenant dans le domaine des conditions de travail, au niveau national et international.

« Les actions de l'agence, conduites au besoin par l'intermédiaire de tout acteur pertinent tel que les organisations professionnelles, consulaires ou de formation, bénéficient prioritairement aux petites et moyennes entreprises.

« Ses interventions au sein des structures publiques sont subordonnées à la passation d'une convention de partenariat fixant notamment les conditions dans lesquelles la structure contribue financièrement à l'intervention.

« L'agence conduit ses activités dans le respect des principes de neutralité et d'impartialité vis-à-vis des acteurs de l'entreprise, de l'association ou de la structure publique au sein de laquelle elle est amenée à intervenir.

« Art. R. 4642-2.-Des associations régionales paritaires ayant pour objet l'amélioration des conditions de travail participent aux missions définies à l'article R. 4642-1. Elles constituent un réseau dont l'agence assure le pilotage.

« L'appartenance au réseau est subordonnée à l'adhésion de l'association à la charte du réseau mentionnée à l'article R. 4642-4. Chaque association conclut avec l'agence une convention annuelle fixant ses actions et les financements correspondants.

« Les services déconcentrés de l'Etat en charge du travail et de l'emploi peuvent également confier à ces associations la réalisation d'actions dans les domaines énumérés à l'article R. 4642-1, en lien avec les objectifs stratégiques de l'agence mentionnés à l'article R. 4642-4. Les obligations réciproques qui en résultent font l'objet de conventions spécifiques.

2/ Présentation du questionnaire « Gestion des Perspectives Sociales » du réseau Anact-Aract et du courrier d'accompagnement



Votre qualité de vie au travail ?

Démarche de prévention des risques psychosociaux à la mairie de Montpellier

Madame, Monsieur,

Dans le cadre d'une démarche de prévention des risques psychosociaux (stress excessif, mal être au travail, ...) au sein de toute la collectivité, les élus, la direction et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et de Conditions de Travail (CHSCT) de la ville de Montpellier ont décidé, avec l'aide de l'Aract Languedoc-Roussillon, de mesurer le niveau de satisfaction des agents pour pouvoir prévenir ce type de risques et mieux agir sur la qualité de vie au travail.

Pour cela, nous vous demandons de bien vouloir remplir le questionnaire anonyme au verso.

Pour chaque question, vous disposez de quatre propositions de réponse : « Pas du tout d'accord », « Pas d'accord », « D'accord », « Tout à fait d'accord ». Parmi les quatre cases en face de chaque question, vous devez cocher avec une croix uniquement celle qui correspond le plus à ce que vous pensez.

L'Aract Languedoc-Roussillon, organisme régional paritaire œuvrant pour l'amélioration des conditions de travail, s'engage à ne pas communiquer les réponses individuelles à la collectivité.

Afin de garantir une totale confidentialité, merci de nous retourner le questionnaire avant le 30 novembre 2015 au moyen de l'enveloppe T préaffranchie qui vous a été remise : les questionnaires seront traités et conservés à l'Aract Languedoc-Roussillon.

Dès que le traitement des réponses sera terminé, vous aurez connaissance des résultats par l'intermédiaire du comité de pilotage paritaire mis en place dans votre collectivité.

Votre participation est la garantie d'une enquête réussie et nous vous en remercions.

L'équipe de l'Aract Languedoc-Roussillon

Modalités de retour des questionnaires

1. Remplissez le questionnaire.
2. Mettez le questionnaire dans l'enveloppe T.
3. Postez l'enveloppe.

Merci.

IMPORTANT :

Pour remplir le questionnaire, vous avez la possibilité de vous faire aider par l'assistant de prévention référent de votre service.

Pour la fiabilité des résultats, il est impératif de répondre à toutes les questions et de renseigner les informations en bas de page.

La qualité de la reconnaissance optique de vos réponses dépend de la qualité du remplissage du questionnaire : ne pas remplir ou noircir les cases, cocher par une croix qui traverse la case.



Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Languedoc-Roussillon
1350 avenue Albert Einstein, Bâtiment 9, le Phénix - 34000 Montpellier - Tél. 04 99 52 61 40
www.languedoc.aract.fr

**PLIER EN 3 SVP**

GPS3.3 scan

**Votre avis personnel :**

Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord
----------------------	--------------	----------	----------------------

Mairie de Montpellier**Thème 1 : LA COLLECTIVITE**

1. Je suis bien Informé(e) des projets et des objectifs de la collectivité
2. Je peux facilement communiquer avec ma direction
3. Je suis satisfait(e) du régime Indemnitaire
4. Je trouve que ma rémunération est en adéquation avec le travail que j'accomplis
5. La collectivité prend en compte mes problèmes personnels
6. La collectivité reconnaît la qualité de mon travail
7. La collectivité me donne des occasions d'accroître mes compétences
8. La collectivité m'offre des possibilités de promotion Intéressantes
9. Mes responsables hiérarchiques tiennent compte de mes avis dans leur prise de décision

<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Thème 2 : VOTRE RELATIONNEL

10. Je trouve que les relations de travail sont agréables
11. Je sais clairement ce que j'ai à faire
12. Je peux facilement discuter avec mon responsable hiérarchique direct
13. J'ai des difficultés dans mes relations avec le public
14. Je peux compter sur le soutien de mes collègues
15. Je reçois des Instructions claires
16. Des personnes de la collectivité me font subir des pressions excessives et répétées
17. Il y a des représentants du personnel au sein de la collectivité ☐ Oui ☐ Non
18. Si oui, je suis satisfait(e) de leur action

<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Thème 3 : VOTRE TRAVAIL

19. J'ai des difficultés à assurer ma charge de travail
20. Dans mon travail, je suis amené(e) à faire des choses qui vont à l'encontre de mes valeurs personnelles
21. Mes conditions de travail présentent un risque pour ma santé
22. Mon environnement de travail est confortable et agréable
23. Dans mon travail, j'ai des activités variées
24. L'organisation du temps de travail me permet de bien concilier ma vie personnelle et mon travail
25. J'ai la liberté de décider comment je fais mon travail
26. J'ai la possibilité d'influencer le déroulement de mon travail
27. Je dispose des moyens matériels nécessaires pour accomplir mon travail dans de bonnes conditions
28. Les contraintes de temps m'empêchent d'accomplir mon travail comme je le souhaite

<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Thème 4 : VOTRE AVENIR

29. J'ai confiance en l'avenir de la collectivité
30. Je pense que la collectivité se porte bien
31. J'estime que mon administration est capable d'assurer l'avenir de ses agents
32. J'ai des craintes quant à la stabilité de mon emploi

<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

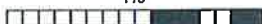
Question ouverte: A votre avis que faudrait-il prioritairement améliorer au sein de la collectivité ?

Thème 5 : VOUS

- Vous êtes** ☐ Femme ☐ Homme
- Vous avez** ☐ Moins de 25 ans ☐ De 25 à 34 ans ☐ De 35 à 44 ans ☐ De 45 à 54 ans ☐ 55 ans ou plus
- Vous êtes** ☐ Catégorie A ☐ Catégorie B ☐ Catégorie C
- Vous êtes** ☐ Encadrant ☐ Non Encadrant
- Votre** ☐ Administratif ☐ Animation ☐ Culture ☐ Médico-social ☐ Sécurité ☐ Sport ☐ Technique
- filière**

Questionnaire à retourner à l'ARACT Languedoc Roussillon - Merci pour votre participation

115



3/ TABLEAU RECAPITULATIF DU MARCHE R&D

Le tableau suivant récapitule le nombre de jours que la Ville de Montpellier s'engage à financer et le nombre de jours pris en charge par l'Aract-LR.

	Nb de jours à financer par la Ville de Montpellier	Nb de jours pris en charge par l'Aract
Phase 1 : structuration et pré-diagnostic		
Structuration de la démarche (de juin à septembre 2015) :	5 jours	3 jours
- Mise en place du COPIL et du COTECH		
- Réunions COTECH et COPIL		
- Finaliser la démarche d'évaluation et de prévention des RPS		
Pré-diagnostic (d'octobre à décembre 2015) :	7 jours	5 jours
- Préparation Questionnaire GPS avec COTECH et COPIL	+	+
- Restitutions COTECH, COPIL, CHSCT + organisation phase suivante		
- Envoi, Exploitation et analyse du questionnaire (GPS)	23 000 euros	8 700 euros
TOTAL PHASE 1	12 jours + 23 000 euros	8 jours + 8700 euros
Phase 2 : diagnostic approfondi (de janvier à juin 2016) :		2 jours
- Constitution des groupes de réflexion : réunions COTECH et COPIL		
- Préparation supports et animation des groupes de réflexion (16 réunions)	15 jours	6 jours
- Analyse et restitutions COTECH, COPIL, CHSCT		2 jours
TOTAL PHASE 2	15 jours	10 jours
Phase 3 : Elaboration du Plan d'action (juin à septembre 2016) :	15 jours	6 jours
- Préparation supports et animation des groupes de réflexion (16 réunions)		3 jours
- Etude de faisabilité dans les services sur les pistes d'actions proposées		
- Analyse et restitutions aux COTECH, COPIL, CHSCT		2 jours
TOTAL PHASE 3	15 jours	11 jours
Phase 4 : Capitalisation (2^{ème} semestre 2016) :		
- Elaboration d'un article sur la démarche mise en place à la Ville de Montpellier permettant une communication aux autres collectivités – travail ARACT + COPIL		6 jours
TOTAL PHASE 4	0 jour	6 jours

A Montpellier, le 06/11/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Le conseiller municipal spécial délégué aux
Ressources Humaines

Abdi EL KANDOUSSI

A Montpellier, le 05/11/2015

Président de l'ARACT LR

ARACT - LR

Immeuble Le Phenix Bat 9

1350 Avenue Albert Einstein

34000 MONTPELLIER

Tél 04 99 526 140 - Fax 04 67 225 716

E-mail : aract.lr@aract.fr

www.languedoc.aract.fr

MARCHÉ DE SERVICE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

MAIRIE DE MONTPELLIER / ARACT LR

AVENANT À LA CONVENTION :

**« Expérimentation dans la structuration et la mise en œuvre d'une démarche
de prévention des risques psychosociaux à la Mairie de Montpellier »**

Date de notification :

Entre les soussignés,

**L'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Languedoc-
Roussillon**, ci-dessous dénommée **Aract LR**, Association loi 1901

Sise, 1350 avenue Albert Einstein – Le Phénix – Bât. 9 – 34000 MONTPELLIER

Représentée par son Président : **Monsieur Philippe SUNER**

D'une part,

La Mairie de MONTPELLIER

1 place Georges Frèche – 34064 MONTPELLIER Cedex 2

Représentée par son Maire : **Monsieur Philippe SAUREL**

D'autre part,

Il est exposé en préambule ce qui suit :

Dans le cadre de sa démarche expérimentale sur la prévention des risques psychosociaux et dans l'objectif de professionnalisation des acteurs internes, la Mairie de Montpellier a identifié un terrain spécifique de mise en œuvre de cette démarche pour lequel elle souhaite un appui de l'Aract.

Identifié le 11 décembre 2015 par le comité technique paritaire travaillant sur la démarche globale de prévention des risques psychosociaux, ce terrain expérimental est le parc zoologique du Lunaret. Cette direction a fait l'objet d'une alerte du médecin du travail portant exclusivement sur les risques psychosociaux élevés pour les agents. Suite à cette alerte, un CHSCT extraordinaire s'est réuni fin 2015 afin d'évoquer cette problématique et signifier l'urgence d'intervenir dans cette direction.

La collectivité se questionne sur la méthode à mettre en œuvre au zoo. La Ville souhaiterait que cette démarche spécifique s'intègre dans la démarche globale. Aussi, elle souhaite un focus de l'Aract sur ce périmètre qui aura pour vocation d'articuler démarche globale avec un plan d'actions de prévention opérationnel dans un service où les relations sociales sont difficiles. Il s'agira de capitaliser sur cette expérimentation afin d'identifier non seulement les signes précurseurs à ce type de situation mais également de définir une méthodologie d'action dans tout périmètre où cela s'avérerait nécessaire.

Pour ce faire, la Mairie de Montpellier établit un avenant au marché de service de recherche et de développement déjà existant avec l'ARACT-LR en application de l'article 3-6 du titre 1 du Code des Marchés Publics

Ceci étant exposé, il est convenu d'arrêter ce qui suit :

Article 1 – OBJET DE L'AVENANT DU MARCHÉ DE SERVICE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le présent avenant détermine le cadre et les modalités concrètes de la coopération entre la Mairie de Montpellier et l'Aract LR, convention intitulée : « Avenant à la convention sur l'expérimentation dans la structuration et la mise en œuvre d'une démarche de prévention des risques psychosociaux à la Mairie de Montpellier ».

Ce marché a pour objet de permettre à l'Aract LR d'aider la Mairie de Montpellier dans son action de diagnostic et de prévention des risques psychosociaux sur un service que constitue le parc zoologique du Lunaret, en articulation avec la démarche globale déclinée sur l'ensemble de la collectivité.

La sollicitation de l'Aract LR pour son appui sur le périmètre du parc zoologique est issue du comité de pilotage sur la prévention des risques psychosociaux et formulée dans un cahier des charges rédigé par le Service Prévention des risques professionnels.

Éléments de contexte et reformulation de la demande de la Mairie :

Pour analyser cette sollicitation, les personnes suivantes ont été rencontrées :

- Monsieur Gomel (directeur du parc), Monsieur Gomis et Madame Lacroix (directeurs adjoints), Messieurs Perret, Chenet, Carrasco, Moynier (chefs de services),
- Madame Beregi (directrice générale adjointe des services en charge du parc zoologique),
- Dr Faure (médecin du travail),
- Messieurs Bonbonnelle et Bourgade (délégués UNSA), Madame Mendez (déléguée FO), Monsieur Varea (délégué CGT), Madame Crespy et Monsieur Ramond (délégués CFDT).

Le parc zoologique du Lunaret a connu de nombreux changements ces dernières années : changement de direction, évolution du statut du parc (passage en établissement recevant du public), évolutions des équipes avec notamment la mise en place d'une équipe de pompiers forestiers permettant de répondre aux exigences de sécurité, mises aux normes imposées par le cadre réglementaire et la vétusté des installations, pour n'en citer que quelques-uns.

Ces différents changements et la façon de les conduire, ainsi que le manque de visibilité sur la stratégie de la collectivité concernant l'avenir du zoo, ont laissé des traces sur les relations sociales entraînant des tensions fortes au sein des lignes hiérarchiques, entre les équipes et parfois entre les personnes. Parmi les facteurs de tension, en dehors des éléments historiques évoqués et de l'avis de la majorité des personnes rencontrées, citons notamment :

- l'isolement géographique du parc et la question du soutien de l'administration,
- les pratiques managériales successives,
- les changements fréquents d'organisation et le sens donné à ces évolutions,
- l'invisibilité sur le et les projets du parc,
- les cloisonnements entre les services,
- les caractéristiques intrinsèques des métiers : pénibilité, charge de travail, relations avec le public, etc.
- les questions de reconnaissance et de sens entraînant des conflits de critères dans la réalisation du travail,
- les problématiques de relations de travail considérées à la fois comme une cause et une conséquence des tensions existantes.

Les difficultés ont notamment été remontées par la direction (comportements individuels inadaptés, conflits importants entre équipes, grève de certains métiers, crises successives, absentéisme probablement lié au travail, etc.), les organisations syndicales et le médecin du travail ; c'est suite à cette dernière alerte qu'un CHSCT extraordinaire a été convoqué afin d'envisager les améliorations possibles et notamment l'intérêt d'un appui externe.

Les objectifs assignés à cet appui sont d'aider la collectivité à « *s'engager dans une démarche de diagnostic et d'élaboration d'un plan d'action de prévention des risques psychosociaux* ».

Il est proposé plus précisément que cette action réponde aux enjeux suivants :

- prendre en compte le projet stratégique du parc en cours de structuration, permettant d'installer une dynamique d'échanges tournée vers l'avenir du zoo,
- « *mettre le travail au cœur des débats* »,
- s'engager dans une démarche permettant la contribution des agents,
- proposer des espaces de discussion sur le travail à travers l'animation de groupes de réflexion,
- prendre en compte les actions déjà mises en œuvre lors de précédentes crises.

Pour répondre à ces enjeux, l'action doit répondre aux objectifs suivants :

- identifier les principaux facteurs de tensions et de ressources dans le travail des agents,
- permettre de partager les éléments de diagnostic entre les agents (comprenant les membres de l'encadrement),
- proposer des pistes d'actions co-construites faisant l'objet d'une étude de faisabilité,
- installer une démarche projet permettant d'améliorer les relations sociales au sein du parc.

Approche méthodologique proposée par l'Aract LR :

- **Recentrer les échanges sur les questions du travail et de ses conditions de réalisation.**

Dans ce contexte de relations sociales dégradées, il est proposé de décaler les tensions portant sur les conflits interindividuels sur des éléments inhérents au travail, à l'organisation du travail et aux évolutions à venir du fait du projet stratégique du zoo. Il s'agit en effet de recentrer les échanges sur les questions du travail afin d'une part d'expliquer les tensions au regard des activités réalisées, des relations de travail, des conditions de réalisation du travail, etc., et d'autre part de mettre en avant ce qui fait ressources pour les agents leur permettant de réaliser un travail de qualité.

- Baser le diagnostic et les pistes d'amélioration sur une démarche participative et pilotée par la direction.

Les agents concernés par les tensions dans leur travail sont les plus à même de mettre en avant les facteurs de risques psychosociaux et les actions à mettre en œuvre pour les réduire. Il convient donc de proposer une méthode participative afin de placer les agents et leur encadrement dans une posture de contribution active à la démarche et ainsi faciliter les débats, la confrontation de points de vue, ce qui permettra de mieux partager les caractéristiques du travail et les contraintes des autres. Cette démarche doit s'inscrire dans une conduite de projet claire, connue de tous et pilotée par la direction du zoo et l'administration.

- S'appuyer sur l'opportunité du projet stratégique du parc.

La collectivité a débloqué un budget conséquent pour le parc zoologique pour les années à venir. Il s'agit de poursuivre la mise en conformité des installations mais également appuyer un projet porteur de sens pour l'avenir du zoo. Ce projet constitue une véritable opportunité pour impliquer les agents, mettre à plat les difficultés actuelles afin d'anticiper les conditions futures de réalisation du travail. Il convient donc d'articuler les pistes d'amélioration, leurs conditions de faisabilité et le projet à venir afin de proposer des repères de conception pour améliorer le futur cadre de travail.

Article 2 – AXES DE COOPÉRATION ENTRE LA MAIRIE DE MONTPELLIER ET L'ARACT LR

Dans la perspective de la déclinaison de sa démarche expérimentale de prévention des risques psychosociaux sur le parc zoologique du Lunaret, la Mairie de Montpellier souhaite un appui de l'Aract LR dans :

- L'identification des facteurs de risques psychosociaux au sein du parc,
- La mise en œuvre d'une démarche permettant un diagnostic partagé sur ces facteurs de risques psychosociaux et l'élaboration d'un plan d'actions ayant fait l'objet, au préalable, d'une étude de faisabilité,
- La capitalisation sur la méthodologie mise en place au sein du parc en vue d'une généralisation sur les autres unités de travail.

Les modalités techniques de cette coopération, définies lors de la réunion du 12/02/2016 avec les membres du comité technique ayant formulé la demande auprès de l'Aract LR, sont décrites à l'annexe de ce présent marché.

Article 3 – MISE EN ŒUVRE DES AXES DE COOPERATION

Les parties s'engagent à mettre en œuvre les axes de coopération qu'ils ont conjointement déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines ou matérielles et en mobilisant les moyens et leviers d'action dont ils disposent.

Pour l'Aract, les intervenants seront Catherine PINATEL et Emmanuel ALBERT, chargés de mission.

Article 4 – COORDINATION DU PROGRAMME DE COOPERATION

Les parties désignent en leur sein un coordinateur chargé du suivi de l'exécution de cette coopération.

La Mairie de Montpellier désigne Alain PONS DE VINCENT, directeur général adjoint des services de la Mairie de Montpellier.

L'Aract LR désigne Serge DELTOR, directeur de l'Aract LR.

Article 5 – PILOTAGE ET SUIVI DE LA DÉMARCHE

Le comité de pilotage institué entre les signataires du marché auquel s'adosse cet avenant sera l'instance de suivi de cette présente action. Il est rappelé qu'il est chargé de contribuer à la construction et à l'organisation de l'intervention, de suivre l'intervention, de transmettre les informations, de capitaliser sur les actions possibles de transfert. Le comité de pilotage fera un rapport régulier au CHSCT.

Il est composé :

- pour la Mairie de Montpellier, d'élus de la collectivité, de la direction en charge du parc zoologique, de représentants des organisations syndicales, avec l'appui de la DGS et d'experts de la santé au travail (service Prévention notamment),
- pour l'Aract LR des chargés de mission intervenant. Pourra y être invité le coordinateur pour l'Aract LR.

Article 6 – PROGRAMME DE COOPÉRATION

Le programme envisagé se développe en 4 phases :

- Phase 1 (Mars 2016) : Une phase de lancement de la démarche

Cette phase consistera à :

- Identifier les conditions de réussite de la démarche au parc zoologique avec la direction,
- Informer les agents du parc sur la démarche pour pouvoir les impliquer,
- Valider les principes de l'action et organiser sa mise en œuvre avec le comité de pilotage à partir de propositions de l'Aract : phasage, critères de choix pour les entretiens, modalités de constitution des groupes, etc.

- Phase 2 (Mars à avril 2016) : Une phase de recueil de données sur le travail

Cette phase consistera à :

- Réaliser des entretiens individuels et/ou collectifs au sein de chaque service du parc afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine des tensions existantes et les ressources sur lesquelles s'appuyer en matière de prévention. Des situations de travail dites caractéristiques seront identifiées pour la phase d'observation. Il est prévu le dimensionnement suivant :
 - Services administratif et pédagogique : 3 entretiens chacun,
 - Services animalier, sécurité/accueil et technique : 6 entretiens chacun.

- Réaliser des observations de situations de travail caractéristiques afin de mieux comprendre tous les déterminants des activités choisies. Il est prévu le dimensionnement suivant :
 - Services animalier, sécurité/accueil et technique : 1 jour d'observation chacun.
- Exploiter l'ensemble des matériaux recueillis en vue de l'animation des groupes de réflexion (voir phase suivante),
- Restituer les données exploitées en comité de pilotage.

Dans le cadre de la phase d'observation, l'Aract pourrait être amenée à « prendre des photos ou filmer des situations de travail » pouvant être à l'origine de difficultés et/ou intégrant des ressources pour mener à bien le travail.

La prise de photo ou vidéo se fera avec l'accord des agents concernés et leur direction. L'usage sera limité à des fins méthodologiques et à l'animation des groupes de réflexion après accord des agents. Les photos ou bandes vidéo pourront être détruites ou remises aux agents concernés après exploitation.

Phase 3 (Avril à juin 2016): Une phase d'animation des groupes de réflexion pour partager le diagnostic et identifier des pistes d'amélioration opérationnelles

- Mettre en place et animer un groupe de réflexion constitué d'agents (GRA) et un groupe de réflexion constitué d'encadrants (GRE) issus des différents services et sur la base du volontariat. Ces groupes permettront une véritable co-construction du diagnostic et des pistes d'amélioration. Chaque groupe se réunira 3 fois : 1 réunion d'une journée sur le diagnostic, 1 réunion d'une journée sur les pistes d'actions, auxquelles s'ajouteront 2 réunions de mutualisation inter-groupes sur la partie diagnostic et sur la partie pistes d'actions.
- Réaliser une étude de faisabilité des pistes d'amélioration proposées par les groupes de réflexion avec la direction du zoo et les directions concernées au sein de la collectivité, en vue de l'élaboration de fiches action concrètes intégrées dans une démarche de conduite de projet clairement définie et s'articulant avec le projet à venir de la collectivité pour le parc zoologique.
- Finaliser le plan d'actions de prévention des risques psychosociaux retenu sur le périmètre du parc.
- Restituer au comité de pilotage et au CHSCT l'ensemble des travaux.

- **Phase 4 (Juin à octobre 2016) : Une phase de capitalisation sur les travaux mis en œuvre au sein du parc zoologique** visant à modéliser une méthodologie de prévention des situations fortement dégradées et d'intervention de ressources internes dans le cas où la prévention n'aurait pas été possible. Ce travail, pris en charge par l'Aract LR, sera réalisé en articulation avec le comité de pilotage de la démarche globale.

L'Aract LR s'engage à rendre compte auprès du comité de pilotage de l'avancement de l'action et le cas échéant, d'événements susceptibles de modifier le calendrier ou le programme de travail.

Article 7 – PROPRIETES ET RESULTATS DU PROGRAMME DE COOPÉRATION

L'Aract LR adresse à la Mairie de Montpellier un support de capitalisation reprenant la synthèse ainsi que les enseignements issus de la démarche mise en œuvre au sein de la collectivité.

A l'issue de l'action, chaque partie est libre d'utiliser les résultats de l'action en fonction de leur besoin d'étude, de capitalisation ou de transfert.

Article 8 – COMMUNICATION

Les parties s'engagent à s'informer au préalable de la mise en œuvre de toute action de communication liée aux actions conduites dans le cadre du présent marché.

Article 9 – DUREE

Le présent marché prend effet dès sa signature et pour la durée de l'expérimentation, soit jusqu'au 31 octobre 2016.

Article 10 – FINANCEMENT DU PROGRAMME

Chaque cocontractant participe à la réalisation de ce programme par une mise à disposition de ressources sous forme d'un financement de nombre de jours consacrés à cette coopération.

Le prix de la journée du réseau Anact-Aract est de 1000 euros net de taxes (T.V.A. non applicable conformément aux articles 206,1bis et 261,7-1 du Code Général des Impôts).

La Ville de Montpellier s'engage à apporter son concours à l'Aract-LR à hauteur de :

- Pour la phase 1 : 1 jour d'intervention x 1000 euros soit 1000 euros
- Pour la phase 2 : 8 jours d'intervention x 1000 euros soit un maximum de 8000 euros
- Pour la phase 3 : 7 jours d'intervention x 1000 euros soit un maximum de 7000 euros

Pour un total maximum de 16000 euros net de toutes taxes.

L'Aract-LR apporte sa contribution à la coproduction de la démarche de prévention en fournissant :

- Pour la phase 1 : 3 jours d'intervention x 1000 euros soit 3000 euros
- Pour la phase 2 : 4 jours d'intervention x 1000 euros soit un maximum de 4000 euros
- Pour la phase 3 : 5 jours d'intervention x 1000 euros soit un maximum de 5000 euros
- Pour la phase 4 : 3 jours d'intervention x 1000 euros soit 3000 euros

Pour un total maximum de 15000 euros net de toutes taxes.

Le nombre de jours que la Ville de Montpellier s'engage à financer et le nombre de jours pris en charge par l'Aract-LR sont précisés au point 3 des Annexes techniques.

Article 11 - PAIEMENT

Modalités de paiement :

La Mairie de Montpellier s'engage à régler l'Aract-LR selon les modalités suivantes :

- 50 % à l'accomplissement des phases 1 et 2,
- 50% à la fin de la phase 3.

La Mairie de Montpellier se libérera des montants dus en exécution de la présente convention par virement au compte bancaire indiqué ci-dessous :

☞ Compte ouvert auprès de : CAISSE D'EPARGNE Languedoc-Roussillon

Code banque	Code guichet	N° Compte	Clé RIB
13485	00800	08913464281	42

Titulaire du compte : ARACT Languedoc-Roussillon

Facturation :

Les demandes de paiement seront établies en un original et 3 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché ;
- le montant correspondant à la période en cause ;
- le montant total net de taxe des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Ville de Montpellier
Direction des Finances
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Les sommes dues au titulaire du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 12 – PENALITES DE RETARD

Des pénalités d'un montant de 50 euros par jour calendaire de retard peuvent s'appliquer en cas de retard dans la restitution dans le cas où ce retard est indépendant de l'organisation de la collectivité.

Article 13 – LITIGES

Tout litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement amiable entre les parties. A défaut d'accord, chaque partie peut saisir le tribunal compétent.

La Ville de Montpellier et l'Aract-LR se donnent le droit de mettre un terme au présent marché à la fin de chaque phase si l'une ou l'autre des parties était insatisfaite du travail effectué ou des conditions dans lesquelles il se déroule.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. L'indemnité de résiliation est obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché un pourcentage fixé de 5% diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 14 – VERIFICATION DES PRESTATIONS

A l'issue des opérations de vérification des prestations, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Le cas échéant, cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

A Montpellier, le

A Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Le conseiller municipal spécial délégué aux
Ressources Humaines**

Président de l'ARACT LR

Abdi EL KANDOUSSI

M. Philippe SUNER

ANNEXES TECHNIQUES

- 1/ Présentation du réseau Anact/Aract.**
- 2/ Tableau récapitulatif du marché R&D**

1/ Présentation du réseau Anact-Aract

L'Anact, Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, est un établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Son conseil d'administration est tripartite : représentants des organisations syndicales de salariés, des employeurs et Etat.

Les Aract, associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail, sont des structures de droit privé, administrées paritairement et financées par des fonds publics (Anact, Direccte et régions).

Décret n° 2015-968 du 31 juillet 2015 relatif aux missions et au fonctionnement de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail

Missions de l'agence et de son réseau :

« Art. R. 4642-1.-I.- L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé du travail.

« Dans le cadre des missions qui lui sont confiées en application de l'article L. 4642-1, l'agence conduit des actions visant à agir sur les éléments déterminants des conditions de travail, notamment l'organisation du travail et les relations professionnelles, en vue de leur amélioration.

« Ses champs d'intervention, dans le cadre des politiques publiques, couvrent notamment :

« 1° La promotion de la santé au travail et de la qualité de vie au travail, en particulier lors de la conception des organisations, des équipements et des installations de travail ;

« 2° La prévention des risques professionnels dans le cadre de l'organisation du travail ;

« 3° L'amélioration de l'environnement de travail par l'adaptation des postes, des lieux et des situations de travail.

« L'agence met également à disposition son expertise pour faciliter l'expression des salariés sur les conditions de réalisation de leur travail, notamment lors de la conduite de projets de transformation des entreprises et des organisations, et pour aider au dialogue social sur les questions de conditions de travail.

« Les activités conduites par l'agence dans le champ de l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail contribuent notamment à l'accès et au maintien en emploi durable des travailleurs, au développement des connaissances et des compétences des travailleurs tout au long de leur vie professionnelle et à l'égalité professionnelle.

« II.- Pour mener à bien ses missions, l'agence :

« 1° Conduit des interventions à caractère expérimental dans les entreprises, les associations et les structures publiques ;

« 2° Développe et produit à partir de ces expérimentations des outils et des méthodes susceptibles d'être utilisés par les employeurs, les travailleurs et leurs représentants ;

« 3° Assure l'information, la diffusion et la formation nécessaires à l'utilisation de ces outils et méthodes ;

« 4° Conduit une activité de veille, d'étude et de prospective sur les enjeux liés aux conditions de travail ;

« 5° Développe des partenariats avec les autres acteurs intervenant dans le domaine des conditions de travail, au niveau national et international.

« Les actions de l'agence, conduites au besoin par l'intermédiaire de tout acteur pertinent tel que les organisations professionnelles, consulaires ou de formation, bénéficient prioritairement aux petites et moyennes entreprises.

« Ses interventions au sein des structures publiques sont subordonnées à la passation d'une convention de partenariat fixant notamment les conditions dans lesquelles la structure contribue financièrement à l'intervention.

« L'agence conduit ses activités dans le respect des principes de neutralité et d'impartialité vis-à-vis des acteurs de l'entreprise, de l'association ou de la structure publique au sein de laquelle elle est amenée à intervenir.

« Art. R. 4642-2.-Des associations régionales paritaires ayant pour objet l'amélioration des conditions de travail participent aux missions définies à l'article R. 4642-1. Elles constituent un réseau dont l'agence assure le pilotage.

« L'appartenance au réseau est subordonnée à l'adhésion de l'association à la charte du réseau mentionnée à l'article R. 4642-4. Chaque association conclut avec l'agence une convention annuelle fixant ses actions et les financements correspondants.

« Les services déconcentrés de l'Etat en charge du travail et de l'emploi peuvent également confier à ces associations la réalisation d'actions dans les domaines énumérés à l'article R. 4642-1, en lien avec les objectifs stratégiques de l'agence mentionnés à l'article R. 4642-4. Les obligations réciproques qui en résultent font l'objet de conventions spécifiques.

3/ TABLEAU RECAPITULATIF DU MARCHE R&D

Le tableau suivant récapitule le nombre de jours que la Ville de Montpellier s'engage à financer et le nombre de jours pris en charge par l'Aract-LR.

	Nb de jours à financer par la Ville de Montpellier	Nb de jours pris en charge par l'Aract
<u>Phase 1 : Lancement de la démarche (mars 2016) :</u>		
- Réunion avec la direction du zoo		1 jour
- Réunion du COPIL	1 jour	
- Information des agents		1 jour
- Organisation de l'intervention		1 jour
TOTAL PHASE 1	1 jour	3 jours
<u>Phase 2 : Recueil de données sur le travail (de mars à avril 2016) :</u>		
- Entretiens individuels et collectifs	4 jours	
- Observations d'activité	3 jours	2 jours
- Préparation des supports de restitution		2 jours
- Analyse et restitution au COPIL	1 jour	
TOTAL PHASE 2	8 jours	4 jours
<u>Phase 3 : Animation des groupes de réflexion (avril à juin 2016) :</u>		
- Préparation des supports et animation des groupes de réflexion (1 groupe agents et 1 groupe encadrement / réunions communes)	5 jours	2 jours
- Etude de faisabilité sur les pistes d'actions proposées (2 réunions avec les services concernés)	1 jour	2 jours
- Régulation avec la direction du zoo		1 jour
- Analyse et restitution au COPIL et au CHSCT	1 jour	
TOTAL PHASE 3	7 jours	5 jours
<u>Phase 4 : Capitalisation (juin à octobre 2016) :</u>		
- Formalisation d'un retour d'expérience sur l'accompagnement pour alimenter les travaux de la démarche générale « Prévention des RPS » sur la collectivité		3 jours
TOTAL PHASE 4		3 jours
TOTAL	16 jours	15 jours

A Montpellier, le

A Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Le conseiller municipal spécial délégué aux
Ressources Humaines**

Président de l'ARACT LR

Abdi EL KANDOUSSI

M. Philippe SUNER

**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace
Public**

Service Commerce et Artisanat
Modification de la régie de recettes "Concessions"
**Elargissement des modes d'encaissement et régie
prolongée de 90 jours**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision 2012/0263 du 22 juin 2012, relative à la création de la régie de recettes pour les concessions,
- Vu la décision 2014/0288 du 27 Août 2014, relative à la modification de la régie concernant les modes d'encaissement,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 21 Juin 2016,
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur le 1^{er} adjoint Max LEVITA,

CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement de la régie des concessions, il est nécessaire de revoir la durée de cette régie prolongée et d'en élargir les modes d'encaissement de recettes.

DECIDE

En conséquence, que la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie prolongée de recettes, « concession » auprès du Service Commerce et Artisanat de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Article 2 : Cette régie est installée 1, place Georges FRECHE, 34267 Montpellier Cedex 2

Article 3 : La régie encaisse les produits trimestriels des concessions (guinguettes, kiosques fleuristes, kiosque à journaux, manèges,)

Article 4 : Les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants au chapitre 929 :

- Numéraire
- Chèques
- Cartes bancaires
- Virements bancaires
- **Prélèvements**

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur tickets et/ou factures issus du logiciel GOEDP de la société ILTR.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 €.

Article 7 : dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'Article 3.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 9 : En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 10 : Le régisseur sera assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 . 07 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 08 . 07 . 2016
Notifiée le :

**Cotisation pour l'année 2016 à l'association
"Immeubles en Fête"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2082/T/R du 06/06/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que par délibération en date du 11 mai 2015, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion annuelle de la Ville à l'association « Immeubles en fête » ;
- Qu'il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville à l'association « Immeubles en fête » pour l'année 2016 ;
- Que le montant de la cotisation est fixée à 1 350 € pour l'année 2016 ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation 2016 à l'association « Immeubles en fête » ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920 nature 628 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 21.07.2016
Notifiée le :

CAISSE D'EPARGNE Languedoc Roussillon
Contrat A17110DO000 - Remboursement
anticipé partiel de 2,5 M€
Mise en place d'un financement de 2,5 M€ sur
enveloppe Banque Européenne d'Investissement
(Programme Haute Qualité Energie Environnement)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances

Considérant :

- La construction du groupe scolaire André Malraux, Bâtiment à Energie POSitive (BEPOS) autorisée par le permis de construire n° PC3417213V0120 délivré le 03/02/2014,
- L'opportunité de capter l'enveloppe BEI pour un financement à taux fixe bonifié proposé par la Caisse d'Epargne LR, le programme BEI HQEE2 étant destiné à accompagner les collectivités dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour la construction ou la réhabilitation de bâtiment d'intérêt public respectant des normes énergétiques et environnementales supérieures aux standards en vigueur,
- Les conditions financières attractives offertes dans ce cadre au regard du marché classique actuel (décôte de l'ordre de 40 pb) sur la mise en place d'un contrat de 2.500.000 euros (deux millions cinq cent mille euros), au taux fixe trimestriel de 1,35% en amortissement constant, sur une durée de 25 ans, valorisée aux conditions de marché à Euribor3m + 84 Pb (évaluation marché en date du 27/06/2016 équivalant à une baisse de marge de 56 Pb), comportant une commission d'engagement de 0,10 % et la possibilité d'un remboursement par anticipation avec paiement d'une indemnité actuarielle,
- La possibilité d'un remboursement partiel anticipé concomittant de 2.500.000 euros (deux millions cinq cent mille euros) sur le contrat CE-LR n° A17110DO000 (capital restant dû au 25/09/2016 : 9.143.816,61 euros (neuf millions cent quarante trois mille huit cent seize euros et soixante et un centimes), indexé sur euribor 3 mois avec marge de 140 Pb, comportant une indemnité de remboursement par anticipation de 3% du Capital Restant Dû dont la Caisse d'Epargne a consenti la remise à la Ville,
- Le rééquilibrage de notre dette entre taux fixes (51 %) et taux variables (49%) apporté par l'opération.

Décide en conséquence :

- De procéder au remboursement partiel par anticipation d'un capital de 2.500.000 euros (deux millions cinq cent mille euros) en date du 23/09/2016 (le 25/09/2016 étant un jour non ouvré),
- De réaliser un emprunt de 2.500.000 euros aux caractéristiques indiquées ci-dessus dans le cadre du programme HQEE2 de la BEI auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur Max LEVITA 1^{er} Adjoint délégué aux Finances, à signer tout document relatif à cette affaire, à effectuer les opérations budgétaires nécessaires et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 21.01.2016

Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué

Publiée le : 22.01.2016
Notifiée le :

Max LEVITA



Fiche B
A remplir par le Bénéficiaire Final

PROGRAMME HAUTE QUALITE ENERGIE ENVIRONNEMENT II

FICHE B – A REMPLIR PAR LE BENEFICIAIRE FINAL

**Dossier d'instruction pour les projets d'investissement compris
entre 500.000 EUR et 50.000.000 EUR**

Le 21 octobre 2010, le Conseil d'Administration de la BEI a autorisé la mise en place du Programme Haute Qualité Énergie Environnement II (700 M EUR) qui vise, dans l'accompagnement des objectifs de l'État français à réduire les émissions de gaz à effet de serre notamment dans le secteur des bâtiments publics, à financer la construction et la réhabilitation des bâtiments d'intérêt public (collèges, crèches, extension de bâtiments administratifs, centres sportifs et de loisirs, locaux associatifs...) respectant des normes énergétiques et environnementales supérieures aux standards en vigueur.

1. ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE FINAL


Afin de bénéficier d'un adossement de ses investissements sur le Programme Haute Qualité Énergie Environnement II mis en place par la Banque européenne d'investissement, adossement qui permet à la [Banque Intermédiaire] [nom de la Banque] d'octroyer de meilleures conditions financières, le [BENEFICIAIRE FINAL] [nom du Bénéficiaire] s'engage à :

- 1.1 Réaliser le Projet identifié dans cette Fiche B et à n'utiliser le financement adossé sur ressources BEI que dans le cadre de cette réalisation ;
- 1.2 Réaliser le Projet afin d'atteindre la performance énergétique et les cibles environnementales (dans le cas d'une démarche HQE), telles qu'elles sont décrites au §3 ci-dessous ;
- 1.3 Fournir à la [Banque Intermédiaire] [nom de la Banque, dans les 6 mois suivant la mise en service du Projet], une attestation confirmant que le Projet a atteint le standard supérieur et les cibles environnementales visées (dans le cas d'une démarche HQE), sous la forme d'un label ou d'un certificat attestant du respect de la norme en question.

2. IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE FINAL

2.1 Nom	Ville de Montpellier
2.2 Statut juridique	Collectivité locale publique
2.3 Adresse complète	1 place Georges Frêche – 34070 MONTPELLIER
2.4 Directeur financier (coordonnées)	Vincent Domeizel Vincent.domeizel@ville-montpellier.fr 04 67 34 70 20
2.5 Caractéristiques principales de l'activité du bénéficiaire final	<ul style="list-style-type: none"> • Activité principale : Responsabilités locales et représentation de l'Etat dans un certain nombre de formalités administratives • Nombre d'employés : 4 300

3. LE PROJET

3.1a Brève description du projet (résumé)	Groupe scolaire BEPOS de 15 classes. Construction neuve. 3200 m² SDP Montant du projet d'investissement : 9 500 000 HT Date du permis de construire : 03 / 02 / 2014 Date de début du projet : chantier ouvert 07/04/2014 Date prévisionnelle d'achèvement de l'ensemble des travaux énergétiques : 09/2016
3.1b Déclarations	1) Le coût d'investissement du Projet est inférieur à 50 millions d'euros 2) Le Projet relève du <u>secteur tertiaire public et ne concerne ni le logement social ni un secteur exclu par la BEI</u> (alcool, tabac, armée) 3) le Projet ne <u>bénéficie pas par ailleurs d'une autre enveloppe BEI</u> . 4) Le Projet <u>exclut toute infrastructure impliquant une contrainte sur personne</u> (p.ex. cellules de détention ou de confinement)
3.2 Performance énergétique requise (obligatoire)	<input checked="" type="checkbox"/> Bâtiments à Énergie Positive (BEPOS)
3.3 Le Projet suit également la démarche HQE ¹ (condition facultative)	<input type="checkbox"/> Non
3.4 Type de soutien de l'ADEME (le cas échéant)	<input type="checkbox"/> Non
3.5 Procédures suivies pour les appels d'offres	Les procédures suivies sont conformes au code des Marchés et aux Directives européennes Directive 93/37/EEC.
3.6 Impact sur l'environnement selon Directive 97/11 EEC	(i) Le Bénéficiaire Final déclare que les opérations à financer sont conformes aux règles environnementales nationales et européennes. (ii) Le Bénéficiaire Final s'engage à fournir les informations nécessaires liées à l'environnement (par exemple le résumé non-technique d'Étude d'Impact Environnemental) à la Banque à la demande de la BEI (le cas échéant aux fins de publication sur son site web) ou si cela s'avère nécessaire.
Date : 02/06/2016	Signature :  Nom et fonction : M. Max LEVITA 1 ^{er} Adjoint délégué aux Finances

¹ Haute Qualité Environnementale (HQE): engagement du maître d'ouvrage à atteindre

- (i) une performance très haute sur trois ou quatre des 14 cibles environnementales réparties en quatre catégories (éco-construction, éco-gestion, confort et santé), et
- (ii) une performance haute sur quatre ou cinq autres cibles, et
- (iii) une performance de base sur les cibles restantes, et tout autre objectif supérieur aux normes en vigueur fixées au titre des programmes futures lancées par l'État.



Valeur d'un point de base (0.01%)

26/05/2016

Caractéristiques de l'emprunt

Montant	9 197 839.47 €
Date de réalisation	25/06/2016
Durée	30 ans
Type d'amortissement	Linéaire (Capital constant)
Périodicité d'amortissement	Trimestrielle
Périodicité du taux	Trimestrielle
Base du taux	Ex/360

Libellé	Valeur
0.01 % représente un total d'intérêt de (Budgétaire)	14 113.91 €
0.01 % représente en valeur actuelle de (Actuariel)	13 094.69 €

541



NOTE

Date : 27/05/2016

Auteur : S. CALIN

Direction des Finances

*Service Expertise
Financière*

Tél : 04 67 34 88 42

Fax : 04 99 06 06 88

Service destinataire: Direction des Finances

Destinataires : A. PONS DE VINCENT- J. BEREGI

Objet : Analyse offre CELR – Substitution d'un taux fixe bonifié BEI (enveloppe échue le 30/06/2016) à un taux variable réalisé en 2012

P.J : Encours CELR- Historique et anticipation EUR3M jusqu'en 2043- Fiche B (dossier instruction BEI)- Modèle attestation-

Autres destinataires : V. DOMEIZEL-M.CUBIZOLLE – L. BALLESTER

Destinataires et autres

Pour info

☐

Pour réponse

☒

Pour suivi

☐

En date du 19 mai 2016, la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon a contacté la Ville pour indiquer qu'elle disposait encore de fonds sur une enveloppe de prêts bonifiée par la Banque Européenne d'Investissement, disponibles jusqu'au 30/06/2016.

La bonification permettrait de réaliser des emprunts à un niveau de taux fixe inférieur de 20 à 30 pb aux conditions actuelles de marché selon les indications de la CELR lors de la réunion du 19 mai dernier. L'exemple fourni donnait le taux fixe trimestriel 15 ans amortissement constant en cotation normale à 1.55%. L'enveloppe bonifiée permettrait selon mail de la CELR en date du 20/05/2016, mêmes caractéristiques de ressortir à :

- 1.05% sur 15 ans (- 50 pb)
- 1.16% sur 17 ans
- 1.44% sur 25 ans

Contact a été pris avec la Banque Postale pour leur demander leurs conditions actuellement en vigueur afin d'avoir un autre étalon de référence sur celles-ci :

- 1.47 % sur 15 ans (décôte prêt BEI = 0.42%)
- 1.58 % sur 17 ans (décôte prêt BEI= 0.42%)
- 1.83 % sur 25 ans (décôte prêt BEI=-0.39%)

La décôte serait donc plutôt de l'ordre de 40 pb.

A ce jour, notre règlement intérieur interdit à la ville de réaliser des opérations sur flux nouveau de gré à gré (3 établissements doivent être mis en concurrence). Ce sujet fait par ailleurs l'objet d'un travail conjoint avec la Caisse des Dépôts qui propose également des solutions de financement dédiées.

Une solution évoquée avec la CELR pour profiter de ces taux a priori intéressants serait de substituer à une dette CELR en cours ce nouveau flux, en procédant à un remboursement par anticipation sec et un refinancement auprès du même établissement, étant entendu que le nouveau

prêt viendrait financer un investissement répondant aux critères d'éligibilité requis par la BEI.

Une opération de 2015 paraît pouvoir être fléchée en ce sens : il s'agit de la **construction de l'école André Malraux, confirmée comme étant un Bâtiment à Energie POSitive (BEPOS)** par Florence BASTIEN.

Le montant des mandatements réels en investissement TTC s'établit à **5 261 887,28 euros** pour l'année 2015 et 308 116.54 euros pour 2016 (au 25/05/2016). Le montant finançable par emprunt étant limité à 50% de l'investissement, **on pourrait tabler jusqu'à 2.500.000 euros pour l'emprunt.**

Les données à prendre en compte pour cette opération sont de 3 ordres :

- Stratégie de répartition taux fixe-taux variable
- Intérêt financier de l'opération
- Sécurisation de l'encours à un niveau de taux plus favorable que les conditions de marché

a) Répartition taux fixe taux-variable

A ce jour, la situation de la Ville sur la répartition entre taux fixe et taux variable est la suivante :

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	94 107 724 €	49,74%	3,46%
Variable	95 107 687 €	50,26%	0,50%
Ensemble des risques	189 215 411 €	100,00%	1,97%

Etat généré au 25/05/2016

En effet, le transfert à 3M des 5 prêts dans le cadre de la compétence Voirie (ouvrages d'art) a rééquilibré la situation entre taux fixe et taux variable (ces prêts étaient encore dans notre encours au 31/12/2015 où la répartition ressortait alors à 55% TF et 45% TV).

La transformation de 2,5 ME en taux fixe inverserait la situation : 51 % de produits en taux fixe et 49 % en taux variable.

b) Intérêt financier

Notre encours CELR se répartit sur les prêts suivants :

Etude Réaménagement dette CAISSE d'EPARGNE au regard de l'existence d'une enveloppe bonifiée BEI (substitution de dette) selon marché financier en date du 20/05/2016														
Référence Ville	N° de contrat	Capital Initial	Capital restant dû au 20/05/2016	Année de réalisation	Durée Initiale	Durée résiduelle	Taux	Prochaine date d'échéance	Montant de l'échéance	Risque de taux	CBC	Remboursement anticipé		Valeur Actuelle Nette
												Date	Pénalité	
12001	A17110D 0000	10 000 000,00 €	9 197 839,47 €	2012	30,00	25,85	Euribor 03 M + 1.4%	25/06/2016	86 930,69 €	Variable	1A	25/09/2016	272 679,35 €	1 782 846,40 €
12006-consolidation1	A170959 3000	8 000 000,00 €	6 900 000,00 €	2013	20,00	17,18	Taux fixe à 2.705 %	25/07/2016	147 179,71 €	Fixe	1A	25/10/2016	1 341 733,22 €	1 240 428,91 €
12006-consolidation2	A170959 3000	3 000 000,00 €	2 700 000,00 €	2013	20,00	17,18	Taux fixe à 3.14 %	25/07/2016	236 193,00 €	Fixe	1A	25/07/2017	519 700,38 €	580 336,08 €
12006-consolidation3	A170959 3000/002/001	3 000 000,00 €	2 587 500,00 €	2013	20,00	17,18	Euribor 01 M + 1.07	25/05/2016	14 069,75 €	Variable	1A	25/08/2016	0,00 €	183 071,17 €
12006-consolidation4	A170959 3000/001/002	4 000 000,00 €	3 449 999,89 €	2013	20,00	17,18	Euribor 01 M + 1.07	25/05/2016	18 759,67 €	Variable	1A	25/08/2016	0,00 €	244 094,84 €
12006-consolidation5	A170959 3000/003/001	4 000 000,00 €	3 449 999,89 €	2013	20,00	17,18	Euribor 01 M + 1.07	25/05/2016	18 759,67 €	Variable	1A	25/08/2016	0,00 €	244 094,84 €
total		32 000 000,00 €	28 285 339,25 €						621 892,49 €				2 134 112,96 €	4 274 872,24 €

Il ressort que les prêts surlignés en vert étant en indemnité actuarielle, ils ne présentent aucun intérêt à un réaménagement.

Les prêts sans indemnité de remboursement anticipé (IRA) sont au nombre de 3 et présentent une Valeur Actuelle Nette faible au regard du prêt 12001. D'un point de vue strictement financier, l'intérêt à réaménager est à cibler sur ce prêt 12001 qui est celui qui coûte le plus.

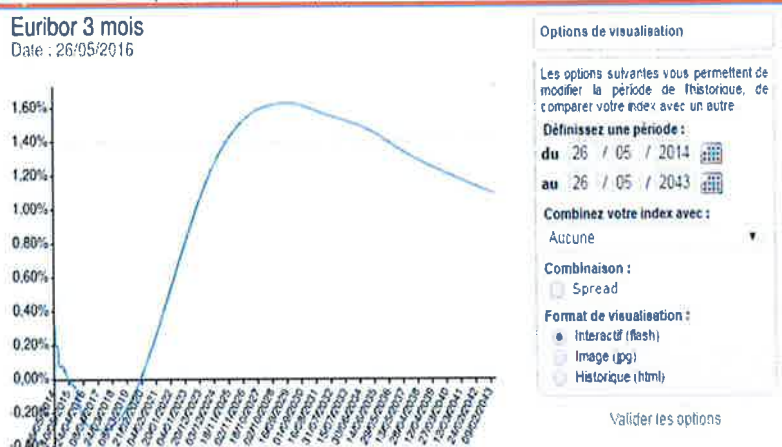
Il présente toutefois une IRA égale à 3% du CRD. Si nous partions sur un remboursement de 2 500 000 euros, l'IRA à payer contractuellement serait de 75 000 euros.

La CELR étudie la « remise » de cette IRA. Il est possible que l'IRA soit en fait revalorisée au niveau du nouveau taux fixe proposé et « remise » en valeur faciale. La valeur du point de base (0.01%) est estimée à 13 094.69 euros en date du 26 mai : une IRA de 75 000 euros correspondrait donc à un impact taux de 5 pb (+0.05%), soit par exemple 1.49% au lieu de 1.44%.

Le réaménagement du prêt n°12001 est à privilégier, si possible avec remise de l'indemnité de remboursement par anticipation.

c) Comparatif index actuel euribor3mois+1.40% et taux de 1.44% sur 25 ans

Courbe des taux : historique et anticipation au 26/05/2016



Jusqu'en 2020, le taux de 1,40% est prévu ; en revanche à partir de cette date, les anticipations laissent entrevoir un taux pouvant monter jusqu'à 3% (2027), ce qui correspond à la moitié de vie de l'emprunt.

L'index actuel de l'emprunt visé par le remboursement est l'euribor 3 mois+ marge de 1.40%. Cet index est flooré, c'est-à-dire que même à l'heure actuelle ou l'euribor 3 mois affiche un niveau négatif, il est considéré figé à 0. Nous payons donc 1.40 % alors que sur d'autres prêts non floorés nous payons la marge décotée de l'index négatif.

En conséquence, si la courbe de l'euribor 3 mois suit les anticipations (ce qui reste totalement aléatoire), nous pourrions nous retrouver à payer à mi-chemin, en 2027, un taux de de 3% (1.60%+ marge de 1.40%) à mettre en regard avec les 1.44 % actuellement proposés.

En l'état des données connues ou anticipées, l'opération présente un intérêt financier et permet la sécurisation d'une partie de l'encours variable à des conditions attractives au regard des conditions de marché actuellement en vigueur à fin mai 2016.

Si l'opportunité est validée :

- Remboursement anticipé partiel de 2.500.000,00 euros sur le capital du prêt n° 12001, contrat n° A17110DO000,
- Contractualisation pour un montant similaire avec la CELR sur contingent bonifié par la Banque Européenne d'Investissement,
- Inscription au BS des montants en dépenses et recettes.

AVIS Direction Générale :



VOUS ÊTRE UTILE

CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON

Collectivités & Institutionnels Locaux

254, rue Michel Teule

34 080 MONTPELLIER

☎ : 04.67.91.81.28 / 06.77.63.49.04

@: agnes.blache@celr.caisse-epargne.fr

Montpellier, le 27 juin 2016

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
1, Place Georges Frêche
34 070 MONTPELLIER

A l'attention de Vincent DOMEIZEL
Directeur des Finances

Monsieur le Maire,

Pour faire suite à votre demande, j'ai le plaisir de vous communiquer les conditions dans lesquelles la Caisse d'Épargne du Languedoc-Roussillon serait en mesure de répondre à votre besoin de financement.

A ce titre, vous trouverez ci-après les caractéristiques détaillées de l'emprunt sollicité :

- Le prêt taux fixe classique amortissement constant -----2

La présente proposition est valable jusqu'au 04 juillet 2016 et pourra être actualisée en fonction de l'évolution des marchés financiers.

Elle reste subordonnée au résultat de notre analyse financière, de l'accord de notre Comité Régional d'Engagement d'une part et de la Banque Européenne d'Investissement d'autre part, dans la limite du montant disponible sur l'enveloppe BEI Programme HQEE2.

Restant naturellement à votre entière disposition pour toutes informations complémentaires et vous remerciant pour la marque de confiance que vous nous accordez, nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de notre considération distinguée.

Agnès BLACHE
Chargée d'Affaires C.I.L

**Envie de tout connaître sur la vie économique de votre région ?
Rendez-vous sur notre nouveau site**

decideursenregion.fr



Le prêt taux fixe classique amortissement constant

- **Objet** : Financement partiel du groupe scolaire André MALRAUX
- **Base de calcul** : 30/360
- **Frais de dossier** : 0.10 %
- **Proposition du** : 27 juin 2016

● **Périodicité :** Trimestrielle

MONTANT	2 500 000 €
DUREE	25 ans
TAUX	1.35%

Les présents taux fixes garantis donneront lieu à indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé total ou partiel.

La mise à disposition des fonds s'effectue au plus tard dans les 4 mois qui suivent la signature du contrat.

Ces conditions financières privilégiées sont le fruit du partenariat entre la Banque Européenne d'Investissement et la Caisse d'Epargne qui soutiennent les objectifs de l'Etat français visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par le financement de la construction et de la réhabilitation de bâtiments publics, en respectant les normes énergétiques environnementales supérieures aux standards en vigueur.

Evaluation d'un taux fixe

27/06/2016

Caractéristiques de l'emprunt

Montant	2 500 000.00 €
Date de réalisation	01/07/2016
Durée	25 ans
Type d'amortissement	Linéaire (Capital constant)
Périodicité d'amortissement	Trimestrielle

Caractéristiques du taux fixe

Taux	1,35 %
Périodicité du taux	Trimestrielle
Base du taux	Ex/360

Le taux de marché équivalent en base ex_360 est : **0,51 %**
 Votre taux évalué équivaut à une proposition : **Euribor 03 M + 0.84 %**

Marge : **0,84 %**
 Valeur du point de base : **3 080.77 €**
 Valeur de la marge : **258 784.39 €**

Calcul réalisé à partir des conditions de marché du 27/06/2016 15:18:41

Date	CRD début de période	Capital amorti	Intérêts	CRD Fin de période	Flux
01/10/2016	2 500 000.00 €	25 000.00 €	8 625.00 €	2 475 000.00 €	33 625.00 €
01/01/2017	2 475 000.00 €	25 000.00 €	8 538.75 €	2 450 000.00 €	33 538.75 €
01/04/2017	2 450 000.00 €	25 000.00 €	8 268.75 €	2 425 000.00 €	33 268.75 €
01/07/2017	2 425 000.00 €	25 000.00 €	8 275.31 €	2 400 000.00 €	33 275.31 €
01/10/2017	2 400 000.00 €	25 000.00 €	8 280.00 €	2 375 000.00 €	33 280.00 €
01/01/2018	2 375 000.00 €	25 000.00 €	8 193.75 €	2 350 000.00 €	33 193.75 €
01/04/2018	2 350 000.00 €	25 000.00 €	7 931.25 €	2 325 000.00 €	32 931.25 €
01/07/2018	2 325 000.00 €	25 000.00 €	7 934.06 €	2 300 000.00 €	32 934.06 €
01/10/2018	2 300 000.00 €	25 000.00 €	7 935.00 €	2 275 000.00 €	32 935.00 €
01/01/2019	2 275 000.00 €	25 000.00 €	7 848.75 €	2 250 000.00 €	32 848.75 €
01/04/2019	2 250 000.00 €	25 000.00 €	7 593.75 €	2 225 000.00 €	32 593.75 €
01/07/2019	2 225 000.00 €	25 000.00 €	7 592.81 €	2 200 000.00 €	32 592.81 €
01/10/2019	2 200 000.00 €	25 000.00 €	7 590.00 €	2 175 000.00 €	32 590.00 €
01/01/2020	2 175 000.00 €	25 000.00 €	7 503.75 €	2 150 000.00 €	32 503.75 €
01/04/2020	2 150 000.00 €	25 000.00 €	7 336.87 €	2 125 000.00 €	32 336.87 €
01/07/2020	2 125 000.00 €	25 000.00 €	7 251.56 €	2 100 000.00 €	32 251.56 €
01/10/2020	2 100 000.00 €	25 000.00 €	7 245.00 €	2 075 000.00 €	32 245.00 €
01/01/2021	2 075 000.00 €	25 000.00 €	7 158.75 €	2 050 000.00 €	32 158.75 €
01/04/2021	2 050 000.00 €	25 000.00 €	6 918.75 €	2 025 000.00 €	31 918.75 €
01/07/2021	2 025 000.00 €	25 000.00 €	6 910.31 €	2 000 000.00 €	31 910.31 €
01/10/2021	2 000 000.00 €	25 000.00 €	6 900.00 €	1 975 000.00 €	31 900.00 €
01/01/2022	1 975 000.00 €	25 000.00 €	6 813.75 €	1 950 000.00 €	31 813.75 €

01/04/2022	1 950 000.00 €	25 000.00 €	6 581.25 €	1 925 000.00 €	31 581.25 €
01/07/2022	1 925 000.00 €	25 000.00 €	6 569.06 €	1 900 000.00 €	31 569.06 €
01/10/2022	1 900 000.00 €	25 000.00 €	6 555.00 €	1 875 000.00 €	31 555.00 €
01/01/2023	1 875 000.00 €	25 000.00 €	6 468.75 €	1 850 000.00 €	31 468.75 €
01/04/2023	1 850 000.00 €	25 000.00 €	6 243.75 €	1 825 000.00 €	31 243.75 €
01/07/2023	1 825 000.00 €	25 000.00 €	6 227.81 €	1 800 000.00 €	31 227.81 €
01/10/2023	1 800 000.00 €	25 000.00 €	6 210.00 €	1 775 000.00 €	31 210.00 €
01/01/2024	1 775 000.00 €	25 000.00 €	6 123.75 €	1 750 000.00 €	31 123.75 €
01/04/2024	1 750 000.00 €	25 000.00 €	5 971.87 €	1 725 000.00 €	30 971.87 €
01/07/2024	1 725 000.00 €	25 000.00 €	5 886.56 €	1 700 000.00 €	30 886.56 €
01/10/2024	1 700 000.00 €	25 000.00 €	5 865.00 €	1 675 000.00 €	30 865.00 €
01/01/2025	1 675 000.00 €	25 000.00 €	5 778.75 €	1 650 000.00 €	30 778.75 €
01/04/2025	1 650 000.00 €	25 000.00 €	5 568.75 €	1 625 000.00 €	30 568.75 €
01/07/2025	1 625 000.00 €	25 000.00 €	5 545.31 €	1 600 000.00 €	30 545.31 €
01/10/2025	1 600 000.00 €	25 000.00 €	5 520.00 €	1 575 000.00 €	30 520.00 €
01/01/2026	1 575 000.00 €	25 000.00 €	5 433.75 €	1 550 000.00 €	30 433.75 €
01/04/2026	1 550 000.00 €	25 000.00 €	5 231.25 €	1 525 000.00 €	30 231.25 €
01/07/2026	1 525 000.00 €	25 000.00 €	5 204.06 €	1 500 000.00 €	30 204.06 €
01/10/2026	1 500 000.00 €	25 000.00 €	5 175.00 €	1 475 000.00 €	30 175.00 €
01/01/2027	1 475 000.00 €	25 000.00 €	5 088.75 €	1 450 000.00 €	30 088.75 €
01/04/2027	1 450 000.00 €	25 000.00 €	4 893.75 €	1 425 000.00 €	29 893.75 €
01/07/2027	1 425 000.00 €	25 000.00 €	4 862.81 €	1 400 000.00 €	29 862.81 €
01/10/2027	1 400 000.00 €	25 000.00 €	4 830.00 €	1 375 000.00 €	29 830.00 €
01/01/2028	1 375 000.00 €	25 000.00 €	4 743.75 €	1 350 000.00 €	29 743.75 €
01/04/2028	1 350 000.00 €	25 000.00 €	4 606.88 €	1 325 000.00 €	29 606.88 €
01/07/2028	1 325 000.00 €	25 000.00 €	4 521.56 €	1 300 000.00 €	29 521.56 €
01/10/2028	1 300 000.00 €	25 000.00 €	4 485.00 €	1 275 000.00 €	29 485.00 €
01/01/2029	1 275 000.00 €	25 000.00 €	4 398.75 €	1 250 000.00 €	29 398.75 €
01/04/2029	1 250 000.00 €	25 000.00 €	4 218.75 €	1 225 000.00 €	29 218.75 €
01/07/2029	1 225 000.00 €	25 000.00 €	4 180.31 €	1 200 000.00 €	29 180.31 €
01/10/2029	1 200 000.00 €	25 000.00 €	4 140.00 €	1 175 000.00 €	29 140.00 €
01/01/2030	1 175 000.00 €	25 000.00 €	4 053.75 €	1 150 000.00 €	29 053.75 €
01/04/2030	1 150 000.00 €	25 000.00 €	3 881.25 €	1 125 000.00 €	28 881.25 €
01/07/2030	1 125 000.00 €	25 000.00 €	3 839.06 €	1 100 000.00 €	28 839.06 €
01/10/2030	1 100 000.00 €	25 000.00 €	3 795.00 €	1 075 000.00 €	28 795.00 €
01/01/2031	1 075 000.00 €	25 000.00 €	3 708.75 €	1 050 000.00 €	28 708.75 €
01/04/2031	1 050 000.00 €	25 000.00 €	3 543.75 €	1 025 000.00 €	28 543.75 €
01/07/2031	1 025 000.00 €	25 000.00 €	3 497.81 €	1 000 000.00 €	28 497.81 €
01/10/2031	1 000 000.00 €	25 000.00 €	3 450.00 €	975 000.00 €	28 450.00 €
01/01/2032	975 000.00 €	25 000.00 €	3 363.75 €	950 000.00 €	28 363.75 €
01/04/2032	950 000.00 €	25 000.00 €	3 241.87 €	925 000.00 €	28 241.87 €
01/07/2032	925 000.00 €	25 000.00 €	3 156.56 €	900 000.00 €	28 156.56 €
01/10/2032	900 000.00 €	25 000.00 €	3 105.00 €	875 000.00 €	28 105.00 €
01/01/2033	875 000.00 €	25 000.00 €	3 018.75 €	850 000.00 €	28 018.75 €
01/04/2033	850 000.00 €	25 000.00 €	2 868.75 €	825 000.00 €	27 868.75 €
01/07/2033	825 000.00 €	25 000.00 €	2 815.31 €	800 000.00 €	27 815.31 €
01/10/2033	800 000.00 €	25 000.00 €	2 760.00 €	775 000.00 €	27 760.00 €
01/01/2034	775 000.00 €	25 000.00 €	2 673.75 €	750 000.00 €	27 673.75 €
01/04/2034	750 000.00 €	25 000.00 €	2 531.25 €	725 000.00 €	27 531.25 €
01/07/2034	725 000.00 €	25 000.00 €	2 474.06 €	700 000.00 €	27 474.06 €
01/10/2034	700 000.00 €	25 000.00 €	2 415.00 €	675 000.00 €	27 415.00 €
01/01/2035	675 000.00 €	25 000.00 €	2 328.75 €	650 000.00 €	27 328.75 €
01/04/2035	650 000.00 €	25 000.00 €	2 193.75 €	625 000.00 €	27 193.75 €
01/07/2035	625 000.00 €	25 000.00 €	2 132.81 €	600 000.00 €	27 132.81 €
01/10/2035	600 000.00 €	25 000.00 €	2 070.00 €	575 000.00 €	27 070.00 €
01/01/2036	575 000.00 €	25 000.00 €	1 983.75 €	550 000.00 €	26 983.75 €
01/04/2036	550 000.00 €	25 000.00 €	1 876.87 €	525 000.00 €	26 876.87 €



01/07/2036	525 000.00 €	25 000.00 €	1 791.56 €	500 000.00 €	26 791.56 €
01/10/2036	500 000.00 €	25 000.00 €	1 725.00 €	475 000.00 €	26 725.00 €
01/01/2037	475 000.00 €	25 000.00 €	1 638.75 €	450 000.00 €	26 638.75 €
01/04/2037	450 000.00 €	25 000.00 €	1 518.75 €	425 000.00 €	26 518.75 €
01/07/2037	425 000.00 €	25 000.00 €	1 450.31 €	400 000.00 €	26 450.31 €
01/10/2037	400 000.00 €	25 000.00 €	1 380.00 €	375 000.00 €	26 380.00 €
01/01/2038	375 000.00 €	25 000.00 €	1 293.75 €	350 000.00 €	26 293.75 €
01/04/2038	350 000.00 €	25 000.00 €	1 181.25 €	325 000.00 €	26 181.25 €
01/07/2038	325 000.00 €	25 000.00 €	1 109.06 €	300 000.00 €	26 109.06 €
01/10/2038	300 000.00 €	25 000.00 €	1 035.00 €	275 000.00 €	26 035.00 €
01/01/2039	275 000.00 €	25 000.00 €	948.75 €	250 000.00 €	25 948.75 €
01/04/2039	250 000.00 €	25 000.00 €	843.75 €	225 000.00 €	25 843.75 €
01/07/2039	225 000.00 €	25 000.00 €	767.81 €	200 000.00 €	25 767.81 €
01/10/2039	200 000.00 €	25 000.00 €	690.00 €	175 000.00 €	25 690.00 €
01/01/2040	175 000.00 €	25 000.00 €	603.75 €	150 000.00 €	25 603.75 €
01/04/2040	150 000.00 €	25 000.00 €	511.87 €	125 000.00 €	25 511.87 €
01/07/2040	125 000.00 €	25 000.00 €	426.56 €	100 000.00 €	25 426.56 €
01/10/2040	100 000.00 €	25 000.00 €	345.00 €	75 000.00 €	25 345.00 €
01/01/2041	75 000.00 €	25 000.00 €	258.75 €	50 000.00 €	25 258.75 €
01/04/2041	50 000.00 €	25 000.00 €	168.75 €	25 000.00 €	25 168.75 €
01/07/2041	25 000.00 €	25 000.00 €	85.31 €	0.00 €	25 085.31 €
2 500 000.00 €			432 328.98 €		2 932 328.98 €

**Marché Public à Procédure Adaptée relatif au
"marché à la brocante et antiquités" - N° 6B0067**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2079 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire, déléguée aux Affaires Economiques, au Commerce et à l'Artisanat ;

Considérant :

- Que le marché public intitulé « marché à la brocante et antiquités » arrive à expiration en août 2016 ;
- Qu'étant donné la spécificité de ce type de manifestation, la Ville souhaite l'assistance d'un prestataire spécialisé qui l'aidera dans la gestion de ce marché ;
- Qu'une procédure a été lancée, en application de l'article 28 du Décret 2016/360 du 25 mars 2016, sous forme de marché ordinaire pour une durée d'un (1) an reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 70%
 - Prix des prestations 30%
- Qu'après analyse, Mme Camille CATTAN – domiciliée 8, rue Urbain V à Montpellier – a présenté une offre conforme au Règlement de Consultation et au cahier des charges du marché ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°6B0067 relatif au « marché à la brocante et antiquités » à Mme Camille CATTAN pour un montant de 19 000, 00 €/ an (entrepreneur non assujetti à la TVA) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au titre de l'année 2016 CRB 127 nature 6233 fonction 929 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 18.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 22.07.2016
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC N° 5D0027

**AVENANT N°1
GRAMMONT – CONSTRUCTION DES
VESTIAIRES 12
LOT N°11 - ELECTRICITE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2092/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien Abert, Adjoint au Maire, délégué aux Sports ;
- Vu la décision n° 2015/0446 du 20 octobre 2015 attribuant le marché de travaux n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 » - lot 11 « Electricité » à la S.A.S. Energys ;
- Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 7 juin 2016 ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n° 5D0027 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif au marché n° 5D0027 ;

Considérant :

- Que le marché public n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 » - lot 11 « Electricité » a été attribué à la S.A.S. Energys pour un montant de 34 702,96 € H.T ;
- Qu'il y a un accroissement notable du vandalisme dans l'environnement immédiat des terrains de football ;
- Qu'il convient d'augmenter la puissance du TGBT (Tableau Général Basse Tension) afin de pouvoir rapatrier à l'intérieur des vestiaires les commandes des éclairages des terrains de football, aujourd'hui situées en extérieur ;
- Que ces différents éléments entraînent une augmentation du montant initial du marché de 2 499,11 € H.T, portant ainsi le montant du marché à 37 202,07 € H.T, soit un pourcentage d'augmentation du marché de 7,20 % ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant n° 1 au marché n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 » - lot 11 « Electricité » conclu avec la S.A.S. Energys ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville : ligne 25736, fonction 904411, nature 21318 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 12. 07. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 21. 07. 2016
Notifiée le :

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

ENERGYS SAS

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

CONSTRUCTION DES VESTIAIRES 12 DE GRAMMONT
Lot 11 : Electricité

N° du marché :

5D0027K

Notifié le :

02 décembre 2015

Montant initial du marché : 34 702,96 € H.T.

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : 07/06/2016

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : au regard de l'accroissement notable du vandalisme dans l'environnement immédiat des terrains de football, il convient

d'augmenter la puissance du Tableau Général de Basse Tension afin de pouvoir rapatrier à l'intérieur des vestiaires les commandes des éclairages des terrains de football, aujourd'hui situées en extérieur.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 10/05/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **2499.11 € H.T.**, soit en toutes lettres : deux mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf euros et onze centimes hors taxes.

Le montant du contrat est donc porté à **37 202.07 € H.T.** soit **7.2 %** du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès du Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A.....le

A.....le

L'entrepreneur,

L'Adjoint Délégué,

Fabien ABERT

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A le

Maître d'ouvrage : Direction Jeunesse Sports Emploi et Logement
Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier

GRAMMONT - CONSTRUCTION DES VESTIAIRES 12
LOT 11 : ELECTRICITE
RAPPORT D'AVENANT N° 1

1 - Renseignements concernant le Marché

Objet :

Marché n° : 5D0027 269 1
Grammont – Construction des vestiaires 12
Lot n° 11 - Electricité

Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER
1, Place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire :

ENERGYS S.A.S.

Montant initial :

34 702,96 € HT

2 - Renseignements concernant l'Avenant n°1

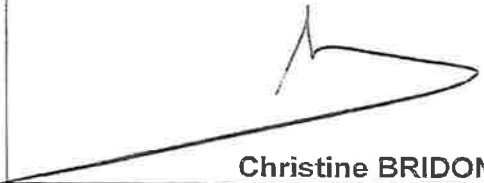



Justification de l'avenant :

Au regard de l'accroissement notable du vandalisme dans l'environnement immédiat des terrains de football, il convient d'augmenter la puissance du TGBT afin de pouvoir rapatrier à l'intérieur des vestiaires les commandes des éclairages des terrains de football, aujourd'hui situées en extérieur.

Montant de l'avenant : 2 499,11 € H.T.

Nouveau montant du marché : 37 202,07 € H.T.

Pourcentage d'augmentation du marché : 7,20 %

<p>La Responsable du Service Architecture</p>  <p>Christine BRIDON</p>	<p>Le Directeur Architecture Immobilier</p>  <p>Jean-Louis DESTISON</p>
<p>Le Directeur Jeunesse Sports Emploi et Logement par intérim</p>  <p>Bruno LAPEYRONIE</p>	<p>La Directrice Générale Adjointe des Services</p>  <p>Juliette BEREGL</p>

**Marché à procédure adaptée :
CONTROLES MOYENS DE LEVAGE
N° 6B0031**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation des contrôles périodiques obligatoires des matériels de levage de charge, de manutention gérés par la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée, référencée 6B0031 du 13/05/2016, a été lancée conformément au décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Qu'il s'agit d'une procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 27 du décret susmentionné ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, pour une durée maxi de 4 ans, dont la durée initiale est d'un an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois fois par période d'un an,
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique (60 %) et le prix des prestations : 40 % ;
- Que la collectivité s'était réservée le droit de négocier ou pas chacune des offres reçues, mais que dans le cas présent aucune négociation n'a été faite ;
- Qu'après analyse, la société SAS CEV, 394 rue Gustave Courbet – ZAE Charles Larzat - 34750 Villeneuve-Lès-Maguelone, a présenté l'offre la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société SAS CEV, pour un montant total maximum de 40 000 € HT ;
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 13392) ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 20 . 07 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

**Publiée le : 21 . 07 . 2016
Notifiée le :**



**Attribution du marché 06B0064 passé selon une
procédure adaptée pour la mise à jour du modèle 3D
urbain par stéréorestitution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté N° 2016/2082/T/R donnant délégation de signature à Mme Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- La nécessité de compléter et d'actualiser avec les clichés de mars 2016 la maquette numérique de Montpellier initialement réalisée à partir de prises de vue de mars 2004 et mise à jour avec des clichés de 2008 et 2011,
- Qu'à la suite d'une consultation publique en date du 16 juin 2016 (mapa N° 6B0064), conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le cabinet Guelle & Fuchs sis à Forbach (57) a soumis l'offre économiquement la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au cabinet de géomètres experts Guelle et Fuchs pour un montant de 17 800 € HT (21 360 € TTC) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 6188, fonction 920201 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout marché relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 21.07.2016
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - Ecole élémentaire Marie CURIE
-réhabilitation partielle du 1er étage - marché n°
5D0052**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de la Réussite éducative à Mme Isabelle MARSALA

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réhabilitation du 1^{er} étage de l'école Marie CURIE, sise 6 allée des sophoras à Montpellier afin d'optimiser l'espace pour un meilleur accueil des élèves ;
- Qu'une procédure a été lancée le 17 février 2016 conformément à l'article 28-1 du code des marchés publics sous la forme d'un marché alloti.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique évaluée d'après le mémoire technique (60%) et prix des prestations : 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 21 juin 2016 a attribué le marché aux entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :
 - Lot 1 : SARL Azuara, sise 1 avenue du général de Gaulle, 34690 Fabrègues
 - Lot 2 : FPI, sise 264 rue Denis Papin – 34570 Montarnaud
 - Lot 3 : Olivier Réalisations, sise 75 avenue des compagnons – 34 170 Castelnau le Lez
 - Lot 4 : Alvarez Frères : 481 rue Hélène Boucher – 34130 Mauguio
 - Lot 5 : Dehail, sise ZAE route du Frouzet – 34380 Saint Martin de Londres
 - Lot 6 : Toledo, sise 8 rue des gardians – 34690 Fabrègues
 - Lot 8 : Orona, sise 48 rue Claude Balbastre – 34070 Montpellier
 - Lot 9 : Clément et fils, sise 2 rue des Terres du Sud – 34900 Juvignac

Les lots 7 - plomberie et 10 - nettoyage ont été déclarés infructueux par la commission d'appel d'offres.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché Ecole élémentaire Marie Curie- réhabilitation partielle du 1^{er} étage, pour un montant total de 661 388.40€ HT, avec les entreprises suivantes :

N° lot	Dénomination lot	Nom entreprise	Montant HT
1	Démolition, gros œuvre, charpente, carrelage, faïence	Sarl AZAUARA	164 959 €
2	Doublages, cloisons, faux plafonds	FPI	80 916.20€
3	Menuiserie aluminium et métallerie,	OLIVIER REALISATIONS	181 389€
4	Menuiserie bois	ALVAREZ Frères	50 976€
5	Electricité, courants faibles	DEHAIL	79 416.40€
6	Peinture, sol souple	TOLEDO	76 957.30€
8	Ascenseur	ORONA	18 900€
9	Occultation	CLEMENT	7 874.50€

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nature 21312, fonction 90212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 12.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 02.08.2016
Notifiée le :



MARCHE PUBLIC N°6B0076

**FOURNITURE ET POSE DE BARRIERES DE
PROTECTION TOUR DE France 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2092 du 7 Juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquérir des prestations, de type fourniture et pose de barrières de protection dans le cadre du Tour de France organisé comme suit à Montpellier :
 - Arrivée d'étape du Mercredi 13 juillet 2016 – Avenue de Vannières ;
 - Départ d'étape du jeudi 14 juillet 2016 - Esplanade/Comédie
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics, en date du 23 Mai 2016, l'entreprise Mefran Collectivités / Altrad Collectivités propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°6B0076 à l'entreprise Mefran Collectivités / Altrad Collectivités, pour un montant de 34 200.00 € H.T, soit 41 040.00 € T.T.C ;
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville nature 6135 fonction 92415 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 22 . 07 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 22 . 07 . 2016
Notifiée le :

**Convention de location
Ville/ Montpellier Méditerranée Métropole
Domaine de Grammont**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville la mise à disposition de locaux au sein du domaine de Grammont ;
- Que la Ville de Montpellier bénéficie de locaux, actuellement vacants, répondant aux critères de recherche de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Décide en conséquence :

- De conclure une convention de mise à disposition avec Montpellier Méditerranée Métropole de 10 ans à compter du 1^{er} juillet 2016. Cette convention ne pourra faire l'objet d'un renouvellement tacite.
- De dire que cette mise à disposition est consentie moyennant un loyer gratuit, charges en sus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03.08.2016
Notifiée le :



CONVENTION DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par décision du

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

Montpellier Méditerranée Métropole,

Domiciliée 50 place Zeus, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son président en exercice, M. Philippe SAUREL, dûment habilité par délibération du Conseil de la Métropole du

Ci-après désignée « Montpellier Méditerranée Métropole »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

La Ville de Montpellier est emphytéote de locaux situés :

Domaine de Grammont

Avenue Albert Einstein

34 000 Montpellier

Elle accepte de les louer à Montpellier Méditerranée Métropole dans les conditions prévues dans la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à utiliser les locaux susvisés. Cette utilisation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier met à la location de Montpellier Méditerranée Métropole les lieux situés dans le bâtiment jouxtant la chapelle de Grammont, avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier.

Les lieux loués, d'une superficie de 254 m², sont constitués d'un rez-de-chaussée et d'un étage (cf. plan joint à la présente).

Montpellier Méditerranée Métropole déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

L'exercice de toute activité commerciale, politique et/ou religieuse est formellement interdit.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux entrant

Montpellier Méditerranée Métropole prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux sortant

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de dix ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2016 et se terminera le 30 juin 2026.

Elle ne pourra faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 4 - Loyer et charges

4.1. Loyer

Le loyer est consenti à titre gratuit.

4.2 - Charges

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler ses contributions personnelles et mobilières.

Elle acquittera les impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature auxquels les locaux sont assujettis. La Ville lui facturera la taxe foncière.

Elle prendra les abonnements d'eau et d'électricité à son compte.

Article 5 - Obligations de Montpellier Méditerranée Métropole

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

Montpellier Méditerranée Métropole utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Elle ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,
- 2) Elle devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - La tranquillité de l'immeuble
- 3) Montpellier Méditerranée Métropole ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.

5.2 – Grosses réparations – Reconstruction – Amélioration

Montpellier Méditerranée Métropole est tenue des réparations de toute nature sur les constructions existantes, pendant la durée de la convention.

Les travaux, relevant habituellement des obligations du propriétaire, seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, et de façon non exhaustive, le ravalement de façade, les travaux de toiture, d'amélioration de la performance énergétique, de gros œuvre.... seront à la charges exclusive de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'expiration de la présente convention, Montpellier Méditerranée Métropole ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité suite à la réalisation de ces travaux.

5.3 - Entretien courant des locaux

Les locaux doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Outre les grosses réparations prévues à l'article précédent, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Elle devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser, Montpellier Méditerranée Métropole a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

5.4 – Obligations particulières

Les locaux, destinés à un usage de bureau, seront classifiés ERP W – 5^{ème} « Etablissement Recevant du Public ».

En cas de modification dans l'usage des locaux occupés, Montpellier Méditerranée Métropole fera son affaire de s'assurer de la mise en conformité de ces locaux au règlement de sécurité.

Conformément à l'article R 123-23 du Code de la construction, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de s'assurer que les installations et les équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage en particulier à :

- vérifier quotidiennement les installations d'éclairage et de sécurité,
- faire vérifier tous les ans, les installations électriques, de gaz et de chauffage, par un organisme agréé,
- faire vérifier tous les ans, les moyens de secours (extincteurs, alarmes) par un technicien compétent.

Par ailleurs, le contrôle exercé par la commission de sécurité ne la dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement.

Article 6 – Assurances

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités et travaux exercés dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

Article 7 – Sous-location

Montpellier Méditerranée Métropole est expressément autorisée à sous-louer les locaux, dans la limite de la durée de la présente convention. La Ville devra être informée de chaque convention de sous location.

Article 8 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de toute situation de droit qui l'imposerait (non-paiement des charges, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis de trois mois, en cas de manquement par Montpellier Méditerranée Métropole à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par Montpellier Méditerranée Métropole. Dans ce cas, elle sera tenue de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de trois mois.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et Montpellier Méditerranée Métropole procèdera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il conviendra de prendre contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

Montpellier Méditerranée Métropole devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procèdera à la remise en état des locaux à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville et Montpellier Méditerranée Métropole s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

Le

Pour la Ville

Pour Montpellier Méditerranée Métropole

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Formation initiale au tir à l'arme d'épaule,
Parc de Lunaret. Marché 6B0081**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0108 du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature de Monsieur EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier doit former le personnel du Zoo de Montpellier – Parc de Lunaret au tir à l'arme d'épaule afin d'être prêt à intervenir en cas de danger suite à l'évasion d'un animal.
- Que cette formation, qui n'existait pas, a été conçue et bâtie à la demande de la Direction du Parc de Lunaret ;
- Que la société HERACLES a présenté toutes les compétences et le savoir-faire pour mettre en place avec la Ville de Montpellier cette formation ;
- Que conformément aux articles 28 et 30 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ce marché peut être passé sans publicité, ni mise en concurrence préalable

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'organisme HERACLES, 146 impasse Pellecuer, 30900 NIMES pour un montant de 15 980 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits 2016 de la Ville, nature : 6184, fonction : 9200200.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur Le Conseiller Municipal Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 01.08.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 01.08.2016
Notifiée le :

**Cotisation au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne
pour l'année 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0108/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à M. Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal – Délégué aux Ressources Humaines;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis le logiciel Sedit Marianne de Berger Levrault comme solution de gestion des Ressources Humaines ;
- Qu'elle est adhérente au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne afin d'intégrer et d'utiliser son nouveau logiciel au mieux de ses performances et de discuter et d'orienter les choix stratégiques de l'éditeur ;
- Que le montant de la cotisation annuelle s'élève à 550 euros ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'organisme mentionné ci-dessus;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 550 Euros sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville de Montpellier au chapitre 920 - Ligne de Crédit 26099;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut le conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19.09.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 21.09.2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0248

**DECISION COMPLEMENTAIRE A LA DECISION
2015/0278 MARCHE 4B0180 RELATIF A L'ACHAT
D'ALIMENTATION GENERALE POUR LE
PROTOCOLE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux prestations d'achat d'alimentation générale pour la direction du Protocole ;
- Que l'entreprise « METRO CASH & CARRY » est titulaire du marché depuis le 15 septembre 2015 ;
- Que la décision 2015/0278 est insuffisamment précise quant à la durée maximale du marché ;
- Que l'article 1.3 durée du marché, du cahier des clauses administratives particulières, dispose que « *Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.* » ;
- Qu'aucune décision écrite contraire n'a été prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois mois avant la fin de la durée du marché.

Décide en conséquence :

- Que, la durée du marché étant d'une année à compter de la notification, de pouvoir reconduire pour une période d'un an, sur une durée maximale de 3 ans.
- D'autoriser M. Le Maire, ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 13.09.2016
Notifiée le :

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de tubes de protection.
(6B0101)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de tubes de protection pour les Services de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 1^{er} juillet 2016, une procédure (n°6B0101) a été lancée, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 et à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux accords cadres. Cette procédure est soumise aux dispositions de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret susmentionné (Accord Cadre à bons de commandes).
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 80% pour le prix et 20% pour la valeur technique.
- Qu'après analyse, la société AU FORUM DU BATIMENT, 61/63 rue Desnouettes – 75015 PARIS, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature l'accord cadre « Achat de tubes de protection » (6B0101) précité, avec la société AU FORUM DU BATIMENT pour un montant total de 32 000.00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint délégué aux Finances à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 24 . 07 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 02 . 08 . 2016
Notifiée le :

**Convention de prêt de l'IRD à la Ville de Montpellier
de l'exposition, « Lengguru, un monde perdu » à titre
gracieux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2088/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'Ecologie Urbaine

Considérant :

- Que la Ville présentera au Parc de Lunaret une exposition consacrée à l'expédition scientifique en Papouasie occidentale (Indonésie), intitulée « Lengguru, un monde perdu », du 1er septembre 2016 au 28 février 2017. La durée du prêt pourra être prolongée par avenant ;
- Que L'Institut de Recherche pour le Développement, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 44 boulevard Dunkerque – immeuble le Sextant – CS90009, 13002 Marseille, est le détenteur de cette exposition et la met à disposition de l'emprunteur gracieusement ;
- Qu'il convient de formaliser la mise à disposition de ces œuvres

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition d'exposition
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.08.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**



Publiée le : 08.08.2016
Notifiée le :



**Institut de recherche
pour le développement**

Convention de prêt d'exposition

ENTRE :

L'Institut de recherche pour le développement, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 44 boulevard Dunkerque – immeuble le Sextant – CS90009, 13002 Marseille, dont le numéro Siret est 180 006 025 00159, le code APE 7219Z, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Paul MOATTI, lequel a délégué sa signature à Monsieur Michel PETIT, Représentant IRD France-Sud, désigné dans tout ce qui suit par « **l'IRD** »

d'une part,

E T :

Le Parc de Lunaret, situé avenue Agropolis à Montpellier, représenté par le Maire de la Ville de Montpellier, Monsieur Philippe Saurel, désigné dans tout ce qui suit par le terme « **L'emprunteur** »,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par l'IRD à l'emprunteur de l'exposition intitulée « **Lengguru, un monde perdu** », en vue de sa présentation du 1^{er} septembre 2016 au 28 février 2017 au zoo. La durée du prêt pourra être prolongée par avenant.

Le dit matériel d'exposition est constitué de 26 panneaux imprimés sur support souple conditionnés dans deux caisses comme décrit dans la fiche technique en annexe de la présente convention.

Article 2 - Conditions de mise à disposition

L'IRD met à disposition gracieusement l'exposition à la disposition de l'emprunteur.

Article 3 - Transport de l'exposition

L'organisation du transport de l'exposition depuis son lieu de stockage au Centre IRD de Montpellier, ainsi que celui en retour sur ce même lieu sont pris en charge par l'emprunteur.



**Institut de recherche
pour le développement**

Article 4 - Gratuité d'accès à l'exposition

L'emprunteur s'engage à proposer un accès libre et gratuit à l'exposition « Lengguru, un monde perdu » à tous les publics, pendant toute la durée de la manifestation.

Article 5 - Montage, démontage et maintenance de l'exposition

Le montage et le démontage de l'exposition sur le site de présentation sont effectués par l'emprunteur sous sa responsabilité, conformément aux instructions données dans la fiche technique et le plan d'installation. L'emprunteur assure la maintenance de l'exposition pendant la durée de sa présentation.

Article 6 - Etendue des droits cédés

L'IRD cède à l'emprunteur, à titre non exclusif et gratuit, le droit de représenter en public selon le procédé unique de communication directe, l'intégralité de l'exposition visée par le présent contrat, à des fins culturelles, scientifiques, et non commerciales.

Ainsi, l'emprunteur s'engage à présenter l'exposition, sans suppression ni ajouts d'autres éléments que ceux fournis par l'IRD. Il s'interdit d'adapter, de reproduire ou faire reproduire, sur quelque support que ce soit, tout ou partie des éléments composant l'exposition, sauf accord préalable écrit de l'IRD.

Article 7 - Responsabilité et assurances

7.1- A compter de l'enlèvement des expositions et jusqu'à leur restitution à l'IRD ou à la structure désignée par l'IRD, l'emprunteur sera responsable de l'ensemble des dommages pouvant être occasionnés à l'exposition.

7.2- L'emprunteur s'engage à souscrire une police d'assurance "clou à clou", sur la base d'une valeur globale de 1 500 € TTC, couvrant notamment les risques de perte, vol ou détérioration des éléments composant le dit matériel d'exposition ainsi que la responsabilité civile, tant pendant ses transports que pendant sa présentation dans les locaux de la manifestation. L'emprunteur s'engage à fournir une attestation correspondant à cette police sur simple demande de l'IRD.

Article 8 - Perte et détérioration

L'emprunteur informera l'IRD de tout élément manquant ou dégradation de l'exposition. La remise en état des dégâts constatés au cours de la période de mise à disposition de l'exposition seront à la charge de l'emprunteur.

Article 9 - Communication

L'emprunteur s'engage à mentionner l'IRD et à apposer son logo sur tout document de communication se rapportant à l'exposition. L'IRD fournira son logo sous forme de fichier électronique.



**Institut de recherche
pour le développement**

Article 10 - Programmation et rapport de présentation

10.1- L'emprunteur informera l'IRD des dates, lieux, horaires de présentation de l'exposition et de la programmation dans laquelle cette présentation s'inscrit.

10.2- A l'issue de la présentation de l'exposition, l'emprunteur remettra à l'IRD un rapport établissant le bilan succinct de sa présentation (évaluation quantitative du public ayant vu l'exposition, retombées presse, documents de communication sur l'exposition, etc.) assorti le cas échéant de photographies.

Article 11 - Clause résolutoire

Si l'IRD n'est plus en mesure de mettre à disposition de l'emprunteur l'exposition telle que décrite dans l'article 1 et en annexe de la présente convention, il en informe l'emprunteur dans les meilleurs délais. La présente convention est alors résiliée de plein droit.

Article 12 - Durée

La présente convention prend effet à sa signature et expire à la date de restitution de l'exposition dans son lieu de stockage au Centre IRD de Montpellier prévue au plus tard le 31 décembre 2016.

Article 13 - Litiges

Tout litige qui pourrait naître de l'application du présent acte sera réglé par accord amiable entre les Parties. Faute de règlement amiable de tout différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la rupture du présent contrat, dans un délai d'un (1) mois à compter de sa constatation notifiée par l'une des Parties à l'autre, le litige est tranché définitivement par les tribunaux compétents.

Fait en un exemplaire original à Montpellier, le 29 juin 2016

Pour l'Institut de recherche
pour le développement
Michel PETIT
Représentant IRD France-Sud

Pour la ville de Montpellier

Philippe Saurel
Maire de la Ville de Montpellier



**Institut de recherche
pour le développement**

ANNEXE

FICHE TECHNIQUE

De l'exposition « Lengguru, un monde perdu »

- Version Panneaux sur bâche (extérieur et intérieur) : 26 panneaux 180 x 120 cm / Accrochage : œillets
- Version Panneaux rigides (intérieur uniquement) : 26 panneaux 90 x 60 cm / Accrochage : attaches 7 X 7
- Diaporama disponible avec des images issues de l'expédition.
- Disponible en français-anglais et anglais-indonésien.
- Fichiers HD de l'exposition disponibles sur demande.
- Contact pour réservation : communication.france-sud@ird.fr

**Convention de mise à disposition d'un terrain
communal.
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué à la Gestion Active du Patrimoine.

Considérant :

- Que dans le cadre de la fête de l'Aïd Al-Adha, l'association « La bergerie Languedocienne Montpellier » a sollicité la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de l'Espace Rock, pendant la période des festivités du 11 au 13 septembre 2016.
- Que compte tenu des délais nécessaires à l'installation d'un équipement mobile d'abattage rituel, cette installation pourra démarrer dès le 1^{er} août, les lieux devant être libérés, après remise en état, au plus tard le 21 septembre 2016 ;
- Que cette mise à disposition du terrain sera assujettie à une redevance correspondant à la valeur locative du terrain mis à disposition pour la période des festivités. Ce dispositif permettra de centraliser et de sécuriser sanitaire l'abattage rituel sur le territoire de la Ville.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la mise à disposition de l'espace Rock au bénéfice de l'association « La bergerie Languedocienne Montpellier » sous réserve de la validation des services sanitaires et de la commission de sécurité, moyennant un loyer de 1 500 € par jour pendant la période des festivités du 11 au 13 septembre 2016, soit 4 500 € au total ;
- Que la convention de mise à disposition sera annexée à la présente décision ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03.08.2016
Notifiée le :



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN COMMUNAL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par décision du

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association « La Bergerie Languedocienne »

Domiciliée

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

Espace Rock

Domaine de Grammont

34000 Montpellier

qui appartient à son domaine privé.

La Ville de Montpellier, à l'occasion de la fête l'Aïd Al-Adha , met à disposition de l'association « La bergerie Languedocienne » un espace dépendant de l'espace Rock, permettant l'installation d'un équipement mobile d'abattage rituel.

Article 1 -Objet

La présente convention de mise à disposition a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le terrain susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés (Cf. plan avec zone spécifique):

Espace Rock
Domaine de Grammont
34000 Montpellier

Le terrain loué, dont la parcelle est cadastrée section RL 01, s'étend sur une superficie de 40 000 m².

Le preneur déclare le connaître parfaitement pour l'avoir vu et visité.

2.2 - Destination des lieux

Le terrain sera exclusivement destiné à l'usage de Parking (300 places), d'une bergerie (1500 m²), d'un abattoir (400 m²).

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale ou politique.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux entrant

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux sortant

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour la durée des festivités soit 3 jours, du 11 au 13 septembre 2016. Toutefois, compte tenu des délais nécessaires à l'installation de

l'équipement d'abattage rituel, cette installation pourra démarrer dès le 1^{er} août, les lieux devant être libérés, après remise en état, le 21 septembre au plus tard.

Elle ne pourra faire l'objet d'aucun renouvellement.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier.

Article 4 - Loyer et charges

4.1. Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

Le paiement du loyer pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

4.2 - Loyer

La valeur locative de ce terrain pour 3 jours d'occupation est de 4 500 € (1500 € par jour).

Le preneur s'engage à payer ce loyer à terme à échoir au Trésorier Principal Municipal.

4.3 - Charges

Un relevé contradictoire des compteurs (eau et électricité) sera réalisé en présence des services de la Ville au début de la mise à disposition du terrain ainsi qu'à la fin.

Les consommations électriques et d'eau, durant la période de mise à disposition, seront exclusivement à la charge du preneur.

Un titre de recette sera émis par les services de la Ville et le preneur s'engagera à le régler au Trésorier Principal Municipal.

Article 5 – Conditions spécifiques

La présente convention ne sera exécutoire que sous réserve des validations sanitaires préfectorales et de la commission de sécurité.

Article 6 - Obligations du preneur

6.1 - Conditions d'utilisation du terrain

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil
Ainsi :

- 1) Le preneur maintiendra l'ensemble du terrain mis à disposition en bon état d'entretien, de telle sorte que le tout soit remis en bon état à la ville de Montpellier à l'expiration du bail sauf usure et vétusté normales. Le preneur autorise les services de la Ville de Montpellier à procéder, à tout moment, à des visites d'inspection.
- 2) Le preneur devra obtenir l'accord écrit de la Ville de Montpellier pour tous travaux d'aménagement qu'il envisage de faire sur le bien loué.
- 3) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
- 4) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique ou commerciale.

6.2 - Entretien du terrain

Le terrain mis à disposition doit être tenu en bon état et son utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

6.3 - Statuts de l'association

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

Article 7 – Assurances

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées sur le terrain y compris ceux causés aux tiers.

Une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité
Direction Architecture Immobilier

1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 8 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

Article 9 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'une semaine, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai d'un mois.

Article 10 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera réalisé. Le preneur procédera à la restitution du terrain le 21 septembre.

Le preneur devra rendre les lieux dans un état identique à celui constaté par l'état des lieux. Dans le cas où une partie de la haie végétale devait être arrachée pour l'installation du site par le preneur, celui-ci s'engage à replanter la haie au terme de la présente convention.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

Aussi, les tranchées et rochers existants pour la protection anti-squatt du site devront être reconstitués avant la restitution.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 11 - Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

le

Pour la Ville

Pour le preneur,

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

Avenue Reine d'Italie - 34000 Montpellier
Parcelle cadastrée CH 48
Régularisation reconduction du contrat de location n°2
Ville de Montpellier / Entreprise URBAT

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

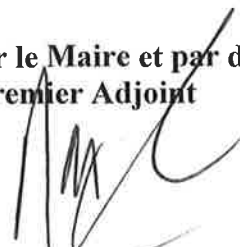
- Que par convention de location du 21 février 2014, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'entreprise URBAT une parcelle de terrain cadastrée CH 48, située avenue de la Reine d'Italie, afin de lui permettre d'accéder à son chantier de programme d'aménagement urbain situé à proximité et d'installer son espace de vente ;
- Que cette convention de location était consentie pour une durée d'un an, sans que sa durée totale n'excède trois ans ;
- Que suite à la sollicitation de l'entreprise URBAT, cette convention a été reconduite un an, du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 ;
- Que l'entreprise URBAT a sollicité, à nouveau, la reconduction de la convention de location, par courrier du 2 mai 2016 ;
- Que la Ville a signé un compromis de vente avec la société URBAT, le 27 juillet 2015, qui prévoyait une faculté de substitution par la société SNC Saint Lazare ;
- Que la société SNC Saint Lazare a acheté le terrain cadastré CH 48 à la Ville, le 27 juin 2016 ;

Décide en conséquence :

- De procéder à la régularisation de la reconduction de façon expresse du contrat de location avec l'entreprise URBAT pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 26 juin 2016 ;
- D'imputer la recette sur le budget de la Ville, CRB 26610 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Montpellier, le 29.07.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 03.08.2016
Notifiée le :

Avenue de la Reine d'Italie – 34000 Montpellier
Parcelle cadastrée CH 48
Contrat de location
Ville de Montpellier / Entreprise SNC LE ROYAL

Entre les soussignés :

d'une part,

- La ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène MANDROUX, dûment habilité par décision du

et d'autre part,

- L'entreprise SNC LE ROYAL domicilié Immeuble Oxygène, 1401 avenue du Mondial, CS 68214, 34965 Montpellier cedex 2, représentée par sa responsable Madame Sylvie GAUTIER, ci après désignée le preneur,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles cadastrées CH 48 et CH 52 situées avenue de la Reine d'Italie.

Dans le cadre d'un programme immobilier accompagné d'un aménagement urbain qui va être réalisé sur les parcelles mitoyennes à celles de la Ville, l'entreprise SNC LE ROYAL maître d'ouvrage de l'opération, souhaite pour accéder au chantier louer la parcelle CH 48 afin de réaliser d'une part les talutages nécessaires et d'autre part y entreposer un espace de vente de type bâtiment modulaire. La parcelle CH 52 n'est pas directement impactée par un besoin d'accès mais se trouve cependant touchée par une mitoyenneté avec le projet .

ARTICLE 1 - DESIGNATION DES LIEUX

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'entreprise SNC LE ROYAL, qui accepte, une parcelle de terrain, cadastrée CH 48, d'une superficie de 420 m², située avenue de la Reine d'Italie à Montpellier.

ARTICLE 2 - ETAT DES LIEUX

Le preneur prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature de la convention ; Un référé préventif demandé dans ce sens, aux frais du preneur, fera office d'état des lieux d'entrée et sera joint en annexe de la convention.

ARTICLE 3 – OBJET DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition a pour objet de permettre l'accès au chantier pour la réalisation du programme immobilier et d'y implanter un espace de vente de type bâtiment modulaire.

ARTICLE 4 – DUREE ET RENOUVELLEMENT

Cette mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable, à compter du 1^{er} janvier 2014 pour une durée de un an jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention de location pourra être renouvelée de façon expresse par périodes successives de 1 an sans que sa durée totale n'excède 3 ans.

.../...

ARTICLE 5 – LOYER

La présente convention est consentie moyennant un loyer d'un montant mensuel de 500,00 euros payable d'avance à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

ARTICLE 6 - CHARGES ET OBLIGATIONS

Le terrain mis à la disposition par la ville de Montpellier devra être tenu en bon état de propreté et son utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de la tranquillité des riverains et de l'hygiène.

Le preneur veillera en bon père de famille à la garde et à la conservation du bien mis à disposition. Il restera tenu aux dépenses qu'il pourra se trouver obligé de faire pour l'usage et l'entretien du bien mis à sa disposition et notamment pour des dégâts occasionnés à celui ci.

Le preneur ne pourra faire sur ce bien aucune construction, aucun aménagement même provisoire sans l'accord exprès de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 7 – TRAVAUX ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

- Talus/Déblais : A la fin des travaux le terrain sera rendu dans son état d'origine au moment de la mise à disposition ;

- Murs de clôture : le mur du bâtiment entre la parcelle CH 48 et CH 47 (propriété du preneur) sera démoli ou déconstruit jusqu'à 1,80 m selon les possibilités techniques (coffret gaz en pied de mur). Une clôture de chantier provisoire d'une hauteur de 1,80 m sera mise en place ; Ces murs seront restitués sous forme de clôture d'une hauteur minimale de 1,80 m et suivant les données du PLU, l'objectif étant de garantir la sécurité d'accès au terrain.

Concernant les murs de clôture sur rue, il est demandé d'avoir à minima un soubassement maçonné surmonté d'un élément de clôture ou, à défaut, un mur maçonné toute hauteur enduit face extérieure.

Concernant les murs de clôture entre parties privées, il est demandé d'avoir une hauteur minimale de 1,80 m (clôture en grillage rigide) ;

Concernant le traitement de la mitoyenneté avec la parcelle CH 52 (propriété Ville) le mur de clôture en pierre entre les parcelles CH 50 et CH 52 pourra être démoli. Une clôture de chantier provisoire à hauteur de 1,80 m sera mise en place dans l'attente de la pose d'une clôture définitive.

Pour les murs de clôtures entre les parties privées il est demandé d'avoir une hauteur minimale de 1,80 m.

- Accès chantier : à l'issue des travaux, l'accès au chantier sera refermé par une clôture rigide d'une hauteur 1,80 m.

A l'issue des terrassements sur la parcelle CH 48 , l'entreprise titulaire du marché de travaux effectuera le remblaiement du site en matériaux triés et compactés. La terre végétale sera remise en place. Les terres excédentaires et les matériaux impropres seront évacués ;

- Etat général : le terrain sera rendu nettoyé et débroussaillé ;

- Puits : il sera sécurisé, l'installation sera maintenue après le chantier.

La Ville de Montpellier autorise la coupe et le dessouchage des arbres selon les nécessités hormis deux platanes présents sur la parcelle.

A la fin de la présente convention un nouveau constat réalisé au frais du preneur, par un expert fera office d'état des lieux de sortie.

Un plan joint en annexe de la présente convention synthétise et décrit les éléments ci-dessus ;

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les lieux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées sur la parcelle y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville au moment de la prise de possession de la parcelle.

ARTICLE 9 – CESSION

Le présent contrat ne peut être ni transmis ni cédé à un tiers.

ARTICLE 10 – RESILIATION

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas d'inexécution des articles de 5 à 9 dans un délai d'un mois après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra en outre intervenir, pour l'une ou l'autre partie, avant l'échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception et prise d'effet dans un délai de un mois suivant la notification et sans que la Ville de Montpellier n'ait à justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Fait à Montpellier, le

Le preneur :

Pour La SNC LE ROYAL
NOM Prénom

Le bailleur :

Pour Madame le Maire
l'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

**MARCHE PUBLIC - FOURNITURE DE REPAS EN
LIAISON FROIDE AUX RESTAURANTS
SCOLAIRES
MAPA N° 6D0011**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091 en date du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2375/T/R donnant délégation en l'absence de Madame Isabelle MARSALA à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier assure en autogestion la production et la distribution des repas nécessaires aux besoins de ses 84 restaurants scolaires et 42 centres de loisirs, et que l'Unité Centrale de Production (UCP) de la Ville fabrique et distribue environ 1 600 000 repas/an, 12 400 repas/jour en moyenne et 2 000 repas/jour en moyenne les mercredis et durant les périodes de vacances scolaires ;
- Que l'Unité Centrale de Production a atteint ses limites en volume de production et qu'afin de garantir la sécurité sanitaire des préparations, la qualité organoleptique des recettes et la réponse aux besoins en constante augmentation (+500 repas par an) de ses restaurants scolaires, la Ville de Montpellier a décidé d'acheter pour la rentrée scolaire 2016 (septembre) une partie des besoins de ses restaurants scolaires (entre 2000 et 2500 repas) ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée en date du 21 mars 2016, conformément aux articles 30 et 77 du Code des Marchés Publics, selon la procédure adaptée. Le marché aura une durée de 1 an à compter de sa notification et sera reconductible 3 fois par tacite reconduction ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : - Qualité des produits 60% - Prix 40% ;
- Qu'après analyse, la société SHCB, 100, rue de Luzais, 38070 SAINT QUENTIN FALLAVIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- Suite à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 28 juin 2016, d'attribuer le marché n° 6D0011 à la société SHCB pour un montant annuel de 738 117,40 € HT, soit sur 4 ans un montant total de 2 952 469,60 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Politique Alimentaire : CRB 13000 – Nature 6042 – Fonction 922 251 – Ligne de crédit 27266 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 . 07 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 29 . 07 . 2016
Notifiée le :



**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'électroménager
blanc
(6B0095)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménager blanc pour les Services de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 24 juin 2016, une procédure (n°6B0095) a été lancée, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 et à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux accords cadres. Cette procédure est soumise aux dispositions de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret susmentionné (Accord Cadre à bons de commandes).
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 55 % pour le prix et 45% pour la valeur technique.
- Qu'après analyse, la société DARTY PRO, RN 6 – Lieu-dit l'Epoux – 69760 LIMONEST, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'accord cadre « Achat d'électroménager blanc » (6B0095) précité, avec la société DARTY PRO pour un montant total de 80 000.00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, et le budget investissement, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint délégué aux Finances à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 21 . 06 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 02 . 08 . 2016
Notifiée le :

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée
Formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics
MAPA 6B0089**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0108/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI Conseiller Municipal Délégué aux Ressources Humaines.

Considérant :

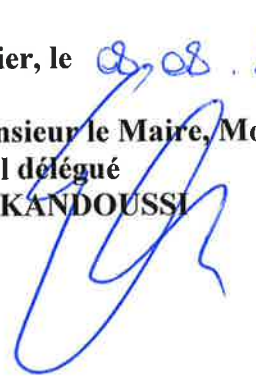
- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, seul l'organisme de formation Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon a répondu et a présenté cependant une offre avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à l'Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon, organisme non assujetti à la TVA, pour un montant de 5 490€ HT par personne, pour un effectif de dix agents. Ce marché est à bon de commande avec un minimum de 5 000€ HT et un montant maximum de 55 000€ HT, pour une période d'un an renouvelable une fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la ville (Nature : 6184, fonction : 9200) ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché ;

Montpellier, le 08.08.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 10.08.2016
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC N° 6D0005
**Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et
éducatifs**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2392 en date du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire, délégué à la Jeunesse et aux Sports ;
- Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 12 juillet 2016 ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la sécurisation et à la rénovation des espaces sportifs et éducatifs de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément au décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an reconductible trois fois.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au vu du mémoire technique : 60 %
 - prix des prestations : 40 % ;
- Qu'il ressort du rapport des analyses des offres que l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT, sise 3024, avenue Albert Einstein à Montpellier a présenté l'offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6D0005 « Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et éducatifs » à l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT, pour un montant de 1 000 000 € HT par an reconductible trois fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nature 2113, fonction 90412 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 29.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 29.07.2016
Notifiée le :

Marché Public à Procédure Adaptée relatif au
"Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2016"
n°6C00081241

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la fourniture du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2016 ;
- Qu'une procédure a été lancée, en application de l'article 28 du décret 2016/360 du 25 mars 2016 sous forme d'un marché d'un an reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Sécurité 40 %
 - Qualité technique 30 %
 - Qualité esthétique 20 %
 - Timing d'occupation du site pyrotechnique 10 %
- Qu'après analyse, la société Jacques Couturier Organisation – domiciliée à Les Hautes Crèches, à Saint-Florent-des-Bois (85310) - a présenté l'offre la plus avantageuse au regard des critères prévus à la consultation ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6C00081241 relatif au « Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2016 » à la société Jacques Couturier Organisation pour un montant de 90.000€ HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier au titre de l'année 2016 CRB 1573, nature 6232, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, l'Adjoint délégué ou toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 . 08 . 2016
Notifiée le :

ZAC DU COTEAU
Convention de participation aux équipements publics
Ville de Montpellier / DC Promotion
Les parcelles TN 441, TN 427 et TN 14

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n° 2011/478 du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau ;

Considérant :

- Que la société DC Promotion souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 22 logements sur les parcelles cadastrées TN 441, TN 427, et TN 14 d'une superficie totale de 3 061 m², situé 1010 rue Henri Lagattu, comprise dans le périmètre de la ZAC du Coteau mais non acquises par la Ville,
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société DC Promotion afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC du Coteau,
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, sont résumés comme suit :
 - **Surface de plancher (SDP) envisagée** : 1 498 m² pour la réalisation de logements collectifs.
 - **Calcul du montant de la participation** : Base de calcul : 180 €/m² SDP pour l'année 2016
Montant total : 1 498 x 180 = 269 640 €.

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de surface de plancher autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société DC Promotion, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 3 de la convention de participation.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 . 08 . 2016

Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : du . 08 . 2016
Notifiée le :

**CONVENTION DE PARTICIPATION
AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE
LA ZAC DU COTEAU**

(art. L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

Parcelles TN n°441, TN n°427, TN n°14

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur le Maire Philippe SAUREL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 24 Avril 2014,

Ci-après dénommée « la **Collectivité** » ou « la Ville »,
de première part,

ET

La Société dénommée DC Promotion, Société par Action Simplifiée, au capital de 70 000 euros, dont le siège est au 38 rue de Londres à MAUGUIO (34130), identifiée au SIREN sous le numéro 818 248 528 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER,

Représentée par Monsieur David CHEVALIER, Président, demeurant 38 rue de Londres, 34 130 MAUGUIO

Ci-après dénommé « le **Constructeur** »
de seconde part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

D'une superficie d'environ 26 hectares, la ZAC du Coteau est une opération d'aménagement à dominante logement.

Par délibération du 28 mars 2011, le Conseil municipal a décidé d'adopter le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) dénommée ZAC du Coteau, a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public.

La concertation portant sur le projet de création de la ZAC du Coteau a été organisée du 29 août 2011 au 16 septembre 2011, et une réunion publique s'est tenue le 6 septembre à la maison pour tous Rosa Lee Parks, donnant lieu à un bilan détaillé.

Par délibération du 03 octobre 2011, le Conseil municipal a approuvé le bilan positif de cette concertation et la création de la ZAC du Coteau, avec un régime d'exemption de la Taxe Locale d'Equipement pour les constructions qui seront édifiées à l'intérieur de son périmètre.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la construction d'un bâtiment à usage d'habitation collective, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire. La demande de permis de construire a été déposée en Mairie le 13 mai 2016 sous le numéro MONTPELLIER 34 PC 16 V0124.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, La société DC Promotion représentée par Monsieur David CHEVALIER, au coût de l'équipement de la zone.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

- 1.1. La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :
Trois parcelles situées à Montpellier (34080), 1010 rue Henri Lagatu, dans le périmètre de la ZAC du Coteau, cadastrées section TN n°441, TN n°427, TN n°14 pour une superficie de 3 061 m².
- 1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain d'un programme de logements collectifs, correspondant à 1498 m² de surface de plancher (SDP).
- 1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal en date des 21 décembre 2006, 25 juin 2007, 17 novembre 2008, 22 juin 2009, 29 mars 2010, 9 mai 2011, 23 juillet 2012 et 22 juillet 2013.
- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur envisage la réalisation sur le terrain visé à l'article 1 d'un programme de **1498 m²** de surface de plancher représentant 22 logements collectifs en accession libre.
- 3.2. Sur la base du programme défini à l'article 3.1, le montant de la participation du constructeur est fixé à **180 €** par mètre carré de surface de plancher autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.
Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **1498 m² SDP**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$1498 \times 180 = 269\,640 \text{ euros}$$

- 3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT

- 3.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la Ville dans les **huit jours** de sa délivrance. Il s'engage à faire diligence afin de purger les délais de recours contre le permis de construire.
- 3.2. Le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la Ville de Montpellier.
- 3.3 Le constructeur s'engage à verser la participation au coût des équipements publics de la zone selon l'échéancier suivant :
 - **50 % six mois après l'obtention du permis de construire devenu définitif;**

- **50 % dans le délai de un (1) an suivant le permis de construire définitif sous condition de la fourniture d'une garantie bancaire pour le solde, au plus tard le jour du premier versement.**

3.4. Passées leurs dates d'échéance, les sommes dues au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la Ville de Montpellier, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la Ville de Montpellier de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 3BIS – GARANTIE BANCAIRE

Le Constructeur s'oblige à fournir à la Ville de Montpellier le cautionnement d'un établissement financier de premier ordre préalablement agréé par la Ville, garantissant solidairement avec l'acquéreur, en renonçant aux privilèges de discussion et de division des articles 2021 et 2026 du Code Civil ainsi qu'au bénéfice des dispositions des articles 2032 et 2039 du Code Civil, le paiement de la participation, et des intérêts le cas échéant, dus au titre de la présente convention.

ARTICLE 4 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 3 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Monsieur le Maire approuvant le projet de convention, soit 700,5 (septembre 2014) ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

ARTICLE 5 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, ou de péremption du permis de construire, la somme correspondante est restituée au constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 6 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 7 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 8 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 9 – EFFETS

- 9.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 9.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège social,

Fait à Montpellier,

Le

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

